Deuxième mille.

Bibliothèque Politique et Économique

R. C. ESCOUFLAIRE

L'IRLANDE ENNEMIE...?



PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1918

[illegible]

13. II. '19

L'IRLANDE
ENNEMIE...?

DU MÊME AUTEUR

La Démagogie Irlandaise, 1906-1909 (Pedone, Paris).

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

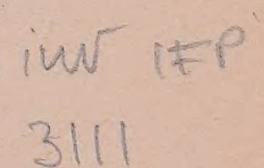
R. C. ESCOUFLAIRE

L'IRLANDE ENNEMIE...?



PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1918



PRÉFACE

La Question Irlandaise est une imposture internationale.

L'Irlande, pour justifier ses révoltes et ses trahisons, se dit opprimée. Or aujourd'hui l'oppression de l'Irlande par l'Angleterre est une fable, et même une fable grossière.

« L'Irlandais, dit Macaulay, se distingue par des qualités qui tendent à rendre les hommes plus intéressants que prospères. Il est d'une race ardente et impétueuse, aisément portée aux larmes et au rire, à la furie ou à l'amour. Seule parmi les nations de l'Europe du Nord, elle possède la susceptibilité, la vivacité, un don naturel de comédie ou de rhétorique, qu'on trouve surtout sur les rives de la Méditerranée. » Elle a donc le talent de nous émouvoir à plaisir, mais ses accusations sont si surprenantes, si contraires à tout ce que nous

savons sur la domination anglaise dans les autres dépendances, qu'il importe de les vérifier.

Le Professeur Pearse, l'un des meneurs de la rébellion de Dublin, fusillé huit jours plus tard, avait dit à la veille du soulèvement : « Nous échouerons dans notre but immédiat, mais l'effet moral sur le monde entier sera immense et formera un chapitre glorieux de l'Histoire d'Irlande. » Le professeur croyait le monde bien naïf, bien simple, toujours dupe des phrases ronflantes et des attitudes théâtrales. Et il n'avait peut-être pas tort. Il ne faut pas en rire, cela réussit mieux qu'on ne croit.

L'Irlande a toujours joué de cette corde avec virtuosité. Combien de Français, combien d'Américains s'y sont laissé prendre ? Pourtant, ce que Pearse demandait à ses insurgés, c'était de nous tirer dans le dos au moment où notre sort se jouait à Verdun, où les poilus de Vaux et de Douaumont écrivaient de leur sang la page la plus héroïque de l'Histoire de France. Il serait donc bon que son petit calcul n'eût pas tout le succès qu'il en attendait.

Après la révolte, il y eut des châtiments ; on fit grâce aux petits, on exécuta les chefs, et l'Irlande hurla de douleur en allant fleurir leurs tombes. Un Irlandais célèbre, G. Bernard

Shaw, qui doit d'ailleurs sa réputation d'humoriste aux paradoxes amusants de sa race, osa écrire : « Rien au ciel ou sur terre ne pourra empêcher que ces hommes fusillés ne prennent place en Irlande auprès d'Emmett et des Martyrs de Manchester, et en Europe aux côtés des héros de Pologne, de Serbie et de Belgique. » Cette comparaison est une insulte à de nobles petits peuples, mais encore faut-il savoir pourquoi, et c'est ce que ces pages voudraient vous montrer.

Il y a un trait plaisant dans tout cela, c'est de voir la presse allemande s'indigner de « l'écrasement d'une petite nation », et l'Autriche — elle doit s'y connaître — applaudir à une révolte de nationalité !

Nous ferions bien de nous méfier un peu du mot Nationalisme ; il couvre vraiment dans le monde trop de revendications factices. C'est au nom de ce credo-là que des « patriotes » égyptiens, à la solde des fumistes du Comité Union et Progrès, et quel progrès ! voudraient purger leur pays des corruptions occidentales et lui rendre les bienfaits de la Kultur Ottomane. Depuis peu nous avons aussi des nationalistes hindous, exigeant le *Home Rule* pour l'immense péninsule aux cent races. Qui sont-ils? de

jeunes avocats bengalais sans mandat, prétendant parler pour deux cent millions de paysans illettrés et apathiques, sans compter cent millions de musulmans qui les exècrent, qui sont très satisfaits du régime anglais et n'admettraient pas la nouvelle tutelle. Quand saurons-nous faire justice de ces mauvaises plaisanteries?

Il est certain qu'avant cette guerre l'opinion latine devait pencher pour la petite nation plaintive — sans aller trop au fond des choses, selon son habitude, en applaudissant les tirades et en se méfiant a priori d'Albion, la grande silencieuse qui se défend si mal. L'Anglais croit toujours que sa cause est limpide et peut se passer de commentaires.

« Allez-vous vous défendre? » demande la princesse Ottilia de Meredith à son ami, après la diatribe d'un Boche prétentieux.

« Eh bien, non, le vrai plaidoyer d'une nation, c'est son histoire »[1].

Sans doute, mais elle n'est pas connue de tout le monde. Quand l'Anglais se décide à répondre à ses accusateurs, il a généralement dix ou vingt ans de calomnie à dissiper; et comme l'a dit notre expert national[1], il en reste toujours quelque chose...

1. « Henry Richmond », XXVIII.

Détruire une légende est chose fort malaisée, et si les Celtes d'Irlande ne nous avaient pendant cette guerre donné quelques coups de cravache par trop cinglants, il est probable que nous les aurions pris longtemps encore pour d'inoffensives et infortunées victimes. Mais s'ils sont humoristes, ils abusent un peu de notre crédulité. Ils cherchent nos applaudissements. Si leur attitude récente, en tournant vers eux tous les regards et en les faisant observer de plus près, aboutit à les confondre et leur vaut en fin de compte plus de malédictions que d'indulgence, s'ils sont en train de perdre leurs derniers et leurs meilleurs amis d'Amérique, ils n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Cet affreux conflit aura eu ceci de bon : il nous aura permis de compter nos amis et de connaître nos ennemis.

Le jugement sera sévère, sans aucun doute, et malheureusement de très braves gens, de très nobles héros, pâtiront de cette forfaiture nationale : ce sont les Irlandais qui ont compris et rempli leur devoir, et disons vite dès maintenant qu'ils sont nombreux, plusieurs centaines de mille. Grâce à Dieu il y a encore des cœurs bien placés en Irlande, et ce n'est pas eux que visera cet acte d'accusation.

Nous dénoncerons un clergé dévoyé, mais

nous nous garderons d'étendre l'opprobre aux catholiques d'Angleterre, fidèles et pasteurs, dont la conduite, les actes et les paroles, ont été irréprochables depuis quatre ans. Ce n'est pas eux qui excusent les évêques d'Irlande, ils souffrent trop au contraire d'être compromis par leurs folies.

Nous aurons de dures vérités pour les politiciens irlandais, mais nous n'oublierons pas qu'il y a dans tout parti, en Irlande comme ailleurs, des hommes d'une entière bonne foi et d'une parfaite loyauté.

En dehors d'eux et malgré ces réserves, il reste quand même un fait troublant: l'égarement d'une nation, l'hostilité d'un peuple que l'on croyait généreux, le mensonge des prétextes dont on veut nous leurrer. C'est ce que nous allons tâcher de décrire et d'expliquer.

Ai-je besoin de dire que l'auteur de ces lignes n'est aux gages de personne? Certains l'insinueront, dans la stupeur de voir bousculer aussi nettement, aussi catégoriquement, leurs préjugés anglophobes.

Cette étude n'est-elle donc pas impartiale? Entendons-nous. Impartiale à son point de départ, certes; franchement partiale dans ses conclusions, oui. Après avoir examiné cette

question et pesé des paroles et des actes, j'ai bien dû prendre parti. Ce n'est pas toujours chercher la vérité que d'essayer de contenter tout le monde et ne jamais vouloir froisser des idées reçues.

J'avais sur ce sujet les illusions — et les ignorances — de presque tous nos compatriotes, lorsqu'un ami très cher, Irlandais d'Amérique, mort héroïquement voici huit ans à l'avant-garde des précurseurs de l'aviation, me mit entre les mains le livre de Sir Horace Plunkett[1] et m'avertit que j'y trouverais des surprises. Celles-ci furent telles que j'eus l'ardent désir de creuser plus profond, et de compléter la documentation par les livres et les gens, — le passé et le présent. Une première étude en sortit, strictement contemporaine d'ailleurs, sur l'état social et politique de l'Irlande de 1909.

Ayant gardé depuis, inutile de le dire, le plus vif intérêt pour cette question, suivi au jour le jour, au cœur même du monde anglo-saxon, les incidents de l'interminable querelle, j'ai eu bien des impatiences à voir le public et la presse de France se méprendre sur les culpabilités et les responsabilités, ou plus sim-

1. « Ireland in the New Century. »

plement, stupéfaits de voir l'Irlande égarée dans de telles folies, se lasser de n'y rien comprendre et ranger cela dans les mystères des faits de guerre censurés.

Malheureusement, ceux-là même qu'on envoyait à Dublin en mission d'enquête ou de propagande se sont parfois laissé duper par les beaux parleurs du cru. On leur a sans doute dénoncé les fantaisies de Froude, le Michelet anglais, qui faussa l'histoire par la littérature et le parti pris, et, au lieu d'accabler l'Irlande, lui fournit au contraire les palmes de l'innocence calomniée. Puis on leur a copieusement rappelé l'œuvre plus honnête et plus correcte de Lecky, le très grand historien du XVIII[e] siècle irlandais, d'une époque où l'Irlande eut sans conteste le beau rôle. Mais leur a-t-on dit que Lecky, en présence des faits contemporains, devint l'adversaire du Home Rule tout comme l'avait été Froude?

Nos amis étaient-ils bien instruits de tous les faits complexes et actuels de la cause? J'en connais, hélas, qui sont revenus avec des jugements aussi hâtifs que pernicieux, avec plus de sentiment que de raison. Ce livre est écrit dans l'humble espoir de les éclairer quelque peu.

Paris, le 15 août 1918.

L'IRLANDE ENNEMIE...?

CHAPITRE PREMIER

L'ÉNIGME IRLANDAISE

Pourquoi l'Irlande n'est-elle pas des nôtres?

Pourquoi ce petit pays, assoiffé d'indépendance, réserve-t-il ses sympathies à l'Allemagne de proie? Il nous demande encore les nôtres, y a-t-il droit?

L'Irlande n'a pas l'excuse d'avoir mal compris les données du problème. Elle a pu lire dans l'original tous les documents du Foreign Office, les dépêches de Sir Edward Grey — jamais diplomatie ne fut plus claire, plus franche, plus loyale, plus redoutable aussi par son éclatante bonne foi. L'Irlande a dû choisir entre cela et les grossières roueries, les cynismes écœurants de la Wilhelmstrasse. Elle a mal choisi.

Elle accuse sans cesse sa « mégère » de manquer à l'une ou l'autre promesse. Or, cette fois, voici l'Allemagne qui viole ses serments, l'Angleterre qui risque tout son Empire pour garder la foi jurée.

Et l'Irlande se renfrogne, se méfie — mais de l'Angleterre seulement. Elle murmure : « Les intentions d'Albion peuvent-elles jamais être pures ? »

Et la guerre commence.

A la veille du 1er août 1914, les Irlandais sont bien près de s'entre-tuer, car il y a deux Irlandes. L'une, les trois quarts de l'île, vient d'obtenir son bref d'autonomie, le « Home Rule Act » ; il n'y manque plus que la signature royale.

L'autre, celle des Protestants d'Ulster, la province du Nord-Est, a juré deux ans plus tôt dans son « Covenant » solennel, de ne pas se soumettre à cette loi : elle y voit son arrêt de mort, et nullement au figuré. Elle est prête à résister ; voilà des mois qu'elle s'arme et s'exerce aux tactiques militaires les plus sérieuses. Elle est résignée à tous les sacrifices pour garder, malgré le Parlement Impérial, sa place intacte dans l'Empire. Son armée, 100 000 volontaires d'élite, vient de défiler devant le chef, Carson.

Tout est prêt, les résolutions sont prises. Ces gens n'attendent aucun quartier de l'Irlande nationaliste, à qui les marchandages électoraux des radicaux anglais viennent de les livrer ; et ils sont décidés à vendre chèrement leurs libertés.

Pour les leur enlever, avec non moins d'entête-

ment, les Nationalistes aussi ont levé leur armée. Même nombre de volontaires, mais moins bien armés ; il est vrai qu'ils ont pour y suppléer l'appui du Gouvernement Impérial et du Parlement. L'Ulster ne peut compter que sur lui-même.

Les troupes de Redmond et de Carson sont donc en présence. Quelques jours encore, et le sang va couler...

Oui, mais sur un autre théâtre et en flots bien autrement vastes. On sonne un autre hallali, un autre ralliement. Trêve aux jeux d'enfants, à la guerre en miniature des factions irlandaises. Une angoisse plus lourde pèse sur le monde, et des symboles se dressent à l'horizon embrasé : Droit, Justice, Liberté, Respect des traités, Défense des faibles. En luttant pour tout cela dans les plaines de Belgique, les Volontaires irlandais, catholiques ou protestants, ne trahiraient pas leur propre cause. Ne sont-ce pas ces mêmes principes qu'ils invoquent chaque jour l'un contre l'autre ?

Les chefs l'ont compris. Vite, et de bonne grâce, Carson et Redmond ont donné ordre à leurs partisans de suspendre les provocations et de passer au service de la plus grande cause, la cause qui englobe les leurs. Carson envoya ses hommes « défendre l'Empire », rien de plus ; Redmond, lui, fit des réserves : il offrit ses brigades pour « défendre les rives de l'Irlande ». Mais cela valait mieux que rien.

Quelle fut la réponse ? L'Ulster ne pouvait hésiter. Il s'était armé pour préserver de force son union à l'Empire, l'Empire lui demandait un sacrifice plus grave, et l'Ulster n'a pas hésité. Il avait à choisir entre trois mobiles : sa crainte d'être opprimé par une majorité catholique ; sa haine séculaire de ceux qui vont devenir ses maîtres (égoïsmes, si l'on veut) ; son dévouement sincère à l'Empire, c'est-à-dire oublier les griefs et renoncer aux sauvegardes, envoyer ses enfants se faire massacrer en Europe et se trouver ensuite désarmé à l'heure de son propre péril. C'est pourtant ce dévouement qui l'emporta ; mais retenez bien l'alternative, car il en découle une dette d'honneur envers l'Ulster.

Et le reste de l'Irlande ? Je voudrais pouvoir dire aussi qu'il n'a pas hésité. Ce serait faux. Quand, en septembre 1914, son chef d'alors, John Redmond, le cœur bien placé et la vision claire, lui montra son devoir, un certain nombre des « Volontaires Nationaux » se rendit à l'appel. Le reste, le plus grand nombre, attendit.

Et cependant, la première victime à défendre, c'est cette Belgique innocente, sans équivoque possible, chevaleresque, héroïque, catholique enfin, car pour un Irlandais cela a de l'importance. L'Irlande s'abstient.

Un mois se passe. Il ne s'agit plus alors d'iniquités diplomatiques, mais de crimes révoltant les cons-

ciences les plus simples ; tout le monde vient d'apprendre les atrocités d'Aerschot, de Dinant, etc... Louvain est en cendres, ses prêtres traînés en Allemagne dans des wagons à bestiaux ou massacrés sur la route de Bruxelles. Beaucoup de prêtres irlandais ont passé par l'Université de Louvain ; des centaines de prêtres et de religieuses belges viennent d'arriver en Irlande, fuyant les viols et les meurtres, contant leurs tortures, criant vengeance. L'Irlande va-t-elle sursauter ? Oui, mais pas comme vous le croyez.

Tous ces « Volontaires Nationaux » qui ont boudé à l'appel de leur chef se décident enfin : ils renient Redmond, et vont grossir une armée nouvelle, les « Irish Volunteers », contre Redmond, contre l'Angleterre, contre les Alliés. La presse allemande nous apprend dès le premier mois de guerre qu'ils ont leur ambassadeur à la cour de Potsdam, Sir Roger Casement, ni plus ni moins [1].

Voici décembre. Une voix douloureuse et vengeresse se fait entendre : le cardinal Mercier, que les jeunes lévites irlandais ont connu et vénéré naguère à l'école de philosophie de Louvain, affirme solennellement la barbarie, les cruautés révoltantes de l'envahisseur, les ignominies infligées aux prêtres et aux religieuses de Belgique.

1. J'ai trouvé mention de Casement et de sa « mission » dans des journaux allemands ramassés en Belgique dès le 25 août 1914.

Est-ce assez pour éclairer le clergé d'Irlande ? détrompez-vous. Plusieurs de ses évêques redoublent au contraire leurs vitupérations, toujours contre l'Angleterre, notre alliée. Le reste les intéresse peu.

Avec 1915, les atrocités allemandes se rapprochent. Par une froide aurore de printemps, la côte d'Irlande voit aborder de pauvres êtres transis, exténués et pitoyables ; et non loin de là, sur les plages, la marée jette des cadavres d'enfants. Un frisson d'horreur secoue le monde : le « *Lusitania* » vient d'être torpillé. L'Irlande est-elle émue ? à peine.

Les civilisés hurlent d'indignation, le Boche monstrueux, de Berlin, de New-York, de Madrid, nous répond par un rictus infernal : ce n'est qu'un commencement, paraît-il, le sous-marin a fait ses preuves, on en verra bien d'autres. Vae victis ! la colère allemande est terrible ! et cela ne déplaît pas trop à certains Irlandais, puisque les voilà les alliés de l'Allemagne.

Dans toutes les abominations que tripote à New-York la bande Bernstorff, vous verrez souvent des Irlandais en fort sinistre compagnie. Cela n'a pas l'air de les incommoder.

Petit à petit, au fur et à mesure que l'Allemagne développe son offensive sous-marine, une rumeur

grandit : les coups les plus fructueux semblent toujours provenir du voisinage de l'Irlande. Ses côtes désertes, désolées, découpées à l'infini, toutes en criques et en récifs, en recoins mystérieux, en îlots avancés, ne seraient-elles pas des bases admirables pour ravitailler les pirates ? Cette supposition est-elle fantaisiste, ou odieuse ? Mais il y a des Irlandais qui n'en prennent guère ombrage. N'est-ce pas de bonne guerre, et l'Angleterre n'est-elle pas l'ennemie ?

Par-ci, par-là, la rumeur se précise, un bavard a la langue trop longue, un « patriote » se vante un peu haut ; mais il n'y a pas encore dans tout cela de quoi convaincre un juge d'instruction. Il fallut deux ans pour trouver la preuve : on l'eut lors de la rébellion de 1916, au grand dépit des incrédules, et lors du procès de Casement. L'Irlande rebelle était bien en rapports réguliers avec les écumeurs du grand-amiral von Tirpitz.

Les mois se suivent, accentuant le contraste qui résume les 25 dernières années de l'histoire d'Erin : les gouvernants anglais font l'impossible pour l'amadouer et la satisfaire, elle fait de son mieux pour les décourager. J'ai, dans une autre étude, souligné ce parti pris ; la guerre n'y a rien changé.

Tendue par la lutte qui se fait plus âpre, cambrée contre une force plus dangereuse qu'on ne l'avait prévue, la Grande-Bretagne renonce de jour en jour à des aises, à de menus plaisirs, à

de vieilles habitudes, à des traditions chéries. Elle demande à ses syndicats tout-puissants, États dans l'État, la suspension de leurs privilèges. Elle accepte l'abandon de toutes ses libertés par un « Arrêté sur la défense du Royaume » dont une clause à elle seule marque assez l'étendue : l'« habeas corpus » est suspendu. Cent règlements de détail, taxes et budgets, viennent ensuite bouleverser tous les domaines, commerce, industrie, agriculture, amusements, débit de boissons, restaurants, voyages, rationnements, réquisitions, etc... Et presque tous ces règlements non moins nécessaires que subversifs se terminent par une clause ou un amendement semblable : « le présent arrêté ne s'applique pas à l'Irlande ».

Le résultat aussi est toujours semblable (il eût suffi d'ailleurs de lire dix pages de l'histoire d'Irlande pour le prévoir) : plus on lui concède, plus l'armée de la révolte grandit. Plus Redmond arrache de faveurs pour son île, moins elle lui en sait gré, plus elle le répudie. Le pauvre homme, naguère héritier du prestige de Parnell et chef du parti nationaliste pendant 25 ans, n'est plus qu'un roi sans royaume. Il s'est perdu le jour où il a osé dire à ses compatriotes : « Donnez votre aide à l'Angleterre, elle y a droit ». Depuis, ses convictions sur les origines et les responsabilités de cette guerre n'ont pas varié ; son frère, le député William Redmond, s'est fait tuer noblement à la tête d'un batail-

lon irlandais, et son fils continue à se battre pour nous.

Mais... les Volontaires Nationaux de 1914 ne les ont pas suivis ; ils sont passés au camp d'en face et sont devenus les « Irish Volunteers » de Sinn Fein, qui tentèrent la rébellion de 1916.

Cette métamorphose ne s'est pas faite en un jour. Vingt fois le Gouvernement a été prévenu par sa police, par des interpellations, par la presse et la tribune, du complot qui se tramait, des doctrines explosives qui gagnaient l'Irlande. Le gouvernement gardait une sérénité voulue, délibérée, ce laisser faire étant toute sa politique irlandaise. Au moindre signe troublant il se tournait vers les politiciens nationalistes, ses alliés, et représentants officiels de l'île. Ceux-ci restaient très optimistes : « N'ayez crainte, faites confiance. Ménagez l'Irlande, plus de vexations, soyez psychologues, sympathisez, et vous verrez, tout ira bien. » Ils oubliaient que leurs électeurs étaient de moins en moins disposés à endosser ces promesses.

Vers la fin de 1915, une Commission de recrutement belge se rendit à Dublin pour enrôler des réfugiés de plusieurs catégories. Le Lord Maire la reçut très aimablement en son « Mansion House » ; on échangea des serments d'admiration mutuelle, — propos impeccables, à l'usage du public et des

reporters. Mais dans l'intimité nos amis reçurent d'étranges impressions, et en rapportèrent quelques prévisions prophétiques. « Soyez larges, leur glissaient certaines voix, n'ennuyez pas trop ces braves réfugiés, ne tirez pas les marrons du feu pour cette vieille ogresse d'en face. » Suivaient des confidences aigres-douces sur ladite ogresse, du pur Caillaux avant la lettre.

Les lois de l'hospitalité ne permettaient ni protestations ni expressions de surprise ; les visiteurs, perplexes, découvraient un état d'esprit dont on ne les avait pas prévenus. Et si c'était là celui de l'Irlande bien pensante, à qui Mr. Asquith décernait à Westminster, avec attendrissement, des brevets de civisme et de loyalisme, que devaient donc penser les masses dont Redmond n'était plus le maître ?

Un de nos amis en eut un aperçu le lendemain même. Des officiers de la garnison anglaise l'invitèrent à parcourir en auto la jolie campagne irlandaise. Sans aller loin, les excursionnistes se trouvent soudain devant de nouvelles énigmes : des bandes de jeunes gaillards, et par milliers, coiffés de casquettes ou de feutres mous, des commandements, quelques échos de fusillades lointaines, des files indiennes longeant les haies, des signaux de vedettes sur les crêtes des coteaux, des estafettes motocyclistes,...

« Qu'est-ce que tout cela ?

— Oh, rien, une manœuvre de Sinn Fein.

— Comme cela, en plein jour, aux portes de de Dublin ? Le Gouvernement n'est pas inquiet ? »

Silence des Anglais, haussement d'épaules, sourire un peu découragé...

« Demandez cela au ministre Birrell et au vice-roi Lord Wimborne, ils vous donneront des explications très rassurantes. »

Enfin, 1916 nous amène au point de crise. Après avoir enrôlé 3 millions de volontaires, la Grande-Bretagne demande à ses enfants l'effort suprême, la conscription. Plus la lutte est désespérée, et plus elle en sent l'inexorable nécessité. Chaque jour accroît sa résolution, apporte une indignation nouvelle, une preuve qu'il faut abattre Carthage à tout prix : le Parlement s'incline, la nation se soumet, la conscription est votée.

Mais le Gouvernement commet une faute capitale : ayant tout oublié, mais néanmoins rien appris, comme si toutes les concessions récentes n'avaient pas manqué leur but et laissé l'Irlande plus intraitable et plus hostile, on lui accorde une dernière faveur et on l'exempte de la conscription. Un peu de chantage avait suffi, et John Redmond, effrayé de voir s'effondrer sa popularité, avait posé son veto.

Aux menaces, Redmond et ses amis avaient joint

des promesses : « La conscription exaspérera l'Irlande, il vous faudra plus de soldats pour la lui imposer que vous ne pourrez jamais lever de conscrits irlandais. Tâchez de comprendre l'Irlande, ô Saxons maladroits ! Avec de la confiance et de la sympathie, vous obtiendrez bien plus. Laissez-nous faire, ne la brusquez pas, nous allons lui parler, elle a l'âme noble, elle comprendra. » Mr. Redmond, étant de bonne foi, fit de son mieux. Le Vice-Roi lui demanda, pour pouvoir dire que l'Irlande avait fait son devoir comme l'Ile Sœur, un minimum de 1 000 recrues par semaine.

Redmond avait compté sans son hôte : non seulement tout le monde était bien décidé à se moquer de lui en sourdine, mais le fameux évêque de Limerick, O'Dwyer, alla plus loin et défendit à ses ouailles de servir l'ennemie séculaire, se rappelant que le Vatican, écho des divines sagesses, était resté neutre dans une crise aussi profane. Enfin, dans son retentissant Mandement de Carême, l'évêque s'enhardit ; il malmène non plus l'Angleterre seule, mais toute notre diabolique alliance : la Serbie est une criminelle, et nous tous des fourbes. Pauvre Serbie, alors pantelante, à l'agonie ! Mgr O'Dwyer bénit le ciel de vous avoir châtiée... Il est bon de le citer tout au long.

«... Voyez ensuite le cas des petites nationalités pour la cause desquelles beaucoup de gens ont cru

que se livrait cette guerre. Quel bien cela leur a-t-il fait ? Quel rôle y ont-elles joué sinon celui d'instruments des grandes nations qui s'en servaient ? La Belgique a retardé l'avance allemande de deux semaines et donné aux armées anglaises et françaises le temps d'arriver. Pour ses peines elle a été conquise et ruinée. La Serbie a commencé la guerre par un crime atroce, et comme l'expiation de ce crime eût pu affaiblir les visées de la Russie dans les Balkans, on l'encouragea à résister : elle aussi, elle a joué son rôle temporaire et subi le même sort que la Belgique. Puis, au tour du Monténégro ; et il semble que les grandes nations belligérantes ne pensent qu'à elles-mêmes, et emploient ces faibles voisins pour leur propres desseins.

« Aucune des grandes puissances n'a entrepris cette guerre pour un idéal élevé, à la Don Quichotte. « Petites nationalités » et autres prétextes sentimentaux du même genre sont bons pour l'estrade, pour discourir devant un peuple imaginatif et mal informé, mais ils ne révèlent pas la vraie signification de cette lutte.

« Tous les belligérants ont en vue des buts pratiques et substantiels. La France veut ses provinces perdues, la Russie veut Constantinople, l'Angleterre veut dominer les mers sans rivale et se débarrasser de la concurrence commerciale allemande. L'Autriche veut dominer les Balkans et

prendre un débouché sur la mer Égée, l'Italie veut Trieste et ce qu'on nomme « Italia irredenta », l'Allemagne veut un empire colonial et une marine puissante. Et toutes ces puissances ont conclu des alliances et établi leurs projets depuis longtemps, pour atteindre leurs buts respectifs, tout simplement pour conquérir le pouvoir et le gain matériel. Toutes invocations du Droit ne couvrent que de l'ambition, et, bien pis, certains des belligérants ont tant répété leurs serments de désintéressement qu'ils ont fini par y croire.

« La vérité, le droit, la justice, ont fort peu de chose à voir dans cette guerre, qui n'est qu'une explosion de matérialisme et d'irréligion. Les peuples ne la voulaient pas, ils ne se haïssent pas, mais les cliques gouvernantes les ont menés à l'abattoir comme des moutons. On a ignoré Dieu, sa loi a été écartée, on ne permet pas au Christianisme de régir les rapports entre nations. Et maintenant elles en paient toutes le châtiment. Les beaux rêves de victoire, d'expansion d'Empire, de fortune et de prospérité accrues, avec lesquels on est parti en campagne, se sont évanouis depuis longtemps et il n'y a pas un de ces gouvernants qui ne pense en tremblant au jour où il faudra rendre ses comptes au peuple. »

Voilà ce qui se débite du haut des chaires de

vérité d'Irlande pendant la bataille de Verdun. On trouvera sans doute un pareil document assez séditieux, et le Gouvernement de Sa Majesté eût pu rappeler l'évêque aux convenances. Mais là-dessus l'Irlande n'a jamais hésité : « Si vous touchez à l'un de nos saints prélats, c'est la guerre civile, sur l'heure. » Et le Gouvernement a cédé comme toujours, pour ne pas être accusé de tyrannie et donner prise aux calomnies. Si bien que le 7 avril 1916, un Irlandais dont le témoignage était de poids, Mr Sheehy Skeffington, écrivait : « Sinn Fein (l'armée aux gages de la Wilhelmstrasse) enrôle en ce moment plus de 1 000 volontaires par semaine, tout juste le chiffre que nous demandait Lord Wimborne pour l'armée impériale. »

J'ai fait route en 1916 entre Londres et Paris avec un jeune lieutenant australien, qui venait de perdre un bras devant Albert, et de passer un mois de convalescence chez un oncle d'Irlande, un fermier. Il me racontait que son hôte l'avait reçu avec tendresse et admiration, mais paraissait lui cacher une arrière-pensée. Enfin, au soir des adieux, en lui confiant des souvenirs affectueux pour les parents de Melbourne, l'Irlandais parla. « You are a fine boy, I like you, but take *that* off. » « Vous êtes un brave garçon, je vous aime bien, mais enlevez donc *ça.* » *Ça,* c'était la tunique kaki, l'emblème de servitude. Et j'en ai depuis

entendu d'autres me raconter les mêmes tentatives de « conversion ».

On nous parle d'une Irlande persécutée, de vexations, d'esclavage. Jugez-en. Ces braves Anglais ont bon dos.

Voilà pourquoi les veuves anglaises — elles sont légion, aujourd'hui, — ont un amer sourire en pensant aux jeunes hommes de l'Ile Martyre. Voilà pourquoi les Tommies froncent les sourcils quand vous leur parlez de « Celtes au cœur généreux ». Comprenez-vous la stupeur des marins américains arrivant en 1917 à leur base de Queenstown, farcis des légendes anglophobes des Fenians de chez eux, et se voyant ici entourés d'éphèbes vigoureux et narquois? Comprenez-vous surtout que l'Ulster, menacé d'être uni et soumis de force à ces gens-là, n'y voie pas des gages d'un avenir très heureux?

Cette dernière et fatale faiblesse du Cabinet Asquith eut bientôt les suites habituelles: cri de triomphe des ligues, « l'intimidation nous a valu cette victoire », accroissement énorme de leur influence. C'était logique. Et l'Allemagne sut en tirer profit. Jugeant l'heure venue d'intervenir directement, l'instrument mis au point, elle trouve les « Volontaires Irlandais » assez nombreux, assez organisés pour les prendre au sérieux et leur confier une place d'honneur dans sa stratégie.

Précisément, au printemps de 1916 ses plans étaient vastes : de formidables coups de massue à Verdun, une audacieuse sortie pour surprendre et percer les lignes de Jellicoe, enfin une insurrection bien montée dans une Irlande dégarnie de troupes — avec de maigres chances de succès, sans doute, mais tout au moins celle de forcer l'Angleterre à immobiliser là des forces sérieuses au lieu de les jeter au secours de Verdun. Et l'Irlande, hélas, consentit à jouer ce rôle-là.

On sait ce qu'il advint, l'échec, et la répression. Malheureusement, si les « patriotes » irlandais se brûlaient les ailes, le plan allemand ne réussissait pas moins en partie ; il fallut en quelques jours amener 50 000 hommes dans Dublin et renforcer les garnisons permanentes de l'île entière. Elles y sont toujours, à la grande joie du kaiser, et à notre détriment.

Si cette rébellion de 1916 en était le point saillant, notre tableau de l'Irlande pendant la Grande Guerre devrait s'arrêter là. Mais ce serait se priver des côtés les plus instructifs de l'épisode, c'est-à-dire de ceux qui jettent seuls un peu de lumière dans l'histoire touffue et extrêmement paradoxale de l' « Ile pitoyable », « the distressful Country ».

On pourrait me reprocher d'avoir été un peu injuste en parlant jusqu'ici de « l'Irlande » tout

court, en bloc. J'ai bien rendu à l'Ulster l'hommage mérité, puis aussi à ceux des Volontaires Nationalistes qui ont suivi les Redmond et sont venus mourir pour nous. Mais même en dehors d'eux, pendant la première année de guerre, la masse de la population ne prêtait pas trop à la critique, son attitude était indifférente, pas encore hostile. Les actes ou paroles suspects étaient tout au plus le fait de meneurs et de quelques ligues, trop peu de chose pour en accuser « l'Irlande ».

Hélas, et c'est là ce qui est grave, plus le temps passe, plus les forfaits allemands épouvantent le monde, et plus cette minorité irlandaise qui s'apprête à nous tirer dans le dos se change en majorité. Ce funeste revirement a été constant, continu, irrésistible. Nous verrons tantôt comment on cherche à l'excuser.

Quand arrive l'insurrection d'avril 1916, la plupart des Irlandais en sont eux-mêmes fort étonnés, ils vont jusqu'à la réprouver. Deux mois après, toute leur indulgence, toute leur admiration, est pour les rebelles malheureux, et depuis lors le parti de Sinn Fein recrute plus d'hommes qu'il n'en peut encadrer, proclame ses desseins sans le moindre mystère, se fait acclamer partout et gagne dans toutes les élections partielles les sièges des députés nationalistes orthodoxes — au point que plus d'un de ceux-ci tourne casaque et s'incline

devant les maîtres de l'heure. Et cela s'est tellement accentué qu'en 1917 et en 1918, le Cabinet Lloyd George a dû craindre de nouveaux soulèvements, dont sa vigilance, sa fermeté, ses précautions, ont pu nous préserver.

Malgré tout, ne nous faisons pas d'illusions, la situation reste menaçante, les progrès de Sinn Fein vont croissant. L'Allemagne a là un atout trop précieux pour ne pas essayer à nouveau d'en tirer parti. Encore quelques allées et venues de sous-marins dans les baies désertes de l'Ouest Irlandais, et qui sait quand la prochaine explosion viendra nous surprendre ?

Ainsi, plus notre drame d'Europe devient douloureux, plus le barbare ricane, se vautre dans le sang de ses victimes mutilées, plus le concours de l'Empire Britannique tout entier, corps et âme, âme surtout, devient indispensable au Droit bafoué, — plus, hélas ! l'Irlande s'égare et se dévoie.

L'Arménie est exterminée dans un affreux et lent martyre. La Serbie expie son héroïsme, poignardée dans le dos. Qui n'en aurait pitié ? On commence à connaître les horreurs des camps de prisonniers, et il y a des Irlandais parmi les prisonniers d'Allemagne. La Belgique enfin... Si le témoignage du grand Cardinal ne suffisait pas, on possède maintenant les révélations de la Commission d'enquête dont

le rapport est signé par Lord Bryce. Lord Bryce est un des hommes les plus sincèrement épris de l'Irlande, le premier Secrétaire d'État que lui aient donné les Libéraux en arrivant au pouvoir, et l'Irlande, que je sache, n'a jamais douté de Lord Bryce.

Toutes les colonies, où les Irlandais sont si nombreux, si puissants, ont compris leur devoir et embrassé notre cause de plein gré, sans contrainte, — Albion laisse à ses Dominions autant de liberté qu'une maman anglaise à ses filles. Auraient-elles cédé à une ivresse passagère, agi sans raison ? la suite des événements ne les a pas fait changer d'avis, au contraire.

Mais les États-Unis, la « Nouvelle Irlande », où l'Ile soi-disant martyre a recueilli tout l'argent et tout l'appui moral de ses conspirations passées ? Les États-Unis ont mis trois ans à prendre parti, maîtrisant leurs colères et faisant crédit à la mauvaise foi boche, criante ou subtile. En fin de compte ils ont bien dû se rendre à la réalité, et les Irlandais d'Amérique eux-mêmes, paraît-il, nous sont loyalement acquis. Toute une année s'est écoulée depuis cette éclatante conversion de la plus impartiale des démocraties neutres. L'Irlande l'a-t-elle suivie ? Non pas. Se peut-il qu'elle le fasse encore ? Il n'y paraît guère. Elle pense à autre chose.

Les Irlandais passent pour des cœurs généreux,

des sentimentaux, des champions de l'Idée contre le « matérialisme abject » des Saxons. Pourquoi donc, à chaque infamie nouvelle des Teutons, l'Irlande se rapproche-t-elle un peu plus de l'Allemagne ?

C'est qu'un mot magique lui est parvenu de là-bas, le cri d'un poète bavarois, l' « Hymne de la Haine » de Lissauer, qui est aussi toute sa religion à elle, un anathème que lui transmirent tous ses ancêtres et que le dernier Irlandais hurlera jusqu'au tombeau :

Wir hassen dich, England !

Alors, pour la première fois pendant cette guerre, Erin a tressailli. Et elle s'est rappelé son vieil adage, « England's difficulty, Ireland's opportunity », les embarras de l'Angleterre sont les chances de salut de l'Irlande. Et elle a oublié tout le reste, les souillures des mains qu'on lui tendait, le sang des femmes et les cervelles d'enfants, entre une orgie et un massacre. La haine a réprimé les haut-le-cœur. Dans l'univers coalisé pour la lutte sainte, cette haine n'a pu trouver qu'une alliée, l'Allemagne, et ne rougit même plus de cette alliance.

Vous n'oublierez pas cela, n'est-ce pas, quand on viendra vous dire — le coup se prépare — que l'Ulster seul est le vrai coupable, en refusant de faire

confiance à l'Irlande catholique. Il sera bon de vous rappeler que l'Ulster a quelques bonnes raisons.

Voilà, n'est-il pas vrai, des aberrations bien extraordinaires ? Reste à voir comment on a pu en arriver là. L'Irlandais a un inépuisable arsenal d'excuses ; vous les présenter toutes exigerait des volumes. Nous tâcherons de rechercher les mieux connues, de faire la part des faits et de la psychologie, et d'y mettre un peu plus d'ordre que ces bons Hiberniens n'en apportent toujours dans leur fougueuse éloquence. Il y en a d'historiques, de religieuses, d'économiques, de sentimentales, etc., avec une conclusion commune : l'Irlande est un petit coin de paradis, « a little bit of heaven », comme dit l'une de ses chansons du jour, et peuplé d'anges, bien entendu, mais dont une Puissance infernale, les Ténèbres, a juré la perte.

Les aspects les plus graves pour nous sont les plus contemporains, car l'Irlande, se sentant prise malgré les échappatoires dans un dilemme désagréable, a fini par défier le bon sens et faire front contre nous, tout comme Lénine ou Trotsky ; elle a essayé de nier la pureté de nos intentions et notre sincérité dans les origines de cette guerre. Il est temps, ce me semble, de l'arrêter et de lui parler franc.

« L'Irlande, disait le P. O'Flanagan en janvier 1916, doit devenir un pays indépendant en alliance avec l'Allemagne. »

Elle veut être conviée en nation souveraine à la prochaine Conférence de la Paix, et, qui sait ? l'Angleterre a des vues assez larges pour y consentir peut-être.

Il est donc temps aussi que l'on sache dans quel camp elle se range, et qu'avant d'accueillir ses plaintes ou juger de ses griefs on sache au moins chez nous ce qu'ils ont de fondé.

CHAPITRE II

UN PEU D'HISTOIRE ANCIENNE

Quand nous disons « c'est de l'histoire ancienne », nous voulons parler d'une chose qui a perdu beaucoup de son importance. En Irlande, prenez le sens inverse, et vous serez dans le vrai. Si vous longez un joli vallon dans un de ces amusants équipages où l'on vous fait asseoir de côté, par-dessus les roues, les pieds en dehors, comme sur des mulets d'Espagne, interrogez le cocher :

« A qui sont ces beaux prés ? »

« Oh ! votre Honneur, ce sont les terres des Mac Darmuid. »

Et vous serez très étonné, en passant la veillée avec le curé du village, d'apprendre que ces Mac Darmuid ont disparu de la région depuis... 350 ans, et que tout le terroir appartient aux lords M..., vicomtes de G...

Et quand l'Anglais se fait bon enfant et lui dit : « Voyons, Paddy, je reconnais tous mes torts, j'ou-

blie tous les vôtres, je vais vous aider, quels beaux résultats nous pourrions atteindre, la main dans la main! », c'est encore la même chose, Paddy ne comprend pas. Il vit dans un autre âge, et il n'oublie rien, lui. Avant toute réconciliation, il veut réparation et ce ne serait pas si exorbitant, si les dégâts à réparer n'avaient été commis en... 1615 ou 1649 ! Avouez que l'hypothèque est un peu indigeste.

Nous demandons à l'Allemagne, il est vrai, de restaurer la Belgique avant de nous tendre la main. Mais si l'Europe devait encore liquider demain tout son passé d'horreurs, du Téméraire au duc d'Albe, des Vêpres Siciliennes au Palatinat, quand aurions-nous la paix, justes cieux ! C'est à peu près ce que demande l'Irlande. Si vous croyez que j'exagère, ouvrez un journal américain de janvier 1918. Vous y verrez un comité irlandais offrant au Président Wilson une statuette de Robert Emmett : cet Emmett est un rebelle malheureux, exécuté pour avoir assassiné le Juge Suprême d'Irlande en... 1803. En Irlande, on ne vous parle que du passé, et l'on fête encore chaque année avec le plus grand sérieux l'anniversaire d'une défaite des Danois à Clontarf, en 1014.

« Ah ! si vous saviez ce que nous avons souffert ! » nous disent à tout bout de champ les Irlandais. « Nous » ? vous voulez dire vos arrière-grands-pères ?

car vous me paraissez assez florissants. Mais puisque vous y tenez tant, résignons-nous à remuer ces cendres.

*
* *

Il y avait en Irlande au moyen âge, en même temps que les innombrables moines qui la firent surnommer « l'Ile des Saints », des nuées de bardes, les uns attachés à demeure à tel clan ou tel chef, les autres ambulants, avec droit de se faire héberger et bien traiter chez qui bon leur semblait, tous d'ailleurs groupés en une hiérarchie dérivée des druides et jouissant de privilèges consacrés par la coutume. Ils étaient si nombreux qu'ils formaient un tiers des hommes libres ; amusants parfois, mais oisifs et brouillons, plus ou moins poètes, mais avant tout parasites encombrants. Les malavisés, dont l'hospitalité ou la patience n'étaient pas assez larges à leur goût, avaient lieu de s'en repentir : ces chansonniers rustiques ne les ménageaient pas.

Certain roi voulut s'en débarrasser et les bannir. Saint Columba vint prendre leur défense et réussit à les transformer en maîtres d'école donnant à tous l'instruction gratuite, ce qui fit évidemment de ce pays une pépinière de lettrés. Il produit alors la plus ancienne des épopées occidentales, celle d' « Hibernicus Exul » en l'honneur de Charlema-

gne, des philosophes comme Scot Erigène, et envoie en Gaule et en Germanie, avant saint Boniface, des pléiades de moines.

Par contre, ces bardes devenus instituteurs, poètes et chroniqueurs, eurent pour leur pays une influence néfaste. Ils gardaient l'esprit d'antan et tous les vices de leur institution ; s'ils chantaient les saints et les héros, c'était pour les travestir par l'emphase, la flatterie, l'exagération fabuleuse. Partagés en « suìde », compilateurs de pedigrees et de tables généalogiques, et « filid », aèdes excitant la vanité et flattant les vices de leurs patrons, tous arrivaient au même résultat : perpétuer l'orgueil des chefs et les rivalités des clans.

Or, l'esprit de clan est une forme de cette féodalité dont nos grandes nations ont dû se dégager pour arriver aux formations sociales et politiques modernes ; l'Irlande, pour son malheur, n'a pu le faire en temps voulu. Au moment où se constituaient les grandes unités nationales, elle qui eût pu réaliser la sienne si aisément, s'attardait un peu trop longtemps dans les querelles de roitelets et de tribus. A peine un peu plus longtemps que nous, mais elle s'en est toujours ressentie.

Les bardes chargés de tenir la chronique nationale en firent une surenchère des clans. Et les Annalistes qui avaient à puiser chez eux n'y trouvèrent que fables et fatras. Malgré l'abondance étonnante des

documents, peu d'histoires sont restées pour nous plus obscures ou plus trompeuses.

Notre cocher de tantôt se contentait de remonter à 3 ou 400 ans, mais les « suìde » ont trouvé mieux. Leur Légende Irlandaise fait remonter race et dynastie, avec une déconcertante exactitude, jusqu'à Noé, ni plus ni moins ! Le dédale de la préhistoire ou les fantaisies de l'imagination n'effrayent pas les Celtes !

En voici un autre exemple, moins excusable parce que plus récent et même contemporain des Annalistes. Au IXᵉ siècle, les pirates norwégiens vinrent ravager les côtes d'Irlande, et, il est inutile de le dire, leurs procédés n'étaient pas tendres. Aussitôt se forma la légende d'un personnage incarnant toutes les cruautés, le Viking Turgesius. Un manuscrit irlandais l'accable de précisions, puis l'histoire est reprise et enjolivée par Gerald de Cambrie et le moine Jocelin ; c'est le premier exemplaire de ces complaintes nationales où l'Irlande apparaît comme une éternelle persécutée, et dont la suite de son histoire ne sera que la réédition.

Or... les fouilleurs n'ont jamais pu s'assurer que ce Turgesius ait existé ! On n'en trouve trace ni dans aucune autre chronique, ni dans les Sagas scandinaves. Par contre il y avait à ce moment même en Irlande non seulement les guerres endémiques des clans, jamais très humaines non plus,

mais un certain Fedlimid, roi de Munster et évêque de Cashel, qui pour devenir roi suprême de l'île entière la mit d'abord à feu et à sang, dévastant et pillant avec une extrême férocité. Et on finit par s'apercevoir que la bonne part des atrocités mises à l'actif du mythique envahisseur Turgesius ressemble étrangement à celles de Fedlimid, dont ses bardes et annalistes continuent malgré tout à faire grand éloge. Telle est la première en date des « persécutions » de l'Irlande — précédent fâcheux pour la véracité des récits à venir !

*
* *

Le moyen âge se passe, et peu à peu nous approchons de la date fatale où les Irlandais vont perdre pour de bon leur indépendance, — si c'est être indépendants que de s'entre-tuer avec autant d'obstination !

Vers 1150, les rois normands, installés en Grande-Bretagne depuis cent ans, n'avaient pas encore tourné les yeux vers l'Irlande.

En 1155, par la bulle « Laudabiliter » le pape Adrien IV dissipa leurs scrupules. « Il n'y a point de doute : l'Irlande et toutes les îles qui ont connu la lumière du Christ, soleil de justice, et ont reçu les enseignements de la foi chrétienne, appartien-

nent légitimement au bienheureux Pierre et à la très sainte Église Romaine. Certains que vous aiderez par votre puissance au bien de la religion et de l'Église, nous vous en accordons le gouvernement, sous réserve de tous nos droits ecclésiastiques et à charge de payer à saint Pierre, pour chaque foyer, un denier par an ». Selon le droit de l'époque, le titre est en règle, et c'est pour les bons catholiques irlandais d'aujourd'hui une assez amère ironie du passé qu'ils aiment tant. Le roi Henri, ayant fort à faire en France, se contenta d'enregistrer.

En 1156, un assez vilain individu — les historiens irlandais le donnent peut-être comme tel parce qu'il est responsable de tout ce qui va suivre — Dermott Mac Murrough, banni et dépossédé de son royaume de Leinster, s'en alla en Aquitaine demander secours à Henri II, le premier des Plantagenets. Vu les usages du temps, cela n'avait rien de très choquant. Le roi, encore occupé ailleurs, lui dit d'aller s'entendre avec un de ses nobles, Richard de Clare, surnommé le comte Strongbow, et l'autorise à lever des troupes.

On se met donc d'accord, on envoie quelques avant-gardes et enfin, en 1170, Strongbow débarque à Waterford. « Le comte Strongbow, nous disent les Annales de Lough Cé, vint en Erin avec Dermott Mac Murrough pour venger l'expulsion de

celui-ci par Roderick, fils de Turlough O'Connor. Dermott lui donna sa propre fille et une part de son patrimoine, et depuis lors les étrangers Saxons sont toujours restés en Erin. » Finis Hiberniae! Irréparable assujettissement!

Les progrès de Strongbow furent rapides, et son roi vit bientôt qu'il était temps de paraître en personne s'il ne voulait pas se voir supplanter par son lieutenant. Il arriva donc en Irlande à son tour en 1172, Alexandre III lui ayant confirmé par plusieurs lettres[1] la bulle d'Adrien IV.

La Chronique de Roger Hoveden nous décrit cette arrivée. « Tous les archevêques, évêques et abbés de l'Irlande entière vinrent au roi d'Angleterre à Waterford, et le reçurent pour roi et seigneur de l'Irlande; lui jurant loyale obédience à lui et à ses héritiers, et le droit de régner sur eux à jamais; et ils lui remirent leurs actes. Et après l'exemple donné par le clergé, les rois et princes d'Irlande ci-dessous nommés (à savoir les rois de Cork, Limerick, Ossory, Meath, et Reginald de Waterford) qui avaient été sommés sur l'ordre d'Henri de paraître en sa présence, et presque tous les nobles d'Irlande, excepté le roi de Connaught, vinrent de la même manière recevoir

1. Ces lettres sont encore conservées de nos jours dans le « Black Book of the Exchequer ».

Henri, roi d'Angleterre, pour seigneur et roi d'Irlande et ils devinrent *ses hommes* et jurèrent d'être féaux à lui et à ses héritiers contre tous venants... » Roderick O'Connor, roi de Connaught, fit de même en 1175.

En 1185, Henri II envoie son fils cadet, John, de piètre mémoire, en guise de vice-roi et le Pape — encore ! — Urbain III fait remettre à ce mauvais sujet qu'il devra plus tard excommunier une couronne de plumes de paon et un bref d'acceptation.

Voilà comment se fit cette conquête prétendument brutale et injustifiable d'une des nations les plus constantes à la Papauté... sur les instances d'un roi d'Irlande... sous l'égide de trois pontifes successifs... et aux acclamations de tout le clergé national dont l'Irlande n'a jamais dénié les pouvoirs absolus de direction, aussi bien en politique qu'en religion. Il sied assez d'appuyer sur ces souvenirs clairs et précis avant que ne survienne l'hostilité séculaire des deux races, leur interminable chassé-croisé d'abus et de révoltes, de révoltes et de répressions. L'Irlande aura souvent droit à toute notre indignation et à toute notre pitié, sauf quand elle oubliera qu'elle-même a fait venir ces « Saxons » abhorrés et s'est livrée toute en leur pouvoir.

Comme elle confondait les Saxons et ses nouveaux maîtres véritables, les barons normands, on

a dit qu'elle ignorait le droit public des féodaux et ne savait pas à quoi elle s'engageait. C'est plus que probable, mais est-ce plausible? Assurément pas pour tous ces hauts dignitaires ecclésiastiques, les seuls intellectuels d'alors, qui vinrent « rendre hommage » et qui devaient en connaître la signification. Le droit n'en subsiste pas moins, et il faut avouer qu'en ces siècles peu de souverainetés durent leur origine à des titres plus formels et à de plus explicites serments.

Quand Henri eut reçu l'*hommage*, il se mit à distribuer des terres à ses grands vassaux, comme cela se faisait en France, en Normandie, en Grande-Bretagne et dans tout le monde féodal (d'où de nos jours encore, dans l'armorial irlandais, tant de noms en « Fitz » qui indiquent la descendance des bâtards royaux ou princiers). Les indigènes, clans et chieftains, n'avaient pas prévu cela. Il ne leur resta plus qu'à céder les bonnes places et chercher refuge dans la montagne. Ce fut leur premier grief, et il était sérieux.

De leur côté, les nouveaux venus eurent bientôt le leur, à peine moins grave : représentants d'une civilisation plus policée, soumis à des notions juridiques plus avancées, ils virent avec stupeur que les Celtes n'appréciaient pas du tout ces supériorités supposées, se refusaient au contact et préféraient vivre à l'écart sous la règle de leur Coutume

surannée, mais nationale. Les mêmes conflits ne tardèrent pas à s'étendre aux clergés des deux races, les abbayes normandes excluant longtemps les Irlandais, etc...

La polygamie, les unions de frère et sœur, l'esclavage des otages, admis par la coutume druidique, n'avaient jamais été entièrement supprimés par les efforts des apôtres chrétiens. Périodiquement, dès que le pouvoir de l'Église était ébranlé par quelque invasion ou guerre civile, les Celtes retournaient à leurs vices anciens et il fallait toute une nouvelle évangélisation pour les en corriger. Quand on pense que dans les clans, le meurtre — hormis pour les cinq lignées royales — n'était pas puni de mort, mais pouvait se racheter par composition; quand on voit comment nous cherchons à détruire impitoyablement, dans nos colonies modernes, tout ce qui jure contre notre morale fondamentale, (oserait-on nous demander, au nom du respect des nationalités, de tolérer des sacrifices humains ou des pratiques séculaires d'inceste ?), on comprend mieux cette morgue des seigneurs anglo-normands envers des demi-barbares incorrigibles.

Ce mépris s'est perpétué, et non sans motifs : n'en déplaise aux Irlandais, gens charmants, il y eut toujours depuis lors entre les deux races, entre les riverains de la Tamise et ceux du Shannon, l'écart de quelques degrés de civilisation. Et le Celte a

peut-être souffert beaucoup plus de cela que d'autres griefs plus concrets ; il a l'âme fière, chatouilleuse, et ce reproche d'infériorité morale l'exaspère, comme de juste.

Par malheur, il n'a jamais paru comprendre qu'il ne suffisait pas de la nier, en perdant son temps — des siècles ! — dans l'éloquence et la vitupération. Aujourd'hui même, en plein xxe siècle, la suprême ambition de ses interprètes les plus récents, la « Sinn Fein Society », est de reprendre le costume, la langue gaélique, « l'esprit national » du xiie siècle ! car ils prétendent qu'en ce temps-là ils formaient une nation.

« Mais vous voulez donc retomber en enfance ? », prostestent les Anglais.

— Pourquoi pas ? Votre tutelle n'a été pour nous que pourriture et rachitisme ; nous ferons table rase de tout ce que vous nous avez appris ».

Folies de visionnaires ? pas tant que cela. Ce programme est acclamé par des évêques, une presse, une Université. Comment John Bull ne hausserait-il pas les épaules ?

Mais retournons aux enseignements du passé et retenons-en les trois premiers :

la légitimité de la souveraineté anglo-saxonne ;

la résistance morale des Celtes aux progrès du droit et de la vie sociale ;

la spoliation de la propriété indigène (sans oublier

toutefois que celle-ci était non pas à l'individu, mais au clan ; ni les 700 ans de prescription qui l'ont purgée ; ni que les emprises ne dépassaient guère les vallées fertiles de deux ou trois comtés).

Je vous fais grâce du gâchis irlandais jusqu'au règne d'Henri VIII. Les Anglo-Normands, si richement dotés par leur roi, n'avaient pas la vie facile, guerroyant sans répit, tant entre eux que contre les chefs de clans. Et ceux-ci continuaient pour leur part à s'exterminer les uns les autres avec une inlassable persévérance. Le pouvoir de la Couronne ne fut jamais qu'un mythe, car si les vice-rois imaginaient des édits vexatoires, personne n'y prenait garde, ils restaient lettre morte et sans sanction. Certains interdisant par exemple de porter la moustache, etc... s'adressaient aux sujets anglais qui s'en moquaient comme les autres. Il est donc inutile de noter cela dans le catalogue de l' « oppression saxonne ».

Quand les querelles dynastiques des York et des Lancaster ensanglantèrent l'Angleterre et firent tant de vides dans sa vieille noblesse, les barons irlandais allèrent s'y mêler, y perdirent pas mal de monde et affaiblirent d'autant leur position en Irlande. Si bien qu'ils se trouvèrent peu à peu repoussés vers la côte Est et confinés dans une étroite réserve, autour de Dublin, appelée le « Pale ».

Dans tout le reste, les clans avaient regagné leur libre jeu.

Un des premiers soins d'Henri VIII, pour raffermir cette autorité défaillante, et du même coup pour marquer un point de plus dans sa lutte contre Rome, fut de prendre le titre de « Roi d'Irlande » de son propre chef. Il ne se contente plus de tenir l'île par délégation papale, comme on l'avait fait depuis Henri II. La muscade passa, les nobles d'Irlande s'y rallièrent, et non seulement ceux d'origine anglaise ; Henri, qui savait au besoin se faire adroit et bon garçon, vit venir à sa cour plus d'un « chieftain » au nom bien celte. Du reste, ce point de légitimité allait être bientôt résolu définitivement par Marie Tudor : le Pape Paul IV lui céda pour de bon sa prétendue souveraincté sur l'île des Saints.

Henri VIII eut moins de succès dans sa révolution religieuse. L'Irlande était certes la terre rêvée des prébendes et des monastères, car les institutions de saint Patrick y avaient germé prodigieusement. Les diocèses n'y étant nullement délimités comme chez nous par les anciennes circonscriptions romaines, les évêques, à en croire certaines légendes de l'Église primitive, y étaient aussi nombreux que les prêtres. Et la légende ne devait guère exagérer : de nos jours encore pour 3 millions de catholiques, il y a 4 archevêques, 23 évêques, et

3 auxiliaires. L'évêque de Ross a 28 prêtres sous sa juridiction, celui de Killala 39, celui d'Achonry 51, etc... La moyenne est de 70 prêtres par diocèse. En Belgique, pour une population double, il suffit d'un archevêque et 5 évêques.

En 1515, l'organisation était presque exclusivement monastique ; les chanoines Augustins à eux seuls n'avaient pas moins de 300 maisons, les Cisterciens les suivaient de près, les frères mendiants de tous ordres étaient légion, et les menus abus dont l'Église allait tant pâtir étaient naturellement les mêmes en Irlande qu'en Angleterre. Le clergé, si éminent dans l'ère des Patrick, des Brendan, des Brigitte, des Columba, en avait perdu les belles vertus. Les anecdotes scandaleuses, dont les courtisans d'Henri tiraient un si habile parti, arrivaient de Dublin comme des abbayes anglaises ; l'archevêque de Dublin en 1449 dut mettre sa crosse en gage chez un usurier et il fallut 80 ans pour l'en retirer.

Dans la mesure où s'étendait son pouvoir le roi n'eut pas grand'peine à s'emparer des biens d'Église ; comme ailleurs les acquéreurs les reprirent avec empressement et sans scrupules, et la noblesse « nationale » ne fut pas la moins avide. Il ne manquait pas de chefs celtes parmi les complices des confiscations.

Mais la région colonisée où ces choses étaient

possibles était assez restreinte, et partout ailleurs dans les trois quarts de l'île, dans les comtés lointains, l'Église garda son pouvoir. Une indéniable pléthore n'était pas pour assainir son personnel immense, jadis bienfaisant, maintenant parvenu à des proportions excessives de parasites. Cependant cette masse formait une armature trop solide, encadrait trop bien les Celtes mystiques, pour qu'ils pussent se dégager.

La prédication protestante fut toujours piètre en Irlande et ne gagna jamais les campagnes. Seuls les courtisans, ou les colons anglais des garnisons ou sièges administratifs, s'y conformèrent ; les aborigènes n'en subirent pas le contact. Et comme dans les autres pays qui résistèrent aux premiers engouements de la Réforme, ce moment psychologique, une fois passé, ne se représenta plus : l'Église, là où on n'avait pas réussi à la réformer par le schisme, fit la part des critiques justes et se réforma d'elle-même... L'Irlande est toujours le pays le plus catholique qui soit.

Au fond, la Réforme anglaise ne lui fut pas bien sévère. Quelques violences dans un âge de brutalités réciproques n'étonneront personne, mais il n'y eut pas de persécution générale, et en dehors du Pale et des grandes villes, les Celtes ne furent pas fort inquiétés dans leurs croyances. La reine Bess prescrivit même expressément à Essex la tolérance

et la clémence. Il faut lui en savoir gré, quand on pense à tous les affronts, toutes les révoltes infligées à sa sensibilité de femme, à son orgueil de reine, à son souvenir filial et ses préjugés religieux : l'insulte du Pape à la jeune souveraine de 25 ans, les attentats à sa vie, les horreurs contemporaines de la Saint-Barthélemy et de l'Inquisition espagnole, et surtout l'obsession de l'Espagne, à la fois sa pire ennemie politique et religieuse.

L'Irlande donna du reste à Élisabeth assez d'autres soucis. Elle crut au début se borner à mettre un peu plus de fermeté dans l'administration des régions où elle pouvait atteindre, n'ayant cure de s'attaquer à l'au-delà mystérieux, à ces intraitables et insaisissables « chieftains ». Le sort l'y contraignit. L'anarchie irlandaise, sous ce règne, atteignit le paroxysme, les guerres civiles firent rage, guerres des clans, vendettas des nobles anglais, massacres, atrocités sans frein. Élisabeth n'y put remédier que par bribes, et les difficultés inouïes eussent rebuté un cœur moins ferme. Ses lieutenants maîtrisaient-ils un soulèvement dans le Sud, d'autres éclataient au Nord, à l'Ouest, partout, avec un embrouillamini d'intrigues à faire perdre la tête et décourager les plus résolus. Tout était à recommencer. Elle tint bon. Et quand vint la fin de son long règne, sa loi avait pénétré dans tous les coins de l'île, tous les rebelles étaient châtiés, toutes les

coalitions avec l'étranger étaient déjouées : elle seule avait vraiment accompli cette conquête, que ses ancêtres et son père n'avaient fait qu'entreprendre.

Mais... de là aussi date la grande résistance consciente et définie, grâce à un fait nouveau qui va dominer cet antagonisme : l'identité des deux races et des deux religions ennemies. L'Irlande a un nouveau grief : après avoir perdu le sol, elle voit sa hiérarchie religieuse bafouée et détrônée. Quand il ne s'agissait que de questions agraires ou nationales, si vagues en ce temps, personne ne se trouvait, dans un monde laïque à demi civilisé, pour dénoncer ou plaider. Quant au contraire on osa toucher à l'Église, seule experte en ces arts, les interprètes ne manquèrent plus ; ils furent million, et ils ont toujours joint depuis la cause de l'indépendance politique à celle de la Foi traditionnelle. C'est de bonne guerre. C'est aussi rendre l'hostilité presque incurable.

Ce ne serait rien encore, car une suprématie perdue pourrait se restaurer, des institutions décriées pourraient, par la fortune changeante des faveurs royales ou populaires, retrouver leur prestige. Mais il y a pis : il y a qu'en ce siècle, les tempéraments distincts des deux races se précisent et s'opposent. Les deux peuples avaient eu jusque-là des points communs ou plutôt des vices communs en gouverne-

ment, en morale politique. Le XVIe siècle les jeta en plein divorce. Depuis, l'Anglais a de plus en plus pratiqué sa grande panacée, le compromis, avec un brio surprenant, avec des résultats que ni la logique latine, ni la théorie allemande, ni l'intransigeance sentimentale des Celtes ne peuvent comprendre. C'est devenu son esprit propre, sa seconde nature et le Labarum de son Empire. N'a-t-il pas été jusqu'à la gageure, jusqu'à faire un compromis de sa religion d'État elle-même ? Macaulay l'a trop magistralement exposé pour qu'il faille y revenir. Voilà trois siècles qu'il se contente d'anomalies et de demi-mesures, d'emprunts à Rome et à Calvin, en essayant de se garder des extrêmes et de Rome et de Calvin, de ménager la droite et la gauche, en partant d'une constitution imaginée par cet archevêque Cranmer dont plus personne n'ose dire grand bien. Le compromis est moins heureux en théologie qu'en politique ou en diplomatie, mais l'Anglais s'en accommode le mieux du monde.

L'Irlandais ne s'y résignera jamais ; transiger lui est odieux. N'a-t-il pas confondu le but et le moyen ? Le but de sa révolte contre le compromis anglican, c'était de sauver sa foi. Il ne s'ensuit pas que le compromis en d'autres domaines soit une mauvaise chose ; c'est le secret de la sagesse politique comme de la stabilité commerciale. Paddy n'en a jamais voulu, et en a du coup perdu tous les avantages.

N'ayant jamais progressé comme l'Anglais, il en accuse ce dernier : a-t-il jamais cherché à l'imiter ?

Les deux ennemis sont donc en présence, le gant est jeté, les termes du défi sont enfin nettement proclamés. L'Irlande va lutter pour son sol et pour sa religion. Un peu plus tard elle prendra conscience d'une nationalité et nous aurons un troisième élément, le politique.

Mais l'Angleterre aussi, en plus de ses titres authentiques, a un grief nouveau pour justifier ses sévérités. Les historiens admettent à peu près unanimement que la guerre contre Philippe II et la politique extérieure ont absorbé Élisabeth et passionné son peuple infiniment plus que la querelle religieuse. Pour la première fois le pays se sent menacé, Marie Tudor lui a donné un avant-goût des représailles à craindre, la jeunesse de sa reine suscite son courroux chevaleresque ; l'horizon s'assombrit vite, il s'agit de vie ou de mort, l'ennemi est aux portes, croise devant Plymouth. Seule la bonne étoile de cet Empire aux destinées si éclatantes le sauve de la terrible Armada.

Et c'est à ces heures fatales que l'Irlande a jeté dans le cœur anglais le germe des plus tenaces et des plus légitimes méfiances. A plusieurs reprises l'ennemi débarque dans cette île qui est le vrai bastion de la Grande-Bretagne, et des Irlandais —

je ne dis pas l' « Irlande » pour ne pas être accusé de généralisations injustes, et pourtant y a-t-il beaucoup d'Irlandais qui n'approuvent ces choses ? — des Irlandais lui tendent la main et s'allient à l'Espagnol exécré.

Cela, non, ce n'est pas tout bonnement de l'histoire ancienne, cela s'est renouvelé souvent par la suite. Et quand ils envisagent les revendications et les problèmes irlandais, les hommes d'État de Londres peuvent-ils jamais écarter ces souvenirs et ignorer ces menaces ? Ne seraient-ils point fous de n'en pas tenir compte ? Les imprudents qui avaient oublié leur histoire et négligé les précautions, comme en 1916, n'ont eu qu'à s'en repentir.

Le plus grave de ces appels à l'aide ennemie eut lieu en 1601, peu de temps avant la mort d'Elisabeth, et la menace des deux grands rebelles d'Ulster, O'Neill et O'Donnell, devint alors redoutable. Un habile lieutenant de la reine, Mountjoy, n'en eut raison que par une mesure implacable : il se mit à brûler toutes les récoltes, et le peuple épouvanté mit bas les armes. Les Espagnols n'y purent rien, ils furent cueillis et capturés en débarquant.

L'heure est mémorable. Elle marque la fin de toute une ère, la fin d'une longue impunité. A dater de ce jour, les rebelles irlandais ne braveront plus jamais leurs maîtres avec la même désinvolture,

car les répressions, jusque-là toujours hésitantes et indécises, vont changer d'allure.

C'est qu'à Whitehall aussi, il y a quelque chose de changé. Le pouvoir de la Couronne, l'autorité de l'administration, le prestige de la force royale, la cohésion de l'État, ont grandi en cent ans sous la dynastie des Tudors. Les formations politiques modernes se préparent. Le contre-poids parlementaire ne s'est pas encore imposé, Élisabeth étant assez avisée pour ne pas exaspérer ses sujets ou ses conseillers et pour savoir leur céder à bon escient, mais les autres rouages s'étaient déjà transformés et affermis. On ne se moque plus des lois. La nation anglaise commence à vivre en paix, à goûter d'une civilisation policée, à travailler ; des industries régulières demandent pour prospérer la légalité et la sécurité. Lieutenants ou vice-rois n'étaient plus les simples aventuriers en maraude de naguère. Une révolte se terminait par un châtiment et non plus par une transaction de titres de noblesse, de terrains ou d'argent. On commençait à prendre les choses au sérieux.

Ainsi s'explique le nouveau malentendu, un des plus graves des griefs traditionnels, entre l'Irlande et l'Angleterre. L'Irlande est toujours en retard de quelques générations sur les progrès de la politique européenne. A vrai dire, elle a l'excuse de son isolement, les points de comparaison lui manquent.

« Prendre les choses au sérieux » lui paraît alors une tyrannie intolérable ; pourquoi ne peut-elle plus s'ébattre à son aise comme hier ? En lui imposant une vie nouvelle, l' « infâme Saxon » ne l'a pas prévenue : c'en est assez pour qu'elle lui donne tous les torts.

Il y a pourtant une classe qui n'a pas cette excuse, c'est le clergé national, dont la mission est de s'instruire et d'instruire, qui reste, lui, en contact avec le « principe d'autorité » et doit savoir comment on le pratique ailleurs, ne serait-ce que par un nouvel ordre importé d'Espagne, les Jésuites. Mais la hantise de la Réforme l'obsède, et pour éviter à tout prix les imitations pernicieuses il a toujours préféré, même aujourd'hui, confondre les domaines, bercer les illusions nationalistes, et soutenir que les progrès politiques ou sociaux d'Angleterre n'étaient pas des progrès du tout. Pour nous, ne nous leurrons point. On reproche aux Anglais d'avoir trop brusqué ce « peuple sensible », de n'avoir pas ménagé les susceptibilités ! Etait-ce donc dans les mœurs du temps ? Et que valaient ces susceptibilités ?

L'Irlande était bel et bien à demi sauvage, par rapport aux nations qu'elle affecte de tant mépriser. En 1567, Sidney, un des lieutenants d'Élisabeth, écrit à la reine : « Il n'y eut jamais peuple à l'esprit plus mal tourné, car le mariage n'y trouve pas plus d'égards qu'une union de bêtes sans raison ; le par-

jure, le meurtre, le vol, y passent pour permis. Je n'y trouve pas la conscience du péché ». Les héros nationaux étaient des brutes sinistres; l'un deux, O'Donnell, avait à son actif en 1564 le meurtre de « 500 personnes de qualité et 14 000 pauvres gens » — de quoi faire pâlir d'envie nos komitadjis les mieux cotés ! « En Ulster, écrit Fitzwilliam à Cecil, tout est meurtre, inceste et mensonge ». Il reste peut-être cette crainte religieuse chère au mysticisme celte; toutes les autres notions de droit ou de morale ont sombré.

La Couronne, pour punir les rébellions, usait d'un moyen radical: la forfaiture, la confiscation féodale. Si cela nous paraît oppressif, n'oublions pas que quarante ans plus tard en Angleterre même, le Long Parlement y aura recours encore contre les courtisans de Charles I. En Irlande, la coutume de l'antique « Brehon » consacrait la tenure du clan, non de l'individu, pour la terre et le cheptel, le chef de clan ou « tanaist » en étant l'administrateur et le régisseur. Plus le chef et son clan étaient puissants, plus la confiscation devait être énorme et par là même malaisée. Ces forfaitures, dont la principale avait visé 500 000 acres de la province du Sud, Munster, en 1583, n'avaient jamais pu être poussées à bout ni maintenues rigoureusement, mais Élisabeth léguait à son successeur des modes de coercition plus sérieux.

A son avènement en 1603, le fils de Marie Stuart avait à punir l'Ulster vaincu par Mountjoy, et les chefs ayant fui en Espagne ou ailleurs, il n'y avait plus qu'à enregistrer la perte de leurs droits. Or, Jacques I, arrivant d'Écosse et voulant consolider l'union des deux royaumes, trouvait précisément un premier obstacle à écarter : il y avait entre Écosse et Angleterre, dans la région limitrophe, une race farouche et instable, au demeurant parfaitement brave et loyale, mais vivant de rapines et d'expéditions dans les riches comtés anglais du voisinage, sous le prétexte des guerres quasi continues entre les deux États. Il fallait y mettre fin.

Ayant donc les terres d'Ulster à distribuer, et ces sujets encombrants à supprimer, Jacques colonisa comme on le faisait alors : il prit ces Écossais de la Bordure en bloc, et alla les « planter » en Irlande, avec un petit contingent de Londoniens. Du même coup la Chancellerie anglaise, par des décisions judiciaires, supprimait l'ancienne coutume agraire des clans d'Irlande et unifiait le droit de propriété dans les deux pays. Cela non plus ne fut jamais pardonné.

De ces colons malgré eux, plutôt déportés qu'immigrés, sont sortis les Presbytériens d'Ulster, le quart des Irlandais d'aujourd'hui, un des peuples les plus fidèles à l'Empire et l'un des plus travailleurs, des plus entreprenants, des plus prospères,

dans un des coins les plus pauvres et les plus arides de l'île, en dépit d'adversités et d'entraves sans fin. Depuis trois siècles, ils sont en butte à l'hostilité des anciens habitants refoulés à l'Ouest, abandonnés par leurs chefs, désemparés. Elle se pardonne, mais la haine doit-elle être éternelle? Après tout, les nouveaux venus se seraient bien passés du cadeau; ils avaient peine à comprendre qu'on leur enviât tant le marécage désolé où leur roi les installait. Et les cruautés employées contre eux ne pourront jamais s'excuser. Si aujourd'hui l'aversion est réciproque, à qui la faute? Nous allons le voir.

Les deux peuples n'avaient qu'un trait commun, un égal attachement à leurs libertés politiques et religieuses. Tous deux furent également persécutés par ces Stuarts dont ils espéraient à bon droit plus de sympathie. Les catholiques, en souvenir du martyre de sa mère, attendaient de Jacques I tout au moins une tolérante indulgence : ce monarque à la fois capricieux, mesquin et têtu, les détrompa vite. Dès 1605 il bannit sévèrement tous les prêtres romains, et les papistes connurent plus de vexations sous son règne que sous les Tudors.

Charles I ne fit pas mieux, si ce n'est d'étendre l'oppression à toute la population, protestants compris. Sa tyrannie était d'un autre ordre, les choses religieuses y passaient au second plan sans être pour cela moins envenimées, et son grand souci était

surtout la prérogative royale, avec l'arbitraire fiscal indispensable pour se payer des prétoriens et pouvoir narguer un Parlement. L'Irlande eut à fournir sa bonne part de cette cassette. L'âme damnée de Charles, le célèbre Strafford, esprit fertile et poigne de fer, inspirateur lucide du roi parjure, arrive précisément à Dublin en 1635 comme Lord Député, et l'Irlande va connaître tout un système de douanes, d'amendes, de taxes industrielles aussi odieuses qu'inutiles.

Elle eût pu se consoler de savoir l'Angleterre encore plus exaspérée qu'elle, plus pressurée par les mêmes hommes. Non pas, l'Irlande ignore ou oublie toujours cela, et l'Anglais se voit accuser ainsi d'extorsions et d'iniquités dont il a souffert lui-même et qu'il a fait expier dans le sang.

Enfin Strafford est rappelé pour monter à l'échafaud, et son départ laisse l'armature en péril. Pendant qu'on lave tout ce linge à Westminster, que le roi perd ses ministres favoris et les instruments de ses vengeances, puis s'enfuit et guerroie, la souris se remet à danser et l'Irlande à reprendre haleine.

C'est alors qu'elle commit sa plus grande faute. Elle profita de ce répit pour commettre un mauvais coup, le massacre des protestants d'Ulster. 1641-1916! « England's difficulty, Ireland's opportunity »... Ah, le dangereux dicton, le fallacieux précepte! Toute l'histoire moderne de l'Irlande date

de là, tout le reste s'y rattache en une suite d'enchaînements et de contre-coups. L'infamie, quand l'Angleterre eut mis ordre à ses embarras, amena une répression; la répression raviva les haines, où germèrent de nouveaux attentats à réprimer, et ainsi de suite.

Donc, le 23 octobre 1641, les sauvages d'Ulster descendirent des montagnes et vinrent prendre leur revanche sur les colons de Jacques I. Ils firent bien les choses, selon l'ordre du chef, Phelim O' Neill : « Tuez tous les protestants, et ne vous souciez ni d'âge, ni de sexe ». Le reste de l'île s'en mêla bientôt. Les prêtres avaient à fournir chaque semaine leur relevé de victimes ; ils en enregistrent environ 154 000, d'octobre 1641 à avril 1642. Une évaluation de Sir William Petty arrive à peu près au même chiffre; puis aussi celle d'un prêtre de Cork, en 1645, poussant à de nouvelles boucheries : « ...vous en avez déjà tué 150 000 en 4 ou 5 ans. Pour ma part, je crois bien qu'on en a tué plus de ces ennemis hérétiques, et plût au ciel qu'ils y eussent tous passé ! Il vous reste à exterminer tous les autres hérétiques, ou les chasser d'Irlande. »

Pareil enthousiasme ne s'arrêtait guère aux moyens, et les tortures furent effroyables. « On faisait bouillir les mains des petits enfants sous les yeux de leurs mères. » Pour aller vite on avait les noyades en masse, ou ce supplice favori de l'Irlande,

l'enlisement dans ses fameuses tourbières qui ne laissent pas de traces. Il y a sur tout cela un rapport de Sir John Temple, avec 40 folios de dépositions conservés au « Trinity College » de Dublin.

Sir John Temple ajoute un trait accablant : « ...ils furent complètement pris par surprise, ayant jusque-là vécu en parfaite amitié avec les Irlandais indigènes », et d'autres témoignages confirment l'esprit tout pacifique des Ecossais d'Ulster avant cette sanguinaire traîtrise. D'ailleurs ils avaient prospéré sur un sol ingrat : comment mieux prouver qu'ils avaient travaillé dur au lieu de taquiner leurs voisins ? Prospéré ! là où les clans n'avaient connu que la stérilité ! comprend-on l'avide convoitise, les regrets cuisants, les ressentiments implacables ?

« Ces étrangers nous ont volé le meilleur de notre île !

— Pardon, ils n'ont jamais demandé à y venir. Et ce que vous appelez maintenant le meilleur de votre île, qui donc l'a fait tel ? Que valait-il de votre temps, dans les ravages de vos querelles et sous vos coutumes surannées ? »

En pareil cas, les féodaux avaient leur solution, ils expulsaient le manant heureux. L'Irlande, au lieu de les copier en tant de choses qui lui eussent été si profitables, voulut au moins leur emprunter cet exemple fâcheux. Elle avait compté sans Cromwell.

Le diable d'homme n'y allait pas de main morte : pour la deuxième fois, l'Irlande dut se résigner à prendre les choses au sérieux.

Maîtres de l'Angleterre et de l'Écosse, Olivier et ses Ironsides débarquent à Dublin en 1649. Ils viennent châtier non seulement les Papistes turbulents et les intrigues du nonce Rinuccini, mais tout un parti de réfugiés royalistes conduit par la reine Henriette. Les Ironsides étaient l'armée la plus disciplinée de l'époque ; leur chef, après sept ans de dure école, connaissait la manœuvre. Quelques villes voulurent résister, il en déporta un habitant sur dix aux Iles Barbades. L'exemple fait, il traita les autres, il faut le reconnaître, avec plus de clémence que n'en montraient les vainqueurs en ce temps, et le lendemain d'un assaut le général-prédicant faisait pendre un de ses vétérans pour avoir volé un chapon.

Il fut prompt et sévère. Fut-il juste ? Ses victimes n'ont pu parler sans passion de cet homme-là. L'histoire néanmoins n'en a pas fait l'ogre que voudrait nous dépeindre la rancune irlandaise. Il serait malaisé de l'accuser de bassesse ou de haines mesquines. S'il sut être inexorable au service d'une cause qu'il croyait sainte, l'Angleterre et l'Écosse eurent à s'en plaindre comme l'Irlande et avant elle ; s'il dompta celle-ci avec plus de rigueur et d'amertume, c'est qu'il la trouva plus sauvage,

plus coupable, plus incorrigible. Et puis, et puis, combien la présence de l'étranger, d'un légat romain, devait être odieuse à ce grand patriote, gardien jaloux de l'imperium national ?

La vraie répression imaginée par Cromwell fut radicale. Comme nous le faisons pour les tribus africaines ou les Américains pour leurs Peaux-Rouges, il relégua les Celtes par delà le Shannon qui coupe à peu près l'île du Nord au Sud. Dans la moitié Est, il confisqua des milliers d'acres et y installa ses fidèles Ironsides en soldats laboureurs. Spoliations aveugles et injustes? sans doute, comme toutes les représailles collectives. Elles n'en sont pas moins parfois nécessaires ; on en oublie trop vite les causes. Elles frappaient les biens des nobles anglais royalistes et ceux de l'Église Anglicane tout comme ceux des massacreurs de 1641. Ceux-ci avaient tué 150 000 protestants : fallait-il rechercher les bourreaux un à un ? Le pouvait-on ?

Du reste tout cela ne dura pas, les soldats laboureurs ne labourèrent rien du tout, ils n'y connaissaient rien. Ils ne prirent pas racine et vendirent leurs terres à leurs officiers.

Dès que le Protecteur eut d'autres chats à fouetter, les guerres d'Europe, les Parlements indociles, les ambitions dynastiques, le parti du Prétendant Charles Stuart rallia aussitôt les victimes de Cromwell ; après la Restauration de 1660 les

Ironsides ne tardèrent pas à être inquiétés à leur tour et à émigrer en Nouvelle Angleterre.

Sous le règne suivant, l'Irlande eut sa revanche. Il ne restait plus guère de protestants en groupe compact qu'en Ulster, et l'Ulster dut subir les tyrannies du royal dévot instigué par un catholique irlandais, le comte de Tyrconnel, et le jésuite Petre. Grâce à eux, plus de protestants dans l'armée, dans la magistrature, dans les corporations municipales ; et surtout, ce qui parut le plus odieux en un tel temps et un tel lieu, défense de porter des armes... aux protestants seulement.

Cette mesure ne blessait pas seulement la dignité des gentilshommes, et il faut pour en comprendre toute l'importance noter un fait nouveau. Des massacres comme celui de 1641 avaient été des réactions plus ou moins spontanées, sans grande organisation préalable ; on eût donc pu ne pas en craindre le retour trop fréquent. Maintenant au contraire, cela va changer. Si lentement, si tard que lui viennent les progrès des autres peuples, l'Irlande enfin en acquiert sa part : le peuple rebelle commence à s'organiser. Les premières sociétés secrètes encore plus ou moins informes apparaissent, et avec elles ce que nous appelons « la propagande par le fait ». Elles vont jouer dans l'histoire de l'île un rôle dominant.

Lorsque Cromwell eut chassé par delà le Shannon

les clans celtes et leurs chefs, un grand nombre de ceux-ci, ruinés et déchus, préférèrent braver l'ukase. Cachés dans les landes et les tourbières, ils y menèrent la vie d'outlaw, harassant du mieux qu'ils purent les colons de Cromwell. On les surnomma « Torys », et ce nom repris par les royalistes et par tous les ennemis du Protecteur, des républicains et des puritains, est resté jusqu'à nos jours celui du parti conservateur anglais. Un peu plus tard, sous Jacques II, vinrent les « Rapparees » ou pillards ; puis les « Houghers » ou coupe-jarrets de 1710, les « Whiteboys » de 1761, les « Defenders » de 1760, les « Invincibles », les « Molly Maguires », les « Ribbonmen », et plus récemment les « Fenians ». Le nom de ces bandes a pu changer souvent, mais les « Rapparees » ont fait école et les procédés sont toujours restés les mêmes. Ils ont refleuri de plus belle sous l'indulgente tutelle de Mr. Birrell, il y a dix ans, et sont encore très en honneur.

Tous ces bandits ont un nom commun, « moonlighters »: ils travaillent au clair de lune. Ils se chargent généralement des sales besognes d'associations politiques à façade plus décente, c'est-à-dire le boycottage criminel, incendiant les meules, coupant les jarrets des bestiaux et des chevaux, etc... Quand on l'ose, on va plus loin.

C'est devant tout cela que Jacques II désarmait

l'Ulster, et les « Rapparees » ne manquèrent pas d'en profiter. En 1688, il est certain qu'un nouveau massacre se préparait, si par bonheur Guillaume d'Orange n'était venu sauver les libertés anglaises.

Avant de se résigner à l'exil de Saint-Germain, Jacques II voulut tenter la résistance en Irlande avec une troupe française. Le terrain était favorable. Ainsi par deux fois, en épousant la cause d'un roi d'Angleterre détrôné, l'Irlande s'égare dans une logique vicieuse : elle s'insurge contre la souveraineté anglaise, c'est entendu, mais pourquoi se faire plus légitimiste que l'Angleterre quand il s'agit de restaurer des Stuarts ? Parce que Jacques II était catholique, l'Irlande, tout à coup, a étrangement oublié ses prétendus droits « imprescriptibles », s'est mise à porter la cocarde blanche et à chanter pendant cinquante ans,

T'was all for our rightful King !

Rightful ! Légitime ! n'est-ce pas un souvenir gênant pour les intransigeants d'aujourd'hui ?

Jacques II, il est vrai, avait bien servi la religion de l'Irlande. Dès son arrivée ses sévérités, ses confiscations, ses arrêts de mort contre 2 à 3000 protestants de marque chassèrent tous ceux-ci vers l'Ulster, confinés et traqués à leur tour. Enfin, en 1691, Guillaume d'Orange put les délivrer et les venger par la victoire décisive de la Boyne que

l'Ulster célèbre encore tous les ans. Le dernier des Stuarts lâcha pied avec une couardise dont ses alliés irlandais et français gardèrent un souvenir cuisant.

Guillaume III eut d'abord à mater les « Rapparees ». Ce fut vite fait : il mit leur tête à prix et le succès fut inespéré, frères et cousins s'entr'égorgeant pour toucher la prime. Six mois après il n'y avait plus de « Rapparees ». Le parti vaincu retomba dans ses dissensions et ses querelles et le dernier des chieftains, Hugh O'Donnell, se vendit à Guillaume pour une annuité de 500 livres.

Et une nouvelle réaction commença. Selon les Irlandais toutes mesures répressives violaient le traité de capitulation de Limerick, par lequel la liberté religieuse leur avait été promise. Le fait est que le texte du traité a toujours été sujet à chicane, et l'on n'était guère alors de part ni d'autre très scrupuleux sur la foi des traités. Vouloir empêcher ainsi par un parchemin les réactions naturelles et populaires, irrésistibles comme les forces de la nature, c'était trop espérer.

Le premier châtiment, selon la coutume, fut une confiscation d'un million d'acres. Il faut reprocher à Guillaume d'en avoir gratifié des personnages beaucoup moins méritoires que les soldats de Cromwell, et pour des services infiniment moins propres. L'Irlande redevint comme sous les Plantagenets une dotation de créatures politiques,

d'intrigants de cour et de maîtresses royales. C'était, pour parler anglais, « to add insult to injury ». Non pas que Guillaume d'Orange fût de nature basse, déloyale ou tyrannique, mais son avènement n'avait pas corrigé d'un coup des mœurs et un personnel si gravement dépravés par ses deux prédécesseurs. Les hommes étaient pourris, le système corrompu.

Ainsi s'explique tout un ensemble de mesures économiques franchement stupides, imaginées d'abord sous Charles II et aggravées par la suite. Elles consistaient en prohibitions douanières toujours unilatérales. En 1663, l'Irlande est exclue du « Navigation Act » et lésée dans ses intérêts maritimes. En 1666, défense d'importer d'Irlande en Angleterre chevaux, bétail, viande, beurre, fromages; on ne planta plus que des pommes de terre. L'Irlande s'était mise à élever des moutons quand Charles II lui avait interdit d'exporter du bétail, et elle produisit bientôt la plus belle laine d'Europe; Guillaume III lui défendit de l'exporter.

Il fallut recourir à la contrebande. De toutes les petites baies de sa côte, désertes et cachées, l'Irlande embarquait ses laines vers la France, et en recevait du vin qu'elle repassait en Angleterre. Le Bordeaux s'appelait alors à Londres « Irish wine », et certains débits irlandais de la capitale ont gardé grande réputation. Tout ce trafic si

vivement décrit par Froude donnait d'énormes profits, mais l'effet moral en fut désastreux : à force de vivre ainsi de ruses et de défis à l'autorité, avec l'excuse du patriotisme opprimé, l'Irlande fit de fâcheux progrès dans cet art et redevint la terre sans loi.

L'Ulster protestant ne fut pas mieux traité. Sa spécialité était la culture du lin et l'industrie de la toile. On lui avait promis des encouragements, mais les concurrents anglais s'y opposèrent. Malgré tout, à force de ténacité et de labeur comme ils l'avaient fait cent ans plus tôt en cultivant des marécages, ces gens réussirent à prospérer.

Tout cela est si souvent rappelé de nos jours dans les polémiques qu'il est bon d'en tirer quelques réflexions. Disons-nous donc d'abord que l'Irlande doit ce régime à ces Stuarts dont elle avait fait sa dynastie d'élection et qu'elle aida de si bon gré.

De plus, au moment même, ces mesures n'amenèrent pas la ruine : en se rejetant sur les moutons et la laine sous Charles II, l'Irlande y trouva une grande prospérité, et ses archives prouvent que l'île n'avait jamais été et ne fut plus jamais aussi florissante. Après les restrictions contre la laine, nous avons vu la contrebande y porter remède. On eut là d'abondantes compensations et l'Irlande, bien munie d'argent, devint une des meilleures clientes du commerce anglais.

Il ne faut pas oublier que ce genre d'abus était courant à une époque de protectionnismes mesquins dont pâtirent jusqu'à la fin du XVIIIe siècle toutes les colonies sans exception, époque où les autres nations aussi avaient des gabelles, des octrois, des corporations, des fermiers généraux, etc... autrement vexatoires.

L'Irlande nous explique mal comment, dans des conditions et sous des entraves identiques, l'Ulster put survivre et progresser, le reste de l'île au contraire végéter et s'étioler. Elle nous dit que si cette disparition de ses rares industries n'était pas grand mal en 1700, elle la laissa désarmée cent ans plus tard quand le Royaume-Uni devint un grand État manufacturier. N'est-ce pas chercher bien loin pour excuser l'oisiveté et l'apathie? L'exemple de l'Ulster ne montre-t-il pas que l'excuse est vaine? Et le libre échange entre les deux îles n'a-t-il pas été rétabli en 1779?

Enfin la réaction orangiste eut un troisième aspect, le mieux connu et le plus détestable, les lois pénales contre les catholiques. Elles s'étendent sur plusieurs années et la principale date du règne d'Anne. C'est le contre-pied de tout ce qu'avait promulgué Jacques II contre les protestants, et de tout ce qu'avaient souffert les Puritains d'Angleterre sous la Restauration de Charles II. Lois draconiennes, certes. Il est admis toutefois qu'elles

furent, non pas imaginées à Londres, mais votées par un Parlement de Dublin sur les instances des Presbytériens délivrés : l'Ulster venait d'avoir trop peur et avait quelques bonnes raisons d'exiger des sauvegardes.

Disons-le vite aux cœurs généreux, justement émus par la diatribe irlandaise : tout cela n'existe plus depuis longtemps. Je n'énumère donc ces lois que pour indiquer leur abrogation.

On a permis aux catholiques : en 1778, de posséder des immeubles non bâtis par baux de 999 ans ; en 1782, de tenir école après avoir obtenu la permission de l'évêque protestant du district, d'entendre ou célébrer le sacrifice de la messe, d'avoir des chevaux valant plus de 5 livres sterling[1] ; d'habiter les villes de Limerick et de Galway ; en 1792, d'entrer au barreau, mais sans atteindre au rang de « Conseil du Roi » ; de devenir attorneys, d'ouvrir une école sans permission de l'évêque protestant ; d'épouser des protestants si le service est célébré par un prêtre de l'Église établie, de posséder des terres aux mêmes conditions que les protestants.

1. Avant cela, tout protestant avait le droit d'emporter le cheval du premier Irlandais qu'il rencontrait en lui payant 5 livres. On a beaucoup exagéré sur ce sujet ; il ne faut pas oublier que même en Angleterre sous Charles II, un « bidet » de campagne ne valait pas plus de 50 shillings. (V. Macaulay, III, King, Davenant, etc...)

En 1782, on retire au Grand Jury le droit de faire rembourser par les catholiques tous dommages provenant de vols ou rébellions.

En 1793, on admet les catholiques à la franchise électorale, à la magistrature, au Grand Jury, aux conseils municipaux, à l'Université de Dublin, à tous les grades de l'armée, hors celui de général. On permet de porter des armes à ceux qui justifient d'une certaine fortune, etc...

Telles furent donc ces odieuses lois pénales de 1704. Pendant près d'un siècle, le catholique irlandais devint un paria. Les plus jeunes, les plus fiers, émigrèrent par plus de 500 000, de 1691 à 1745, ils allèrent se battre dans les armées d'Europe, et les Anglais les retrouvèrent à Fontenoy. Le reste, trop prolifique pour un pays de pâturages et de tourbières, vécut déprimé, misérable, décimé par les famines.

A toutes ces rigueurs de la réaction, y a-t-il une excuse? Mon Dieu, l'Irlande n'avait pas le monopole de ces griefs et de ces persécutions. Il faut juger les faits et les gens d'après l'âge et le milieu où on les trouve, et au siècle de la guerre de Trente Ans, des Dragonnades et de la Révocation de l'Édit de Nantes, il ne faut pas damner l'Anglais tout seul pour avoir riposté durement à tant de provocations.

CHAPITRE III

..... *ET D'HISTOIRE MODERNE*

Nous voilà parvenus, à travers les pitoyables souffrances et les cruautés réciproques, aux jours plus sereins de notre âge moderne, à l'ère des tolérances religieuses et politiques, des réparations au droit opprimé, des garanties parlementaires. L'Irlande va-t-elle enfin connaître l'ordre et la paix?

Le législateur anglais est devenu plus indulgent, plus éclairé, plus conciliant. Il fait plus volontiers crédit aux Irlandais et lâche la bride. Puis, périodiquement, tous les vingt ou trente ans, il a lieu de le regretter: l'Irlande abuse des répits qu'on lui accorde et il faut les lui retirer. C'est toujours une suite de bienveillances mal récompensées et de répressions inévitables — le tout doublé d'une illusion aussi funeste que tenace, à savoir que les hommes d'État anglais ne cèdent qu'à la peur. Comme la rébellion irlandaise est continue, endé-

mique, on peut toujours montrer qu'une agitation menaçante a précédé les lois de conciliation et prétendre y voir cause et effet. Cela paraît fort naïf pour qui connaît le caractère d'un Pitt, d'un Wellington, d'un Peel, d'un Balfour, mais l'Irlande s'entête ainsi à ignorer toutes bonnes intentions à son égard, à refuser toute gratitude et à éterniser ses haines.

Les premières concessions sérieuses sont toutes ces lois de la fin du XVIII[e] siècle abrogeant les lois pénales.

L'Irlande avait alors son Parlement siégeant à Dublin, avec Lords et Communes, antique institution datant des Plantagenets, à l'image des Parlements de Londres, ayant passé par la même évolution et les mêmes vicissitudes. Il ne s'était longtemps composé que de notables et ecclésiastiques nommés par la Couronne. Une loi célèbre du règne d'Henry VII, le « Statut de Poyning », a régi ses fonctions jusqu'en 1782 : aucun bill ne pouvait être présenté à Dublin sans avoir été au préalable examiné et approuvé par le Conseil privé de Londres. Ainsi « visé », le bill pouvait être rejeté par le Parlement d'Irlande, mais non amendé. C'est à peu près ce dont le Reichstag se contente de nos jours.

Le XVIII[e] siècle vit se préciser à Dublin comme à Westminster les progrès constitutionnels et parle-

mentaires bien connus. Vers 1780, l'Assemblée irlandaise comptait des orateurs remarquables comme Flood et Grattan, dont l'éloquence est restée aussi légendaire que celle de Fox ou de Burke.

Grattan était de plus un homme d'État de premier ordre, doué d'esprit positif et d'énergie réalisatrice. C'est lui qui spécifia les revendications nationales, mena à bien le rappel des lois pénales et émancipa définitivement ses compatriotes par deux grandes victoires législatives. Il obtint en 1782 l'abrogation du « Statut de Poyning », reconquérant ainsi pour les siens l'initiative parlementaire, et put enfin saluer « un peuple libre et l'Irlande redevenue une nation... » Ensuite, logiquement, en 1793, les catholiques acquirent le droit de vote.

Il est juste d'observer qu'aucune de ces lois d'équité n'eût pu triompher sans l'assentiment des ministres de Georges III. Ceux-ci, à en croire les Irlandais, ne s'inclinèrent que devant les préparatifs belliqueux des ligues, « Volontaires » et « Défenseurs » enflammés par la Révolution française. Nous allons voir si Pitt était homme à redouter cela, et s'il n'osait imposer la manière forte là où il la croyait justifiée.

Comment les indigènes vont-ils user des nouvelles libertés conquises par Grattan ? En 1791 se fonde, au nom des « principes de 89 » importés

de Paris, la ligue des *Irlandais Unis*. Elle prétendait coaliser contre l'Angleterre protestants et catholiques, et les Presbytériens d'Ulster, écœurés des intolérances de l'Église officielle épiscopale, s'y laissèrent enrôler. En vérité ils étaient dupes de beaux parleurs qui leur cachaient de sinistres arrière-pensées : une fois l'Anglais chassé, on aurait moins de peine à se débarrasser de ces protestants niais, et malheur à l'arrière-garde qui se laisse couper et égarer sur la foi de promesses flatteuses !

Dans un discours au Parlement de Dublin, en 1793, certain Dr. Duigenan dévoile le projet. « Tous les catholiques de ce pays, sans exception, traitent les protestants en usurpateurs de leurs domaines. De nos jours encore ils font donation de ces biens perdus au mariage de leurs fils et filles. Ils en possèdent des plans précis. Ils ont publié récemment à Dublin une carte de ce royaume parcellé entre les propriétaires de jadis. »

Un soulèvement prématuré en 1793 ouvre les yeux des protestants et leur fait comprendre ce qui les attend : des rustres faits prisonniers, malhabiles au secret des conspirations, avouent que « sitôt les choses un peu plus avancées, on tuera en une nuit tous les protestants et presbytériens ».

Depuis deux ou trois ans sévissait, sous le nom de « Défenseurs de la Foi », une abominable bande de chauffeurs, émules de nos Chouans. Les

attentats nocturnes, agraires et autres, se multipliaient. En Ulster, un instituteur protestant inoffensif, Barclay, fut ainsi mutilé avec toute sa famille, femme et enfants, et l'incident fit sensation. L'Ulster dut reconnaître qu'il s'était fourvoyé, et que « Défenseurs » et « Irlandais Unis » ne faisaient qu'un. La réaction fut violente : à leur tour les protestants fondèrent en 1795 leur ligue, « la Loge d'Orange », et jurèrent d'exterminer ces bêtes féroces dont ils avaient failli être victimes une fois de plus. Ils reprirent le vieux cri des Puritains de Cromwell, « to hell or Connaught », à l'enfer, les papistes, ou au delà du Shannon !

Dès lors les rebelles catholiques, cherchant d'autres alliés, eurent partie liée avec la Convention et le Directoire, et Hoche vint leur prêter main-forte en 1796. C'était bouleverser l'aspect du problème, et faire de Pitt, naguère si bienveillant pour l'Irlande, son adversaire malgré lui. Pitt et l'Angleterre n'ayant plus qu'une pensée, la lutte à mort contre les Jacobins sanglants, l'Irlande, en s'alliant à ceux-ci contre un tel homme et un tel peuple, signait sa condamnation d'autant plus certaine qu'elle venait de recevoir tant de concessions. Comme de coutume, l' « Ile martyre » fit valoir un prétexte : Pitt lui avait retiré un vice-roi dont elle espérait beaucoup. Maigre excuse pour appeler l'ennemi du dehors.

Le parallèle historique est tentant, entre ces invasions du règne d'Élisabeth, de 1796, et les appels à l'Allemagne en 1916. En demandant le concours des Espagnols de Philippe II, on s'adressait au moins à des coreligionnaires, mais ces catholiques ouvrant leurs portes à l'homme de Quiberon nous étonnent davantage, et c'est peut-être le paradoxe le plus saugrenu de cette histoire d'Irlande qui en contient tant.

Entre cette rébellion et celle de 1916, il y a d'autres rapprochements. Elles éclatent toutes deux à un moment où l'Irlande serait mal venue de crier à la persécution, où elle est au contraire comblée de dédommagements. Elle n'en sait aucun gré. Nous voyons aussi, dans les deux crises, les mêmes flottements dans le clergé national, dont l'influence est si considérable. Le chef des insurgés de 1796-1798, Wolfe Tone, socialiste de la première heure et disciple avoué des Jacobins, ne cachait pas sa haine des prêtres. Il ne voyait pas en eux des alliés assez sûrs et complaisants, l'Église ne pouvant approuver ses projets de violence. Les chefs des *Sinn Feiners* d'aujourd'hui sont plus modérés, mais professent la même impatience du joug religieux.

De part et d'autre, les évêques réprouvent officiellement le parti de la brutalité. De part et d'autre au contraire certains prélats font exception et dissimulent mal leur indulgence. De part et d'autre

les jeunes prêtres en masse violent les mandements pontificaux, assistent à des réunions ou s'affilient à des ligues que leurs évêques ont blâmées. L'enthousiasme est contagieux, et le mot « nationalisme » fait taire les scrupules de la hiérarchie la plus soumise. Les ouailles enfin profitent d'un exemple aussi encourageant : et pourquoi hésiteraient-elles, si l'attrait est assez fort pour troubler la discipline des pasteurs ?

*
* *

L'expédition de Hoche échoua sans gloire, mais l'île n'en fut pas plus paisible, Wolfe Tone et ses « Irlandais Unis » continuèrent l'agitation. De son côté le gouvernement ne pouvant en pleine guerre laisser impunies de telles coalitions avec l'ennemi, l'Irlande, avec la loi martiale, subit les représailles sommaires d'une garnison de 60 000 hommes, excités par les protestants du cru qui leur demandaient vengeance et justice pour tous les outrages contre leurs personnes et leurs propriétés.

Malgré tout les bandes de Wolfe Tone redoublèrent d'excès. Soudain, en 1798, l'insurrection eut le dessus, et l'on vit revivre les horreurs de la guerre de Trente Ans. Cela ne dura qu'un mois, mais assez pour justifier les craintes les plus exagérées des protestants. Dans le Sud, ceux-ci furent saisis

partout où l'on put s'emparer d'eux, traînés à Vinegar Hill au quartier général révolutionnaire et passés par les armes après un simulacre de jugement, litanies, exorcismes, absolution et aspersion d'eau bénite, à la Vendéenne. A Kildare, un père et son enfant sont empalés et rôtis vivants à petit feu. A Scullaboghe, 184 hommes, femmes et enfants sont brûlés vifs dans une grange ; quelques catholiques protestent, on les jette dans le brasier. Au pont de Wexford, grande noyade, deux brutes enfourchent les condamnés au bout d'une pique et les jettent à l'eau. Y compris les châtiments, il y eut, tout compte fait, de 150 à 200 000 victimes.

L'Ulster fut épargné, car les centres protestants plus compacts s'y défendaient mieux. Mais les boucheries du Sud lui firent renouveler ses résolutions inébranlables de ne jamais accepter de pareils maîtres, de ne jamais se laisser enlever la protection anglaise. Ces résolutions n'ont pas changé, et il importe de savoir sur quels souvenirs elles se basent. Entre des protestants hantés par les massacres froidement prémédités de 1641 et 1798, et des nationalistes qui ne veulent pas les réprouver franchement, pleinement, qui vont encore en pèlerinage sur la tombe de Wolfe Tone et honorent ses bandits en « martyrs », comment espérer jamais le pardon et l'oubli ?

La révolte fut vite réprimée parce que le secours

français vint trop tard. Cent ans plutôt elle eût amené des représailles sans pitié, mais Pitt ne connaissait pas les basses rancunes ; il dut faire justice, il fut ferme, mais il n'eût pas toléré de cruautés. Pour lui cette tourmente n'eut qu'un enseignement, celui qu'en tire un autre historien et homme d'État modéré, éminemment libéral, impartial et désintéressé, Lord Roseberry, « la seule leçon de la rébellion fut qu'il fallait remanier tout le système du gouvernement de l'Irlande ».

L'éloquence de Grattan avait failli : elle avait revendiqué des droits, elle n'avait pas assez parlé des devoirs.

Pitt décida l' « Union » : il n'y aurait plus de Parlement de Dublin, et en échange les députés irlandais viendraient voter à Westminster. Il y avait un précédent heureux, l'Écosse avait accepté ce régime en 1707 et s'en était bien trouvée. Pitt ne négligea qu'une chose, le consentement des Irlandais, jugeant sans doute superflu d'ergoter et négocier avec des chauffeurs ; un gouvernement digne du nom ne s'abaisse à cela que quand les autres ressources lui manquent. Devant de pareils adversaires, au lendemain de pareilles horreurs, il n'eut pas grand remords sur le choix des moyens, et il gagna l'assentiment du Parlement irlandais par la corruption.

Tout le monde sait comme on trafiquait d'un vote et d'une circonscription en ce temps-là, comme on

s'en offusquait peu, comment Pitt lui-même était l'élu d'un « bourg pourri ». Peu importe, les agitateurs irlandais avaient là trop beau jeu et l'origine impure de l'Union a toujours été leur argument de choix. C'est oublier à plaisir les causes, et, succès facile, ne plaider que la forme viciée.

Nul ne peut nier que ce Parlement de Dublin, tant regretté, ait toujours été à vendre ; il en était encore en 1800 où en étaient les Chambres de Westminster sous Walpole en 1730. Tous les votes étaient réglés par un marchandage de postes administratifs, de titres de noblesse ou de bonnes espèces sonnantes. Avant de se décider sur n'importe quel projet, on se tournait vers le Vice-Roi, représentant du Cabinet de Londres, pour demander : « Quels sont vos désirs, et combien nous payez-vous ? » ; tous ces membres de l'Assemblée « nationale » étaient cotés et tarifés. Par une suprême ironie, la grande loi d'émancipation catholique de 1792 n'avait été votée que sur les instructions expresses de Pitt, et grâce au trafic d'influence habituel.

*
* *

En quittant pour jamais ce Sénat qu'il avait rendu illustre, Grattan, dans une vibrante protestation, jura que cette Union aliénerait sans retour l'Irlande de l'Angleterre. Mais que pourrait-

on bien trouver de plus hostile à l'Angleterre que l'Irlande de 1798 ? Une révolte armée, le paroxysme des haines nationales et du fanatisme religieux, trois invitations à l'ennemi suivies de débarquements dont personne n'eût osé rire. Que veut-on de plus ? On a assez comparé les guerres de la Contre-Révolution à notre énorme conflit actuel, et l'on n'a rien exagéré : alors aussi l'Angleterre jouait son existence et n'était pas d'humeur à se distraire des facéties irlandaises. Aujourd'hui que nous sommes ses alliés et que tous ses ennemis, de face et de dos, sont les nôtres, nous devons mieux comprendre l'état d'âme du grand ministre qui veillait jalousement sur ses destinées en péril.

Grattan avait été le champion des libertés politiques à proprement parler. Un autre Irlandais illustre, Daniel O'Connell, se leva bientôt pour revendiquer les libertés religieuses. Les catholiques, redevenus citoyens, électeurs, avocats, etc... subissaient encore de trop nombreuses inégalités ; on leur avait ouvert toutes les carrières, mais on leur refusait les magistratures supérieures, le droit d'être ministre, général, etc. Ils pouvaient franchir la porte et s'asseoir à l'office, jamais à la table des maîtres ; on leur dosait la justice avec une insultante mauvaise grâce.

O'Connell, élevé dans les couvents de Douai et de Saint-Omer, ayant été témoin des excès de notre

Révolution, en était resté résolûment conservateur et ses convictions patriotiques et religieuses furent toujours tempérées par le respect de l'ordre établi. Il maintint jusqu'au bout sa formule, si nouvelle dans l'histoire de son peuple, *la libération par la légalité.* L'insuccès des violences de 1798 l'aidant à convaincre les esprits éclairés, et l'influence modératrice de Pie VII, très enclin à la conciliation, gagnant le clergé, O'Connell trouva le terrain propice à son programme. Il prit ainsi un ascendant rapide, son « Association Catholique » fut bientôt souveraine, tint des assemblées monstres mais parfaitement policées, tous les fidèles sans exception en firent partie, et grâce à la discipline, aux procédés irréprochables, à la cohérence des idées, au bien-fondé des exigences, l'élan fut irrésistible. En soulevant cette nation par un enthousiasme vraiment idéaliste, en s'alliant, par la noblesse de sa cause et la sincérité de sa propagande, les géants de l'Angleterre libérale et des conservateurs clairvoyants comme Canning, le Libérateur prouva qu'un honnête mouvement d'opinion peut être autrement puissant que les convulsions de l'émeute et la terreur des sociétés secrètes.

Le duc de Wellington s'inclina, et depuis 1829 il n'y a plus en Angleterre la moindre inégalité civile ou politique sérieuse entre catholiques et protestants.

Le dernier grief intolérable, celui de devoir payer la dîme à l'Église officielle, disparut en 1838, et la séparation finale de l'Église protestante d'Irlande et de l'État fut complétée par Gladstone en 1869. L'Ile des Saints fut en cela plus favorisée que l'Angleterre où la dîme se perçoit encore, et où les dissidents de toutes confessions subissent toujours l'inique suprématie d'une Église d'État.

Avocat retors autant qu'orateur fougueux, O'Connell n'avait jamais laissé dévier ses partisans vers les illégalités chères au caractère national. En plein triomphe, il fut débordé par la démagogie qu'il avait enflammée. Tous les leaders irlandais ont connu cet envers de leur gloire et enduré le même remords de ne pouvoir contenir les masses déchaînées. La discipline sociale n'a jamais été inculquée à ce peuple, et ni par éducation ni par tempérament il n'est apte à jouir longtemps de la liberté sans en abuser.

Déjà la campagne contre les dîmes, entreprise en 1830 au lendemain de la réhabilitation totale accordée par l'Angleterre, replongea l'Irlande dans une orgie de crimes et de sang. O'Connell, tout en désapprouvant sans réserve ces méthodes de banditisme si opposées aux siennes, dut servir ses amis, protester contre les rigueurs de la loi qu'il respectait pourtant foncièrement, et vitupérer contre l'autorité, la justice, les policiers, en prenant le

parti des malfaiteurs. Toute son attitude en cette affaire a souvent servi d'exemple aux chefs qui l'ont suivi. Ni Isaac Butt, ni Parnell, ni Redmond, n'étaient peut-être complices des Fenians assassins de 1870, des dynamitards de 1884, du terrorisme agraire de 1909 ou de la trahison de 1916. Et cependant ils furent unanimes à réprouver le châtiment et à exiger pour ces aides compromettants une impunité sans frein. C'est de tout cela que l'Irlande a fini par dresser un « martyrologe » trompeur, en pleurant des « héros » d'un sinistre acabit.

Absorbée par ses luttes pour la liberté religieuse, l'Irlande n'avait guère encore récriminé contre l'Union de 1800. Vers 1840, la question passe au contraire au premier plan et devient le grand critère national : on demande le rappel du statut imposé par Pitt et le retour à l'autonomie parlementaire de Dublin, le *Home Rule*, ou le droit d'être maître chez soi.

Tout l'appareil des meetings monstres de 1828 fut remis en mouvement à l'appel du clergé, et en 1843 O'Connell se crut près d'une nouvelle victoire. Mais il lui manquait le meilleur atout de naguère : il ne trouva plus en Angleterre ce soutien moral considérable auquel il avait dû beaucoup plus qu'il ne l'imaginait son premier succès. La plupart de ceux qui l'avaient secondé au nom

de la tolérance religieuse s'impatientaient de cette agitation incessante et brouillonne, voyaient l'Irlande obtenir aisément à Westminster tout ce qu'elle demandait raisonnablement, et sentaient sans peine percer le bout de l'oreille : on ne voulait ressusciter ce Parlement irlandais que pour mieux perpétuer une inimitié effrontément avouée, et maintenant vraiment trop ingrate.

O'Connell échoua. L'Angleterre n'eut pas peur, comme il l'avait escompté en se méprenant sur les complaisantes concessions de la veille. Peel, si conciliant sur la question de conscience, opposa cette fois son non possumus, et brisa le mouvement du Rappel.

L'Irlande avait cependant une arme nouvelle contre sa prétendue marâtre. L'Union lui a attribué 103 députés à la Chambre des Communes, dont 84 environ représentent des populations hostiles. C'est assez pour faire pencher la balance des partis anglais, et cet appoint va naturellement au parti radical entiché d'autonomies nationales, en coquetterie avec tous les mouvements d'indépendance, même les plus artificiels et les moins justifiés, et de moins en moins soucieux de la dignité britannique et de la cohésion impériale. Périsse l'Angleterre plutôt que la moindre utopie humanitaire de John Bright, les partis pris économiques de Cobden ou la diplomatie doctrinaire et humiliante de

Russell et de Gladstone! Ce parti, surnommé le parti des *little Englanders*, de l'Angleterre diminuée, a toujours été l'allié naturel de l'Irlande antianglaise.

Ils s'unirent d'abord dans l'opposition au cabinet de Robert Peel. Cette coalition a subsisté par la suite autant par nécessité électorale que pour l'amour des principes, car les 84 voix des nationalistes irlandais ont maintes fois sauvé les gouvernements whigs. Et c'est pourquoi ceux-ci n'ont jamais voulu d'une « redistribution » : ces 103 sièges ont été attribués à l'Irlande quand ses 5 millions et demi d'habitants constituaient 35 pour 100 du Royaume-Uni. Elle n'atteint plus aujourd'hui 10 pour 100 et ne devrait pas avoir plus de 67 élus dans une Chambre de 670 membres. Nous voilà loin de l'écrasement de l'Irlande par l'Angleterre!

Grâce à cette influence disproportionnée, l'Irlande a eu sa large part de puissance et de faveurs, chaque fois que les libéraux ont détenu le pouvoir. Elle a obtenu en outre des conservateurs des bienfaits plus abondants et plus substantiels. Elle n'en reste pas moins l'une des pires énigmes de l'Europe moderne: de 1840 à nos jours, tantôt adulée par les Whigs, tantôt comblée par les Torys, elle n'a jamais été si troublée, si tourmentée, si mécontente, si stérile, si décadente, si réfractaire. Elle est la seule faillite de cet Empire

heureux et prospère entre tous, le seul cauchemar de la reine des nations colonisatrices. Nous fera-t-elle donc croire que l'Angleterre soit la seule cause de tous ses maux ? l'Angleterre dont la loi débonnaire régit les races les plus diverses et les territoires les plus vastes du monde avec un minimum de troupes et de vexations ?

Disraeli a posé le problème dans un de ses premiers assauts parlementaires contre Peel. « Que signifie donc cette éternelle question irlandaise ? L'un en fait une question physique, l'autre une question morale. Tantôt c'est l'absence d'une aristocratie, tantôt l'absence de chemins de fer. Un jour c'est le Pape, le lendemain les pommes de terre... Ils ont là-bas une population affamée, une aristocratie absentéiste, une Église étrangère, et par-dessus le marché le gouvernement le plus faible du monde. Telle est la question irlandaise. Eh bien, dans ce cas, que diraient les honorables membres en entendant parler d'un pays en pareil état ? Ils diraient aussitôt : « Le remède, c'est la révolution ». Mais l'Irlande ne peut avoir de révolution. Et pourquoi ? Parce que l'Irlande est liée à une autre nation plus puissante. Quel est donc alors le devoir d'un ministre anglais ? D'effectuer par sa politique tous ces changements qu'une révolution amènerait par la force. Voilà la question irlandaise tout entière ».

C'est fort bien dit. Cependant Disraeli dut avouer un jour, quand il eut à renoncer aux critiques mordantes et à faire ses preuves de gouvernant, que la fameuse question était plus aisée à définir qu'à résoudre. En 1845, Peel, demandant au Parlement un crédit de 225 000 francs pour le séminaire catholique irlandais de Maynooth, s'écriait : « N'oubliez pas, je vous en conjure, que vous êtes responsables de la paix de l'Irlande. Vous devez briser d'une façon ou de l'autre la formidable conspiration qui existe dans ce pays contre le gouvernement britannique et l'union à la Grande-Bretagne. Je ne crois pas que vous puissiez la briser par la force. Vous pouvez au contraire faire beaucoup pour la briser en agissant dans un esprit de bienveillance, de patience et de générosité. »

Ainsi parlait l'un des hommes d'État conservateurs que l'Irlande a le plus incriminés, ainsi ont parlé et agi depuis tous ses successeurs. Et tous ont eu les mêmes désillusions. L'Irlandais n'est jamais content. Il dit avoir pour cela d'excellentes raisons ; mais quand il rend le « Saxon » responsable de tous ses maux, il exagère. En voici un premier exemple.

L'île fut décimée après 1830 par de fréquentes disettes, et en 1847 par une effroyable famine où plus de 300 000 miséreux périrent ; de 1847 à

1852, 1300000 habitants émigrèrent, et la population décrut de 20 pour 100. A qui la faute? On devine la réponse des démagogues. En réalité, à deux causes purement économiques.

Depuis les injustices douanières de 1666, les pauvres d'Irlande ne vivaient plus que d'une seule culture, la pomme de terre, à laquelle leur sol est particulièrement propice. La pomme de terre a ses mauvaises années. Et comme le paysan irlandais, de tous temps l'un des plus arriérés d'Europe en méthodes agricoles, laissait sa récolte en terre au lieu de la garer avec soin, se contentant d'aller retirer le tubercule au fur et à mesure de ses besoins, il en retrouvait souvent la meilleure partie gelée et pourrie par les hivers rigoureux. En 1846-47, il eut toutes ces malchances.

D'autre part, la race étant une des plus prolifiques, la population avait presque triplé en soixante ans, de 2800000 habitants en 1785 à 8300000 en 1845. C'eût été parfait si les ressources du sol avaient pu suffire. Or un bon quart de l'île étant inculte, comment faire vivre environ 220 habitants par kilomètre carré de culture, à une époque de jachères, où l'exploitation non seulement n'était ni intensive ni savante, mais même pas continue? Tous les *Home Rule* du monde n'eussent pu leur épargner les atroces misères de 1847.

Que reprocher à l'Angleterre dans tout cela?

d'avoir, sous Charles II et Guillaume III, enrayé les autres cultures, laissé l'Irlande sans industries, abandonné de grands domaines par l'absentéisme à la garde de régisseurs notoirement nonchalants, indifférents au sort des malheureux, en tous cas peu soucieux d'accroître le rendement agricole ou d'exploiter des terres arides.

Aucune de ces choses évidemment blâmables n'expliquerait la grande catastrophe comme les deux causes directes dont nous avons parlé. Les entraves économiques qu'on invoque avaient disparu depuis 1779; elles n'avaient pas empêché l'Ulster de vivre à l'aise. Du reste l'Angleterre ne s'attarda pas à se justifier : elle porta secours à l'Irlande avec cet empressement et cette ample générosité qu'elle montre toujours pour les grandes détresses. Le Parlement vota un subside de 250 millions, somme énorme pour les budgets de ce temps-là ; on entreprit des travaux publics peu urgents pour occuper 250 000 hommes et nourrir autant de familles, des cuisines publiques distribuèrent près de 3 millions de rations par jour. La charité privée rivalisa avec les efforts officiels, et on sait qu'aucun peuple ne délie sa bourse avec autant de largesse que ces Anglais accusés d'égoïsme.

Comme aucun peuple non plus n'a recueilli tant d'ingratitude, le résultat était à prévoir. Jamais peut-être l'Irlande n'a haï ces Anglais aussi furieu-

sement que depuis 1850. J'ai sous les yeux une chronologie des rébellions, meurtres, attentats de tout genre commis au nom de la cause nationale ; c'est à douter du siècle où l'on vit. J'ai pu remplir naguère un livre entier du résumé de violences contemporaines, histoire de trois années tout au plus d'anarchie irlandaise, de 1906 à 1909[1]. Le reste ferait un interminable récit. O'Connell, mort en 1847, n'est plus là pour endiguer les passions et contenir son peuple dans la légalité, et une fois de plus les violences vont souiller la cause irlandaise.

Un nouveau compère entre en scène, le cousin d'Amérique. Les grandes émigrations de 1840 à 1860 ont fondé aux États-Unis une puissante colonie d'Hiberniens. Celle-ci est restée dès lors le plus formidable appui de l'Irlande rebelle, le refuge de ses proscrits, l'instigatrice de tous ses complots. Elle a procuré tout l'argent, surexcité les haines, armé et exercé tous les *patriotes* désignés pour aller exécuter les hautes œuvres. Enfin, comme elle fournit là-bas la plupart des politiciens de profession, elle a envenimé aux États-Unis une hostilité contre l'Angleterre dont les dangers se sont fait maintes fois sentir, des poussées d'opinion malveillante qui ont inquiété les hommes d'État américains les mieux intentionnés. Les gouverne-

1. *La Démagogie Irlandaise*, 1906-1909.

ments britanniques ont montré dans ces occasions une patience indulgente dont il faut leur savoir gré.

Vieux pays, vieille sagesse... On en eut grand besoin, car les provocations furent extrêmes. C'est vers 1864 que les Irlandais de New-York inaugurèrent la société secrète des *Fenians*. On lui attribuait deux ans plus tard 380 000 membres rien qu'en Amérique. Leur activité fut prodigieuse, et en quelques mois ils réussirent à jeter la terreur dans tout le monde anglo-saxon. On essaya de tout : débarquements d'armes, meurtres dans tous les coins du monde, explosions, deux invasions du Canada, attaque du château fort de Chester au cœur de l'Angleterre, sièges de villes, de garnisons, de postes de police et de garde-côtes, alliance avec les Boers ; on fit sauter une prison en plein Londres en tuant 150 innocents, on proclama la République irlandaise, on émit du papier monnaie, etc... Le Pape admonesta les catholiques, le Président Grant se fit sévère à son tour, on s'en moqua.

L'incident le plus caractéristique de toute la campagne fut l'affaire de Manchester en 1867. Une voiture cellulaire transportant deux Fenians de la prison au prétoire fut attaquée, les prisonniers dégagés et un policier tué. On put arrêter et condamner à mort cinq des assaillants; deux furent graciés, dont l'un parce que citoyen américain, les trois autres, Allen, Larkin et O'Brien,

furent exécutés. Voilà ce qu'on honore aujourd'hui du nom de « Manchester martyrs » ! on fête leur anniversaire, on les donne en exemple à la jeunesse irlandaise, on les porte aux nues dans les manuels des écoles nationales. Toutes les villes d'Irlande prirent le deuil, toutes les Églises célébrèrent des absoutes solennelles suivies de cortèges monstres. Les patriotes irlandais, qui ont pourtant grande réputation d'humour,

...fellows of infinite jest, of most excellent fancy... ?

prétendent sans rire que ces attentats ne sont pas des crimes de droit commun, mais des *offenses politiques* : il n'y a donc de criminel en tout cela que l'Anglais qui ose se défendre.

On oublie vite les actes d'accusation, et les condamnés trouvent souvent plus de respect que leurs bourreaux. Pour nous, si facilement séduits par les mirages d'indépendance, ces sophismes pourraient nous décevoir si des aberrations analogues dont notre Alliance a pâti en 1916 ne nous mettaient en garde. Là aussi il y eut révolte, sang versé, — du sang innocent — et puis les châtiments. Et dès le lendemain des exécutions, l'on chantait déjà dans les églises de Dublin des Requiems éplorés pour les « martyrs » de 1916, en appelant la vengeance divine sur la sanguinaire Albion.

CHAPITRE IV

LES TROUBLES AGRAIRES

Nous ne nous attarderons pas à rechercher dans quelle proportion toutes les révoltes du passé s'étaient en réalité inspirées de griefs agraires. Aucun mouvement populaire n'a été exclusivement religieux, agraire ou national ; si l'un ou l'autre élément a prédominé, les autres ont toujours grossi ces courants furieux. Mais il est certain que la triste et misérable condition des paysans irlandais aida grandement les agitateurs.

Les malheureux se plaignaient à bon droit. Les énormes confiscations d'antan avaient concentré la propriété dans les mains d'un petit nombre de grands seigneurs, pas méchants, je le veux bien, mais absents les trois quarts du temps, résidant dans la capitale ou dans leurs châteaux plus confortables d'Angleterre. Il y a cent ans que Miss Edgeworth a dénoncé cet abus dans une des œuvres les plus réputées du roman anglais, « The

Absentee, » et Thomas Drummond fit amende honorable par une maxime célèbre, « la propriété a ses devoirs comme elle a ses droits. » Les tenanciers restaient aux prises avec les régisseurs, qui dans aucun pays ne passent pour très tendres.

Du reste les meilleures intentions n'eussent pu corriger le vice radical du régime : dans une île surpeuplée, sans industrie pour occuper le trop plein, à peu près entièrement couverte de pâturages qui donnent moins de tracas et demandent peu de main-d'œuvre, presque toute la population était réduite au rang d'ouvriers agricoles à maigre pitance et de petits locataires pressurés, sans avenir, sans émulation, sans même de quoi vivre à l'aise. C'était l'inévitable atrophie de toute une race, et cela ne pouvait plus se tolérer dans notre évolution démocratique moderne.

Si le législateur anglais n'a jamais nié ni ignoré ses devoirs à ce sujet, il s'est naturellement soumis selon les époques aux idées à la mode, et a d'abord cru trouver remède dans des lois d'assistance, telle une grande loi de 1838 et autres « Poor Laws » qui l'ont suivie. Même en 1905, quand l'Irlande avait regagné une prospérité relative, il n'y avait pas moins de 558 000 subsidiés inscrits au rôle de cette bienfaisance publique et recevant des secours à l'hospice ou à domicile. Cela fait un habitant sur 8 ! On n'avait pas assez prévu en 1838 les

dangers du paupérisme, et pas plus en Irlande qu'en Angleterre ces expédients ne peuvent être une solution durable.

Le paysan se voyait toujours menacé de deux catastrophes : la famine trop fréquente parce que les grandes exploitations ne tiraient pas du sol tout ce qu'il pouvait donner, et la terrible éviction qui chassait impitoyablement le locataire insolvable.

Devant une semblable inégalité des faveurs du sort, d'un côté quelques privilégiés, de l'autre une masse de parias, la justice ne saurait être rigide. Devant de si cruelles détresses, on a le droit de demander aux premiers une diminution de leurs avantages, si légitimes soient-ils, pour soulager les déshérités. Une nouvelle répartition de la propriété s'imposait. Mais une réforme de cette envergure ne s'accomplit pas en un jour ; les Anglais sont trop amoureux du compromis, trop respectueux de la tradition, pour s'exposer à nos convulsions de 93 ou tomber dans une pétaudière de Bolcheviks.

Pour parer au plus pressé avant de rendre le paysan propriétaire à la longue, on voulut le protéger dans sa location par le « *Land Act* » de 1870. Dorénavant le landlord devra indemniser son tenancier :

1° en cas d'éviction arbitraire ;

2° pour améliorations apportées par le preneur au bien loué ;

3° s'il s'oppose à la sous-location ou à l'aliénation de la tenure.

Ce n'était pas tout ce qu'on demandait, car on réclamait en plus une fixation légale et bénigne du taux de loyer. Mais c'était déjà une large mesure d'équité marquant une ère nouvelle de concessions dans un esprit de bon augure, et promettant de futures réformes et de plus amples réparations. C'est alors qu'à son ordinaire Paddy s'en mêla pour tout gâcher ! Ces promesses d'âge d'or allaient nous faire oublier que nous sommes en Irlande.

Les pêcheurs en eau trouble guettaient leur heure. Les griefs religieux apaisés, le terrorisme des Fenians vaincu et expié, il leur fallait trouver une autre étiquette, d'autres prétextes. De quoi souffre la pauvre Irlande ? De marasme économique, d'agriculture défectueuse, d'une répartition surannée de la propriété. C'est plus qu'il n'en faut pour rouvrir le sabbat, et les agitateurs reprennent à leur compte le mouvement agraire. Tous les titres de propriété sont remis en question, on remonte à Henri II, à Élisabeth, à Jacques I, à Cromwell. On déclare que tout a été volé, et qu'il faut tout rendre. Voilà pas mal de pain sur la planche. Peu importe que ces biens aient été enlevés à l'Église dont la main morte ne serait plus admise par les législations modernes ; ou à des clans qui ne connaissaient que la propriété collective et n'ont pu

transmettre des droits individuels ; ou à des rebelles légitimement dépouillés selon le droit public du temps. Peu importent trois siècles de prescription...

La formule préférée devient celle de Davitt, un survivant des complots de Fenians, repris de justice échappé de prison et énergumène aveuglé par une féroce exaspération : « Tuez tous les propriétaires terriens à coup de fusil comme des voleurs ou des rats ».

C'est sur ce programme que Davitt fonde sa « Land League » en août 1879 en profitant d'une nouvelle détresse agricole causée par une suite de mauvaises saisons. En ce moment les évictions faisaient rage, car les landlords lésés par les trois clauses de la loi de 1870, mais gardant le droit de faire déguerpir tous ceux qui ne payaient pas leur loyer, avaient ainsi une chance de revanche et en usaient largement. Ils s'estimaient victimes d'une véritable loi d'exception violant à leurs dépens le droit commun de la propriété, et en voulant faire des exemples ils furent souvent cruels. La colère populaire gronda bientôt.

Sur ces entrefaites mourut le chef du parti parlementaire irlandais, Isaac Butt, homme de loi prudent et respectueux de la légalité, selon la tradition d'O'Connell. Son successeur, le fameux Charles Stewart Parnell, était d'une autre trempe, non

moins habile que Butt ou O'Connell à jouer de l'obstruction et de la procédure à Westminster, mais bien plus impétueux, sans remords ni scrupules sur le choix des moyens, et prêchant ouvertement la propagande par le fait. Tous les triomphes oratoires d'un des plus grands tribuns modernes ne peuvent nous faire oublier qu'il accepta d'étranges alliés et prôna de sinistres méthodes.

Il s'affiche en compagnie de Davitt et dès octobre 1880 prend la présidence de la « Land League ». Puis il s'en va en Amérique et prononce à Cincinnati son mémorable ukase : « La première chose nécessaire pour saper la puissance anglaise est de détruire les propriétaires irlandais. C'est ainsi que l'Irlande deviendra indépendante, car, ne l'oublions pas, le but ultime auquel nous devons tous viser est de briser le dernier chaînon qui tienne l'Irlande attachée à l'Angleterre ». C'est donc bien, sans équivoque, la doctrine de la séparation totale que ni ses prédécesseurs du groupe parlementaire, ni son successeur Redmond, n'osèrent jamais avouer aussi brutalement.

De retour dans son fief, Parnell précise ses instructions [1] : « Pour mettre fin aux évictions il faut punir tout homme qui ose reprendre une ferme dont un autre vient d'être chassé ; vous l'isolerez donc

1. Discours d'Ennis, 19 sept. 1880.

de ses semblables comme on faisait le vide autour des lépreux du temps passé ». Ce procédé, très adroit puisque la loi n'y apportait pas de sanction, fut adopté d'enthousiasme et appliqué aussitôt à tous ceux que la « Land League » dénonçait à la vindicte publique, propriétaires ou locataires, régisseurs ou petits commerçants « mal pensants ».

La première victime fut le régisseur de Lord Erne, le capitaine Boycott, dont le nom est passé en vocable international pour désigner le système. Il avait refusé de donner quittance à des tenanciers qui voulaient lui payer moins que les fermages convenus. Tout le monde lui tourna le dos et ses récoltes allaient pourrir faute de bras pour les enlever, quand cinquante volontaires arrivèrent d'Ulster lui porter secours sous la garde de 900 soldats.

Parnell avait été bien inspiré, l'Irlande entière prit goût à ce jeu ; il est resté et est encore une de ses calamités, et revient à tout bout de champ empoisonner sa vie. Le « boycotté » ne trouve plus à boire ni à manger dans ses alentours. Ses affaires sont ruinées, personne n'achète son bétail à la foire, le maréchal ne lui ferre plus son cheval, le charron ne répare plus ses chariots. Ses amis passent au large en se signant, ses enfants sont hués à l'école du village, tous s'écartent de son banc à l'église. On a vu des pères ne plus oser entrer chez leur fils ; un boutiquier tout au plus soupconné d'a-

voir vendu quelque chose au condamné voit les clients l'abandonner avec terreur. Si le boycotté est malade, pas de médicaments à se procurer, s'il meurt, pas de menuisier pour lui faire un cercueil, ni de fossoyeur pour creuser sa tombe.

Ces aménités réussirent tellement bien que la Ligue y eut recours pour recruter ses membres. Elle eut ses tribunaux, rendit ses arrêts, et malheur aux tièdes, aux neutres, aux hommes d'ordre. Une commission d'enquête conclut en ces termes : « Le peuple a plus peur du boycottage que des jugements des cours de justice ». Je laisse à penser tout le parti qu'en pouvaient tirer les rancunes personnelles, les délateurs anonymes et les petites vengeances louches.

A côté de cela, les anciens moyens violents sont toujours en vigueur, de préférence les mutilations de bestiaux et cette autre spécialité nationale, le « cattle driving » qui consiste à aller la nuit chasser les bêtes sur les routes et les égarer à plusieurs kilomètres de leurs pâtures. Il y eut 4439 de ces attentats agraires en 1881, et la Ligue fut toute-puissante, avec des comités locaux dans les moindres coins de l'île; on alla jusqu'à créer une « Land League » pour femmes et une pour enfants. Malgré la pastorale de l'archevêque catholique Mac Cabe réprouvant cette agitation terroriste, les excès n'eurent plus de bornes.

Dans toutes crises de ce genre, l'Irlande pratique un même abus, et les partis de violence sont sûrs d'une même sauvegarde : il est impossible de trouver des témoins qui accusent ni des jurys qui condamnent, et la justice est réduite à une humiliante impuissance. C'est pourquoi le gouvernement est toujours acculé à l'une des solutions suivantes contre lesquelles nos honnêtes Irlandais protestent avec une égale indignation : ou truquer les jurys en en écartant les catholiques, puisqu'on est certain de trouver en eux des complices et non des juges ; ou voter des lois d'exception et de répression sommaire, sans passer par des formalités judiciaires dont Paddy a fait une parodie ; ou, si l'on est en guerre comme en 1916, proclamer la loi martiale et laisser rétablir l'ordre par un général « qui prend les choses au sérieux ». Dans les trois cas l'Irlande se dit toujours persécutée et se met à vénérer de nouveaux « martyrs ».

Gladstone, qui n'avait cependant rien d'un tyran ni même d'un justicier, qui encouragea au contraire trop d'insurrections par ses sympathies mal déguisées, fut débordé et dut demander des lois de sûreté publique, un « Coercion Act », et un « Arms Act » pour interdire le port d'armes. Mais en bon radical, plus indulgent pour la démagogie que pour le droit établi et la tradition, il accorda en même temps au paysan irlandais un privilège réclamé en vain en 1870,

et que beaucoup trouvent exorbitant. La Charte agraire de l'Irlande s'intitule familièrement « les trois F », soit « fixity of tenure, free sale and fair rent ». La loi de 1870 avait consacré les deux premiers, c'est-à-dire garant la prolongation des baux en empêchant l'éviction arbitraire, et permis au locataire d'aliéner ses droits ou de se faire indemniser par le propriétaire si celui-ci s'y oppose. Restait la « fair rent » ou fixation équitable dut aux de loyer : ce fut l'œuvre de la loi de 1881. Le fermage sera dorénavant fixé pour 15 ans par décision judiciaire en cas de désaccord entre bailleur et preneur, et après ces 15 ans, au renouvellement du bail, un nouveau recours est ouvert soit au landlord pour faire élever le taux, soit au tenancier pour le faire réduire. Le premier ne peut plus évincer l'autre que pour défaut de paiement et en somme la durée légale obligatoire de 15 ans permet au locataire de sous-louer à bien meilleur compte. Est-il nécessaire d'insister sur le caractère vraiment révolutionnaire de pareilles réformes ? Nous voilà loin du code Napoléon et autres législations occidentales.

En 1882, pour tirer de l'ornière les malheureux sans ressources, une « Loi sur les Arrérages » leur fit don du loyer d'une année jusqu'à concurrence de 30 livres. Enfin, à partir de 1887, le tenancier insolvable sera maintenu dans sa location pendant six mois après le jugement d'éviction, avec faculté de

vendre ou racheter sa tenure durant ce délai. Pour tous ces empiétements au droit commun les landlords n'obtenaient aucune compensation, et leur propriété se trouvait soudain considérablement dépréciée.

On peut donc dire que le paysan irlandais jouit d'une sécurité peu commune, et serait envié par nos campagnards... si les lois seules faisaient le bonheur, et si les qualités individuelles d'initiative et de persévérance ne valaient pas cent fois mieux.

L'Irlande fut-elle satisfaite d'obtenir ce qu'elle avait tant demandé ? Pas le moins du monde. Les agitateurs, inquiets de voir les griefs se dissiper, en imaginèrent d'autres. Voyant les « tenants » d'humeur à se calmer et à consentir un essai loyal du nouveau régime, Parnell, sans doute pour obéir à ses pourvoyeurs d'Amérique qui ne voulaient l'apaisement à aucun prix, lança l'interdit et fit de son mieux pour faire échouer la loi de 1881. Gladstone, indigné de cette mauvaise foi criante, perdit patience et jeta Parnell et Dillon en prison. Les prétextes ne manquaient pas, et cent appels à l'émeute et au crime eussent justifié ces arrestations bien avant cela. La « Land League » riposta en enjoignant aux fermiers de ne plus payer aucun loyer, et l'hiver se passa dans une extrême effervescence.

Soudain, en mai 1882, Gladstone, par un de

ses coups de tête caractéristiques, et toujours au regret d'avoir été trop ferme, voulut changer de personnel et de politique, relâcha ses prisonniers, se sépara de deux ministres qui ne voulaient plus retomber dans les faiblesses de l'avant-veille, le vice-roi Lord Cowper et Mr. Forster, secrétaire d'État pour l'Irlande, et envoya à leur place Lord Spencer et Lord Frederick Cavendish.

La réponse des ligueurs irlandais fut digne de leurs antécédents. Les deux ministres porteurs des consignes de clémence et de laisser faire arrivent à Dublin le 6 mai 1882. Le soir même, Cavendish et son sous-secrétaire Thomas Burke, se promenant dans le parc de la ville, sont assassinés à coups de bistouri. Ce célèbre crime de Phoenix Park a marqué une date : il eût dû montrer pour de bon à tous les gouvernements à venir qu'on ne parlemente pas avec le terrorisme, et qu'il est fou de caresser des chiens enragés. Mr. Asquith et ses radicaux ont voulu s'y risquer une fois de plus, et mal leur en a pris : leur mésaventure de 1916 n'étonnera personne.

Gladstone, la mort dans l'âme, dut encore se résigner à sévir, et son « Crimes Prevention Act » de Juillet 1882 fut enfin la revanche du bon sens. On avait eu 2 597 attentats agraires pendant les six premiers mois de l'année, on n'en eut plus que 836 pendant l'autre moitié. La « Land League »

en mourut, et une autre association, la « National League », reprit son rôle et son programme avec non moins de haine mais un peu plus de circonspection... Et quand le « Crimes Prevention Act », voté pour trois ans, vint à expirer en juillet 1885, on eut aussitôt 543 attentats pendant le deuxième semestre au lieu de 373 durant le premier, et trois fois plus de personnes boycottées.

Pendant l'été de 1885, Gladstone dut céder la place pour quelques mois au Cabinet conservateur de Lord Salisbury, et l'Irlande n'y perdit rien. Elle eut un peu moins de rhétorique, mais en échange une grande loi d'inspiration pratique, « constructive », comme disent volontiers nos amis d'Angleterre. Il est bon d'observer que ce contraste entre les deux partis s'est accentué par la suite, les libéraux prodiguant de plus en plus à l'Irlande leurs beaux discours, leur sympathie larmoyante, épousant ses colères et excitant ses impatiences ; les tories au contraire ne badinant pas avec les fauteurs de désordre, exigeant avant les palabres la soumission à la loi, mais ne refusant jamais l'examen consciencieux et bienveillant des griefs, et ne marchandant pour les dissiper ni sacrifices matériels ni concessions de principes.

Par leurs lois agraires de 1885 ou « Lois Ashbourne », ils montrèrent aux démagogues qu'il y a moyen de donner aux pauvres sans voler les

riches comme le voulaient Parnell et Gladstone. D'un bond, après 15 ans de gâchis interventionniste, d'utopies radicales et communistes, nous rentrons dans la saine raison.

Forcer un propriétaire à tolérer indéfiniment un tenancier qui ne le paie pas ; donner à ce dernier un droit illimité de sous-louer et dénier au propriétaire le choix de ses locataires ; faire taxer en justice le taux des fermages, tout cela part peut-être d'excellentes intentions, mais c'est faire fi de la paix sociale et des lois économiques élémentaires. Si vous voulez vraiment multiplier les petits propriétaires ruraux, ayez le courage de refréner la curée populaire et de payer honnêtement ce que vous allez distribuer. En deux mots, pour morceler, achetez si possible, expropriez s'il le faut : c'est ce que firent les lois « Ashbourne », « Balfour » et « Wyndham ».

En vertu de la loi Ashbourne, l'Échiquier avance aux locataires 5 millions de livres sterling pour acquérir les terres des landlords désireux de vendre ; l'acquéreur se libérera envers l'État par 49 annuités. Le subside, doublé en 1888, fut épuisé en 1891, ayant rendu propriétaires 25 000 anciens tenanciers. Le succès de cette vaste entreprise de rachat a dépassé les espoirs, mais avouons que dans l'état troublé de l'Irlande, devant son mépris incurable des lois « saxonnes », devant des débiteurs

niant devoir quoi que ce soit à l' « usurpatrice », le prêteur anglais courait gros risque. En travaillant et en s'instruisant, en versant régulièrement leurs annuités, en devenant plus probes, plus dignes, plus soucieux de progrès et d'amélioration technique, ces fermiers ont prouvé que le peuple irlandais valait mieux que ses meneurs. Malheureusement, en 1885, les meneurs étaient encore les maîtres et Parnell le héros national.

* * *

L'année suivante surgit un fait nouveau, et de la plus grande importance pour éclairer la suite des rapports anglo-irlandais de 1886 à nos jours, le jeu des partis et le développement des programmes politiques : Gladstone reprend le pouvoir avec une majorité libérale trop faible et doit y suppléer en s'appuyant sur les 82 voix du groupe nationaliste. Voilà l'Irlande arbitre des lois et du gouvernement de son ennemie séculaire ! Cette situation, avec tous les chantages qu'elle comporte, s'est représentée depuis à plusieurs reprises.

Gladstone s'était probablement rallié au *Home Rule* avant 1886, mais il avait été chef de cabinet plus de dix ans durant sans oser lier son sort à cette réforme. Cette fois Parnell ne lui permet plus de tergiverser; il présente donc son premier bill

de *Home Rule* le 8 Avril 1886. Il est inutile de rappeler les grands traits de ce projet mort-né.

Huit jours après, Gladstone payait aux Nationalistes l'autre moitié de sa rançon en proposant une spoliation agraire parfaitement inique. Il voulait racheter en trois ans de temps, pour les distribuer aux paysans, les terres des landlords irlandais, moyennant 1 milliard et demi. Or un recensement cadastral récent et notoirement insuffisant les avait évaluées à 3 milliards. Ces expédients de démagogue aux abois eurent leur juste retour, l'Angleterre n'étant pas encore assez veule pour capituler devant les Fenians et les boycotteurs. Un des premiers lieutenants de Gladstone, Joseph Chamberlain, naguère radical intraitable, tout à coup transfiguré par le patriotisme comme le Lloyd George d'aujourd'hui, sonna l'alarme en désavouant son chef. Le vieux John Bright, l'une des gloires du radicalisme anglais, fit de même; les libéraux dissidents prirent le nom de Libéraux-Unionistes et s'allièrent aux conservateurs.

En plus de ces tiraillements parmi les vedettes politiques, un autre mouvement, disons même une convulsion populaire, vint hâter la réaction de l'opinion publique anglaise. L'Ulster protestant, dont nous avons dû tant parler dans l'histoire des deux siècles précédents, s'était tenu assez coi depuis l'Union de 1800. Ses grands intérêts moraux

et nationaux étant saufs, et se sentant protégé par la tutelle impériale, il avait préféré vivre en paix, travailler et développer ses magnifiques industries plutôt que de perdre son temps aux folies de ses cousins du Sud. Soudain l'Ulster bougea. Le réveil était brusque, la coalition du grand parti libéral et de Parnell ravivant toutes ses inquiétudes. N'allait-on pas le livrer à nouveau en servage à un Parlement de Dublin? et non plus au Parlement de Grattan dont Londres pouvait tirer les ficelles et garder le contrôle. Quand l'Ulster comprit qu'on allait le trahir, l'abandonner aux Fenians, aux dynamitards, aux boycotteurs, il y eut de terribles émeutes à Belfast de juin à janvier, et l'Angleterre fut désormais prévenue que le *Home Rule* ne la sauverait pas de son cauchemar irlandais. Ce sursaut de l'Ulster et ces incidents de Belfast sont le vrai point de départ de toute la phase moderne de la question irlandaise.

Enfin, le 5 août 1885, malgré l'éloquence entraînante et l'activité prodigieuse du « Grand Vieillard », la nation confia son mandat à Lord Salisbury en approuvant son programme de politique irlandaise, « vingt ans de gouvernement énergique ». La promesse fut tenue, et l'occasion s'offrit sans tarder.

Les ligueurs irlandais, surpris par la déroute de leurs alliés anglais, imaginèrent une tactique nou-

velle, surnommée le « plan de campagne ». Les paysans eurent l'ordre de ne plus payer que ce qu'ils jugeaient raisonnable et, si le propriétaire n'acceptait pas l'offre, de verser la somme à un comité de la Ligue. Celui-ci indemniserait alors avec cet argent les tenanciers qui seraient évincés. Comment Paddy eût-il pu résister à cette tentation ? Il ne se doutait pas de ce que la Ligue comptait faire de ses écus : une enquête de 1892 révéla qu'elle avait encaissé 235 000 livres sterling et n'en avait rendu aux malheureux que 125 000. Le reste avait servi de « contribution à la propagande nationale ». Cela rappelle cet Irlandais d'Amérique envoyant à Parnell 25 dollars, « 5 pour du pain et 20 pour du plomb, 5 for bread et 20 for lead ».

Devant ce retour à l'anarchie, un homme se présenta pour sauver l'Irlande malgré elle par une politique de justice et de fermeté : Lord Salisbury donna la direction des affaires irlandaises à Mr. Arthur Balfour, l'une des plus belles figures d'hommes d'État du monde moderne. L'Irlande a longtemps craint et injurié ce nom-là, elle a fini par le respecter.

Fermeté d'abord : supprimer la Ligue, mettre sous la férule des lois d'exception les régions insurgées, traquer les provocateurs et les criminels, leur enlever le recours à des jurys corrompus ou intimidés. Balfour sut rester sourd aux criailleries,

aux vitupérations, aux fausses indignations, au pathétique d'emprunt. Il avait à rétablir l'ordre et à faire régner la loi, et la loi régna. L'Irlande, qu'elle s'en doute ou non, lui doit les fondations de sa prospérité présente, la sécurité du capital et la protection des travailleurs honnêtes.

Par contre le ministre sut être clément pour les malheureux et juste pour les gens de bonne foi. Nous avons déjà cité sa loi de 1887, accordant à l'insolvable des délais inusités pour se racheter. En 1891, Mr. Balfour, reconnaissant les effets heureux de la loi Ashbourne, en conçut une application plus vaste : il obtint pour cela du Parlement un crédit de 750 millions. Un Conseil des districts surpeuplés, « Congested Districts Board », fut chargé de distribuer cette manne jusqu'en 1911, au fur et à mesure des besoins pressants d'une part, de l'autre des bonnes occasions de rachat.

Cet organe, qui joue évidemment dans la vie de l'Irlande un rôle considérable, n'a nullement donné ce qu'on en attendait. Mr. Balfour et son parti, tout en restant opposés à la séparation législative des deux îles pour de puissants motifs et des intérêts supérieurs, étaient volontiers disposés à concéder à l'Irlande une large part de *self-government*. Il leur paraissait sage d'y arriver progressivement, et de commencer par accorder une autonomie administrative restreinte : le Conseil des districts

surpeuplés en fut le premier essai, et devait pour cela comprendre une majorité d'Irlandais. On fut vite déçu. Le Conseil fut dominé dès la première heure par les théoriciens en quête de fantaisies économiques, et par des « patriotes » plus avides de chercher noise aux Anglais que de faire du bien à leur peuple. Son influence et ses millions servirent sans tarder d'instruments politiques, il oublia sa raison d'être et devint un foyer d'intrigues.

L'expérience n'en fut pas moins utile, et l'on peut en féliciter Mr. Balfour. Les uns lui savent gré d'avoir démontré par une leçon de choses que l'Irlande est trop pressée et n'est pas mûre pour cette autonomie tant désirée. Les autres, les Irlandais, devraient le remercier d'une aussi grande concession, d'un premier pas dans la voie de leurs rêves... mais quand donc l'Irlandais remerciera-t-il un Anglais ?

En 1893, Patrick va connaître de nouvelles mais brèves ivresses. Gladstone est rentré en scène avec une faible majorité, encore à la merci des votes nationalistes, et propose son deuxième projet de *Home Rule*. Il est plus compliqué que celui de 1885 : en outre de son Parlement de Dublin l'Irlande gardera 80 députés à Westminster. Ils ne pourront plus voter sur les questions purement britanniques, mais Gladstone lui-même s'est avoué incapable de

« tracer une distinction pratique entre les affaires impériales et non impériales »[1].

L'Angleterre a toujours un faible pour la politique libérale, mais elle supporte mal qu'on la livre au bon plaisir de 80 rebelles irlandais quand on a besoin de leurs votes : Gladstone voulant lui imposer ce joug une deuxième fois, elle le secoua avec la même colère. L'Ulster fit entendre à nouveau son cri de détresse, des meetings monstres surgirent partout, et la Chambre des Lords, par 419 voix contre 41, rejeta le bill de Gladstone. L'élection de 1895 confirma ce verdict et chassa les radicaux du pouvoir pour dix ans. Le vieux Sénat héréditaire avait interprété la volonté nationale avec plus de courage et de loyauté que les démagogues.

Mr. Gerald Balfour remplace son frère au Secrétariat d'Irlande, et propose une formule nouvelle, « kill Home Rule with kindness », tuer le Home Rule par la bonté... Il débute par la loi agraire de 1896, tranchant uniformément en faveur des tenanciers plusieurs points contestés de la loi de 1891, et leur donnant des tas de petits privilèges qui sont pour les propriétaires de gros sacrifices sans indemnité. Par exemple, obligation de vendre aux occupants tout domaine obéré géré par un liquidateur ; pour toutes améliorations apportées

1. Ch. des Communes, 8 avril 1886.

au bien loué depuis 1850, on institue d'office une présomption légale au profit du locataire, etc...

On doit surtout à Mr. Gerald Balfour deux créations plus importantes, un Ministère de l'Agriculture propre à l'Irlande, et la grande loi de 1898 sur le Gouvernement local.

Le Ministère s'intitulait « Département Irlandais de l'Agriculture et autres industries, et d'instruction technique ». On lui transférait les fonctions jusque-là éparpillées en vingt administrations mal coordonnées, gérance et distribution de subsides, inspections, introduction de méthodes modernes, organisation de l'enseignement professionnel et de l'éducation en général, etc... La principale innovation était de confier toute cette mise en valeur à des Irlandais, et à des Irlandais élus par leurs compatriotes.

L'autre institution, la loi de 1898 sur le « Local Government », part du même principe, c'est-à-dire laisser de plus en plus les Irlandais diriger leurs affaires eux-mêmes. Mr. Gerald Balfour reprit là une idée de son frère et la fit triompher : cette réforme donnait à l'Irlande, en lui laissant élire des Conseils de Comté et de District, le droit de fixer ses impôts provinciaux, et d'en faire l'usage qu'elle voudrait. C'était donc étendre l'expérience tentée par M. Arthur Balfour dans son « Congested Districts Board » de 1891, un pas de plus, avec

prudence et précaution, vers l'autonomie du programme nationaliste.

Hélas, les résultats pratiques ne furent pas plus brillants, car ces conseils firent très peu de bon ouvrage et beaucoup de basse et stérile agitation. Inaugurés en 1899, ils saisirent aussitôt l'occasion de montrer à cet Empire conciliant les fureurs de la haine irlandaise; presque tous votèrent des adresses d'insultes pour la Couronne et de sympathie pour les Boers, et, à chaque revers anglais, acclamèrent publiquement l'ennemi victorieux. Pendant ces lugubres heures de défaite, l'Irlande goûta vraiment des joies sans mélange.

Et les générosités du Parlement Britannique, concessions agraires ou politiques, loin d'apaiser les rancunes, ne rendent l'Irlandais que plus gourmand et plus menaçant; à force de recevoir son dû, il avoue des convoitises plus exigeantes. Comme tous les landlords ne se dépouillent pas à la fois, comme il faut attendre que les occasions de rachat se présentent, certaines contrées et certains tenanciers obtiennent satisfaction plus vite que d'autres. Et ces autres sont jaloux et se morfondent.

Dès 1898 apparaît la plus récente des ligues agraires, l'*United Irish League*; tout « patriote » qui se respecte en fait bientôt partie. Elle exige deux choses la suppression des pâturages : et le

rachat forcé, l'expropriation radicale des propriétaires récalcitrants. « Obligez les landlords à nous vendre leurs terres ». On recourt à tous les moyens violents des ligues précédentes, boycottage, refus de payer les loyers, etc...

Les landlords, fort las de ces tracas continuels, convièrent les chefs de la Ligue à conférer avec eux, leur promirent qu'ils vendraient volontiers s'ils étaient un peu mieux dédommagés, et l'on se mit d'accord pour soumettre au Gouvernement une proposition commune : d'où la dernière grande loi agraire, le « Wyndham Land Act » ou mieux « Irish Land Purchase Act » de 1903. Cette mesure héroïque ouvrait une avance de fonds vraiment énorme, évaluée d'abord au total à 2 milliards et demi de francs, plus tard à 4 milliards et demi, par emprunts annuels de 125 millions sur le marché de Londres. Propriétaires vendeurs et tenanciers acheteurs débattront leur prix librement, le feront ratifier par trois « Commissaires fonciers ». Sur ce prix, le Trésor versera au vendeur un surcroît de 12 pour 100. Les acquéreurs ne se libéreront plus en 49 annuités comme ceux de la loi de 1885, mais en 68 ans et demi, soit environ à 3,25 pour 100 l'an du capital avancé par l'État au landlord. En un mot l'État rachète pour de bon, avec de l'argent anglais, tout le territoire irlandais pour le repasser aux indigènes, et supporte tous les

risques du remboursement, de crises économiques, de révolution politique.

Tout autre pays que l'Irlande eût remercié du beau geste. Certains osent comparer les Irlandais aux Polonais de Posnanie et les landlords aux junkers; c'est oublier que les lois de M. de Bülow pratiquent l'opération inverse, en expropriant au contraire les indigènes au profit de colons implantés — à l'instar de Jacques I et de Cromwell, et sans l'excuse d'insurrections à châtier.

*
* *

Dès ce jour les griefs — sinon les troubles — agraires ont disparu, et j'en clos l'exposé. Le nombre des évictions était tombé de 5 200 en 1881 à 670 en 1895. La taxation de fermage par voie judiciaire avait été appliquée jusqu'en 1906 à 480 000 baux, avec réduction moyenne de 20 pour 100 (v. « Report of Irish Land Commission » 1905-1906), la réduction globale était de 172 millions et demi de francs.

Enfin et surtout, le peuple irlandais a changé d'état social. Sur 550 000 occupants environ, 74 000 étaient déjà devenus propriétaires par suite des lois antérieures à 1903. On estime que 240 000 autres profiteront de la loi Wyndham. « Près de la moitié des terrains de culture d'Irlande a

déjà passé ou est en train de passer du landlord à l'occupant... Cette mesure a changé la face de l'Irlande. » « La loi de 1903 a opéré la seule transformation heureuse qu'ait jamais effectuée la législation anglaise en Irlande. » C'est ce que durent reconnaître aux Communes, le 23 novembre 1908, deux hommes qui n'étaient pourtant guère indulgents pour les conservateurs, le secrétaire d'État libéral Birrell, et Mr. W. O'Brien, le fondateur même de l' « United Irish League ».

Voilà donc de la bonne législation, une évolution fructueuse par des voies sages et sûres... Mais les troubles continuent, et nous en reparlerons plus loin, car les politiciens anglophobes et séparatistes n'entendent pas renoncer à une telle arme, et veulent malgré tout protester contre des griefs qui n'existent plus et des abus depuis longtemps réparés. On leur a donné la terre, ils demandent la lune. Plus vite, plus vite, expropriez tout, chassez le landlord ! Parfait, mais c'est encore cette égoïste Albion qui devra payer la note ? J'ai dit ailleurs à ce sujet : « Ou cette expropriation sera un vol, une confiscation, c'est-à-dire ne paiera pas équitablement la valeur du sol, ou elle restera financièrement impossible. » Et nous ne connaissions pas encore en ce temps-là l'expérience des songe-creux de Russie et les félicités de l'expropriation bolchevik.

Le ministre radical Birrell, compère des déma-

gogues irlandais, a voulu essayer en 1908 de leur donner satisfaction. Il rend hommage aux effets admirables de la loi Wyndham, mais il s'empresse de la rendre méconnaissable. La prime au landlord ne sera plus que de 3 pour 100. Le vendeur sera dorénavant payé non plus en espèces, mais en titres de rente à cours fictif, malgré les déceptions causées par cette même clause avant 1903. Et comme bien entendu les landlords ne montreront pour ce genre de transaction aucun enthousiasme, on se passera de leur consentement ; les trois « Commissaires fonciers » et le « Congested Districts Board » régleront tous ces achats à leur guise, avec pouvoir coercitif, fixeront seuls les prix de vente, feront des lotissements symétriques, transplanteront des paysans qui n'ont aucune envie de quitter leur village natal, etc...

Les projets de Mr. Birrell ont lamentablement échoué, comme on le lui avait prédit. Que diable ne s'était-il souvenu des mésaventures de Gladstone et de la faillite fatale des lois spoliatrices et malhonnêtes ? En six ans la loi Wyndham avait réussi à racheter 115 000 tenures, soit 19 000 par an ; la loi Birrell, en trois ans, n'en a liquidé que 2 154, pas plus de 700 l'an.

Quoi qu'il en soit, on a pu voir par ce résumé s'il est vrai que « l'Angleterre n'a rien fait pour l'Irlande. » Rien ? 43 lois agraires ou amendements

de 1860 à 1904 ! Décidément les Irlandais plaisantent. Les modalités et les détails des diverses lois énumérées pourraient être critiqués par les légistes pointilleux ou les politiciens de surenchère, mais ne démentent pas l'esprit généreux dont s'est inspiré l'ensemble de ces réformes.

Et quel témoignage pourrait valoir celui de John Redmond, parlant en 1915 dans sa ville de Waterford à des Irlandais d'Australie ?

« Je suis allé en Australie demander secours pour un peuple esclave, affamé, désespéré, dans les affres d'une révolution, dépouillé de toutes libertés politiques, engagé dans une lutte à mort contre un système d'oppression brutale et écrasante... » (passons sur les exagérations.)

« Il y a 33 ou 34 ans de cela, pas plus. Quelle révolution dans l'intervalle ! Aujourd'hui le peuple possède le sol, les ouvriers vivent dans des habitations décentes ; aujourd'hui il y a liberté absolue dans le gouvernement local et la taxation locale du pays ; aujourd'hui nous avons la plus large franchise parlementaire et municipale. Nous savons que les tenanciers évincés, soldats blessés de la guerre agraire, ont été rétablis dans leurs foyers ou d'autres foyers aussi bons que ceux dont on les avait chassés. Nous savons que les districts surpeuplés, théâtre des plus effroyables horreurs des anciens jours de famine, ont été transformés, les fermes

agrandies, des logements convenables mis à la portée de tous, et qu'un esprit nouveau d'espoir et d'indépendance règne aujourd'hui parmi le peuple.

« Nous savons quelles lois ont amélioré les habitations de la classe ouvrière... Les locataires urbains sont protégés contre l'éviction arbitraire, sont indemnisés si on les dérange non seulement pour leur droit de séjour, mais pour dommages commerciaux qui s'ensuivent — c'est là bien plus de droits que n'en possèdent les locataires des villes d'Angleterre ou même de tous pays.

« Nous savons que nous avons enfin conquis la liberté de l'enseignement universitaire, que dans le degré primaire les 34 dernières années ont vu un progrès énorme de capacité et des moyens voulus pour y atteindre. Aujourd'hui nous avons en Irlande des pensions de vieillesse qui sauvent de l'hospice tout vieillard de 70 ans et lui laissent finir ses jours dans une aisance relative. Nous avons un système d'assurance industrielle pour préserver la santé publique, épargner au pauvre exténué de labeur, quand survient la maladie, d'être traîné à l'hôpital, et lui permettre d'être traité en bon chrétien. »

Pauvre Irlande ! Cruelle Albion !

CHAPITRE V

VERS LA CRISE (1906-1916)

Tel fut donc le passé de l'Irlande. Elle a beaucoup souffert, elle a souvent pâti de ses propres fautes. Elle s'est complu dans la récrimination, à tort ou à raison, elle s'est grisée de haine de races, enorgueillie de toutes ses violences. Ceux qui la connaissent bien, ceux qui l'approchent de près assurent que rien n'est changé. En s'insurgeant contre une oppression qui n'existe plus, ne nous fait-on pas croire que les insurrections de jadis n'étaient pas mieux fondées ?

Psychologie déroutante que celle d'un pareil peuple, hargneux lorsqu'on le caresse, plus mécontent à mesure qu'on s'ingénie à le satisfaire ? Il faudrait bien parler un peu du caractère irlandais pour expliquer ces paradoxes, mais on peut en juger aux actes. Paddy et ses amis vous diront qu'il n'est pas méchant ; il se peut, mais il est fâcheux que les apparences le forcent si souvent à protester de son innocence. Je regrette de ne pouvoir professer à

cet égard une indulgence béate qui ne s'apitoye que sur les rebelles malheureux.

Mais encore, il y a des rébellions justifiées ? Les caresses ont leur charme, nous dit le mâtin de la fable,... mais il y a la chaîne ! Est-ce vrai de l'Irlande du xxe siècle ? est-il possible qu'elle le croie de bonne foi ? Sans aucun doute il est malheureusement vrai qu'on le lui fait croire. Pour nous, pourquoi nous leurrer sur le bien-fondé de ces plaintes ?

Dans l'exposé de cette question complexe comme toutes les questions nationales, nous avons dégagé trois éléments, religieux, agraire, politique. Nous avons vu résoudre les deux premiers. On nous reprochera d'en oublier un quatrième, le sentimental ; il est certain qu'il doit jouer un grand rôle dans le patriotisme des Celtes mystiques et impulsifs. En fait il est surtout un jouet des meneurs politiques.

Il reste toujours aussi des fanatiques de religion ou des ruraux inassouvis, mais leurs accusations sont aujourd'hui trop factices et trop irréelles pour avoir grand poids. Seuls les politiciens les ramassent encore pour étoffer leurs plaidoyers.

Et que veulent ceux-ci ? des mandats de députés ou de conseillers, diront les cyniques, les menus profits et pots-de-vin d'une plèbe aussi facile à duper et à intimider. Mais ils sont éloquents, — l'éloquence de chez nous, le verbe sonore et l'élan fougueux peu familiers à l'Anglais, — et ils nous

jurent qu'ils vont mourir pour l'indépendance, la Nation, la Patrie. Ils ne mentent pas tous, certains sont morts en effet, et ceux qui meurent pour une belle cause, même pour une belle illusion, méritent toujours le respect. Mais ils ne meurent pas tous non plus; les autres ont soin de survivre pour veiller aux dépouilles. Ah! ce Parlement de Dublin! ce jour-là ils ne seraient plus députés, ils seraient ministres et chefs d'État, magistrats et trésoriers, que sais-je? Quelle vision d'Arcadie!

Chassons ces soupçons mesquins et faisons-leur le plus large crédit. Ne nous étonnons pas cependant si l'Ulster, qui voit tout cela d'un peu plus près et y a plus d'intérêts, se gausse de notre confiance et ne la partage pas. La question irlandaise actuelle, après l'élimination des griefs agraires et religieux, n'est plus en dernière analyse qu'une question politique, autonomie, séparation de deux races, création d'un nouvel État: or ce nouvel État devrait comprendre l'Ulster, qui ne veut en être à aucun prix. Et voilà deux questions irlandaises au lieu d'une, la question d'Irlande et la question d'Ulster.

Nous avons insisté sur les lointaines origines historiques de cette scission, vu le conflit s'apaiser depuis 1800 et se ranimer en 1885 par la faute de Gladstone. Les nécessités électorales du parti libéral anglais en ont fait aujourd'hui l'impasse que nous allons décrire.

En 1906, les libéraux anglais remportent un triomphe éclatant, la nation répudiant le protectionnisme impérialiste de Chamberlain. On n'avait guère parlé que de cela pendant la campagne électorale, et il était clair que les élus n'avaient ni sollicité ni reçu mandat d'accorder le *Home Rule* à l'Irlande. Deux des nouveaux ministres eurent la loyauté de l'avouer.

« Notre majorité nous a été donnée pour défendre le libre échange, disait Mr. Asquith le 4 janvier 1906. Essayer de l'utiliser pour introduire le *Home Rule* serait une malhonnêteté politique... Le Gouvernement aura soin de rendre l'administration de l'Irlande plus éclairée et plus libérale. » Et Sir Edward Grey, le même jour : « La grande question de cette élection a été le libre échange, c'est pour cela que le peuple nous a élus, et il ne serait pas loyal d'en profiter pour établir un parlement irlandais. Nous sommes libres cependant de développer en Irlande le gouvernement local ».

La majorité libérale était sûre. Avec l'appui des nationalistes et socialistes, le Cabinet Campbell Bannermann avait 354 voix de plus que les unionistes ; sans ces alliés, il dépassait encore de 104 voix toutes oppositions coalisées, et n'était donc plus esclave des votes irlandais comme l'avait été Gladstone. Mais sa tendresse pour l'Irlande n'était pas douteuse. La plupart des membres du Cabinet étaient de vieux

lieutenants de Gladstone, Home Rulers convaincus ; le fils du « Grand Old Man » en faisait partie. Le nouveau vice-roi, Lord Aberdeen, avait déjà occupé le poste en 1886 ; le nouveau secrétaire d'État pour l'Irlande, Mr. James Bryce, juriste et historien de marque, fut nommé l'an suivant ambassadeur à Washington où ses sympathies irlandaises lui assuraient précisément bon accueil. Tous ces Gladstoniens ne pouvaient donc manquer de reprendre tôt ou tard les projets favoris de leur ancien chef; tous l'avaient juré naguère dans l'opposition. Ce n'était qu'une affaire de temps et d'opportunité.

« L'Irlande est tranquille », nous dit le secrétaire d'État Bryce en entrant en fonctions. Un an plus tard, Mr. Birrell déclare « l'Irlande plus paisible qu'elle ne fut jamais depuis 600 ans ». C'était vrai grâce à leurs prédécesseurs. Le malheur veut que quand on détrône un parti on ait la manie de dénigrer ses meilleurs actes, et de vouloir faire autrement pour le plaisir de la contradiction. C'est ce qui va se passer.

En 1906, rien de saillant, on s'installe, on s'observe. Puis, sans tarder, les Nationalistes veulent des gages ; avant tout, un personnel nouveau dans les administrations de Dublin, des gens qui leur plaisent et ferment les yeux sur leurs ligues et leurs boycottages.

En 1907, Mr. Bryce part aux États-Unis et est

remplacé par Mr. Augustine Birrell. Mr. Birrell est un homme d'esprit et un essayiste amusant, avocat et homme de lettres, beau parleur et pas méchant — il n'a pas d'ennemis — mais trop dilettante pour comprendre que l'Irlande a parfois besoin de se sentir gouvernée. Il lui a fallu neuf ans pour apprendre qu'on ne doit pas plaisanter avec des voleurs de bestiaux et des insurrections à main armée, et qu'il y a des indulgences coupables : seule, la rébellion de 1916 est venue le tirer de ses rêves souriants. Sa formule constante était de laisser à l'Irlande une autonomie de fait, en attendant la consécration constitutionnelle — mais une autonomie toute différente de celle des conseils provinciaux, etc... dont on s'était contenté jusque-là. Il se mettait tout simplement aux ordres des Nationalistes, et si ceux-ci approuvaient ou condamnaient quoi que ce fût, le ministre endossait, s'inspirant de leurs moindres désirs, prenant leurs conseils, en somme leur servant d'homme de paille. Quant aux résultats, il en jugeait aussi par leurs récits, et tout lui paraissait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Or, voici les hommes auxquels il accordait cette aveugle confiance, voici les faits dont il niait la gravité pour leur plaire.

Les réformes agraires, surtout celle de 1903, avaient opéré en Irlande une révolution non

seulement matérielle mais morale. Les paysans et les landlords avaient pris contact dans les négociations de rachat, avaient la plupart du temps constaté une bonne volonté réciproque, et leurs animosités séculaires avaient fait place à un esprit d'apaisement. Un moment, il y eut vraiment de l'émulation à réparer les ruines, l'Ulster et l'Angleterre voyaient avec joie poindre parmi les Celtes un sens pratique jusque-là inconnu, et y trouvaient enfin la promesse du salut de l'Irlande. Les principaux *businessmen* de l'île, Lord Iveagh, propriétaire des fameuses brasseries Guinness, et Lord Pirrie, chef des chantiers géants de constructions navales de Belfast, offrirent de subsidier à eux deux un service automobile pour mettre en valeur tous les coins trop pauvres ou trop éloignés où l'on ne pouvait espérer de chemins de fer. Lord Castletown reprit la propagande pour les industries locales, si lamentablement déchues, par une grande Exposition des Industries Nationales. C'était de la bonne semence, on travaillait, on restaurait, on allait récolter. De 1895 à 1905, les dépôts dans les caisses d'épargne avaient doublé.

Lord Charles Beresford ouvrit à Londres un club pour Irlandais de toutes opinions ; les Londoniens mêmes arboraient la feuille de trèfle le jour de Saint Patrick. On commençait à se comprendre, on allait peut-être finir par s'aimer... C'est alors

que le politicien intervint. Hélas, l'Irlande est incapable de résister à l'appel des brouillons et des violents.

Le politicien tint un raisonnement très simple : c'est que cette bonne entente nuisait à son prestige, et qu'il n'y avait plus place pour lui dans ce concert harmonieux. Et il agita alors son épouvantail traditionnel : « Les bienfaits vont nous séduire, repoussons les bienfaits ! si l'Anglais se fait bon, si nous acceptons ses bontés, comment l'injurier encore pour exiger l'indépendance ? et qui se soucierait encore de l'indépendance si tout allait bien sans elle ? Il ne faut pas que tout aille bien ». Périsse l'Irlande plutôt que le Nationalisme !

Cette croisade fut prêchée dès 1903 par Mr. John Dillon. Mr. Dillon est aujourd'hui le chef du groupe nationaliste parlementaire depuis la mort de Mr. Redmond en mars 1918. Il a 67 ans. Il a été dans sa jeunesse, au temps où, favori de Parnell, il fut emprisonné avec lui pour des délits du même genre, le type de l'énergumène irlandais. Je n'oserais dire qu'il ne l'est plus ; il a tenu pendant cette guerre des discours bien inquiétants.

En 1903, le député Dillon bouscula donc les augures du parti nationaliste qui voulaient faire l'essai loyal de la loi Wyndham pour donner enfin au peuple les terres tant désirées. Dillon les trouva pleutres et niais. Il prit sur lui de faire échouer la

conciliation, avouant hautement son but et ses arrière-pensées. Il pourchassa surtout les nobles et les propriétaires anglo-irlandais les mieux disposés envers leurs tenanciers, jurant de les lasser de leur bienveillance, et ne s'en cachant pas.

La loi votée, il organisa une savante obstruction pour en fausser l'application. Comme il fallait pour ce rachat obtenir du capitaliste anglais 125 millions d'emprunt par an, Mr. Dillon s'efforça de le décourager, de jeter le discrédit en disant aux Communes que le paysan ne paierait pas ses annuités et que le prêteur anglais faisait un placement périlleux. Mr. Wyndham, ayant prévu une perte d'émission, comptait y pourvoir en réduisant de 6 millions le budget de la police et en licenciant 2000 gendarmes, puisque l'île était rentrée dans le calme ; le parti Dillon provoqua aussitôt les rafles de bestiaux et les attentats agraires sans la moindre excuse et réussit non seulement à empêcher toute diminution de la gendarmerie, mais à la faire renforcer avec un supplément de frais de 2 millions et demi. Enfin Mr. Dillon savait que la loi agraire de 1908 allait annuler tous les heureux effets de la loi Wyndham : c'est bien pour cela qu'il l'approuva. En avril 1910 Mr. O'Brien nous apprit qu'il avait négocié avec Mr. Lloyd George pour faire dégrever le contribuable irlandais, et avait trouvé le Ministre des Finances tout prêt à le faire, mais que Mr.

Dillon avait mis délibérément les bâtons dans les roues.

Avais-je raison de dire que le mécontentement irlandais est plutôt factice ?

Depuis le régime Birrell, la politique de Mr. Dillon a eu beau jeu. De 1906 à 1908, les attentats contre la propriété passent de 20 à 89 ; les attentats agraires de 20 à 128 ; les attentats non agraires, de 36 à 65 ; les enlèvements de bestiaux (*cattle driving*) d'un nombre négligeable à 681 ; le nombre de personnes placées sous la protection permanente de la police, de 196 à 335.

De 1905 à 1908, les tentatives de meurtre passent de 11 à près de 100 ; les crimes commis au moyen d'explosifs ou armes à feu, de 61 à 213 ; les cas de boycottage de 162 à 874 ! (Mr. Birrell, lui, ne veut retenir que 197 boycottages *en cours* et ne tient pas compte de ceux qui ont rempli leur but dans le courant de l'année, c'est-à-dire pris fin par la soumission des victimes). Et tout cela se fait au grand jour, les ligues tiennent leurs assises, édictent leurs condamnations, les journaux les publient avec menaces et proclament ouvertement l'interdit contre des citoyens paisibles, sans que le gouvernement s'en émeuve. « Saturnale de crimes », gémit un magistrat. Qu'en pense Mr. Birrell ?

Sa réponse est caractéristique. « Je ne veux pas, pour obtenir quelques condamnations de plus,

violer et détruire nos grandes traditions libérales et mes propres espérances touchant l'avenir de l'Irlande [1]. » Aussi relâche-t-il au bout de quinze jours des individus condamnés à trois mois de prison. Les juges sont découragés.

Pour le surplus, il ergote, trouve qu'il y a moins d'attentats qu'en 1887 — il oublie que sa police a ordre de ne pas faire de zèle et de tolérer des tas de choses autrefois réprimées sévèrement. Pressé de questions alarmées, il s'oublie, il dit une bêtise : « C'est le devoir des gens d'Irlande de protéger eux-mêmes leur propriété. » Voilà qui est réjouissant pour des contribuables ! Pourquoi donc paient-ils des budgets de police ? Le ministre assure même que le boycottage n'a pas grande importance. Les malheureux persécutés sont sans doute d'un autre avis, tels, entre cent autres, ce Mr. Harris Martin qui ne peut sortir de chez lui sans être entouré de 7 policemen — ou n'importe quel landlord qui, ne voulant pas vendre ses propriétés avec une perte de 50 pour 100, voit brûler ses meules, mutiler ses bestiaux, lapider ses domestiques, essuye des coups de feu au crépuscule, etc... Mr. Birrell trouve cela fort anodin. Décidément le radicalisme n'engendre pas la bonne foi, et c'est tout naturel puisque radicalisme veut dire parti pris.

1. Ch. des Communes, 24 fév. 1909.

L'Irlande est donc livrée au bon plaisir des ligues, Mr. Dillon et ses amis sont rois. Mr. Redmond, qui eût voulu réagir en 1903, a cédé depuis longtemps ; Mr. O'Brien, qui a protesté, a dû quitter le parti.

Autre exemple de ce mauvais gré, de cette obstruction systématique. Malgré tous les agitateurs, l'Irlande était en voie de redevenir prospère, et très vite. Un de ses bons génies, Sir Horace Plunkett, lui avait enfin donné un sage conseil : travailler, réorganiser la vie économique en comptant sur soi-même et non sur l'État Providence. La politique pouvait attendre, on y reviendrait plus tard. Sir Horace avait fait mieux que de parler, il avait payé de sa personne, créé un admirable réseau de coopératives agricoles, de caisses de crédit rural, etc... Sa sincérité, son désintéressement, sa conviction, son expérience, inspiraient confiance à tous, renversaient les obstacles. Où trouver l'argent pour débuter ? Une fois de plus, chez ces Anglais soi-disant égoïstes : la grande Union Coopérative de Manchester, autrement dit l'ouvrier anglais, consentit les avances de fonds.

Au prix de dévouements inlassables et malgré les pires difficultés, on touchait au succès. En 1908, la Coopérative Irlandaise avait 100 000 membres et faisait 50 millions d'affaires, résultat superbe pour des petits cultivateurs de condition si modeste, la

plupart insolvables. En 1907, le commerce irlandais marquait une augmentation de 100 millions, et les dépôts en banque et caisses d'épargne à l'avenant.

L'Irlande, entrevoyant des jours meilleurs, allait peut-être cesser de se plaindre ! Du coup Sir Horace Plunkett devint suspect au groupe Dillon, et les politiciens de profession firent des prodiges de malice pour entraver son œuvre. Les ayant toujours trouvés en travers de sa route, il leur avait dit quelques cinglantes vérités en 1904 dans son remarquable livre, *L'Irlande au siècle nouveau.* Ayant quitté lui-même le Parlement pour chercher mieux que de stériles parlotes, il les avait raillés de vouloir bouleverser la société avant de perfectionner les individus, et Dieu sait si le bas peuple irlandais était arriéré ! Les deux systèmes étaient inconciliables et on le lui fit bien voir ; le Cabinet radical de Campbell Bannermann eut la bassesse de s'y prêter avec une criante ingratitude.

Les conservateurs avaient mis Sir Horace à la tête du département de l'Agriculture, comme le plus compétent, et il y avait fait ses preuves ; la meute nationaliste ordonna qu'on l'en chassât en 1907, et les libéraux obéirent avec des regrets à la Ponce Pilate. D'autre part, il avait basé ses plans de coopération sur un organisme dont il était l'âme, l' « Irish Agricultural Organization Society », et

les conservateurs en avaient assez compris l'importance pour lui allouer un subside de £ 4000 par an. Les nationalistes le lui firent retirer en 1907, en récompense de vingt ans de labeur. C'est le paysan irlandais qui va souffrir de ces mesquineries! qu'importe? ce Plunkett et sa prospérité gênent vraiment par trop les meneurs.

En deux ans toute la paix de l'Irlande fut au diable. Satisfaits de leur joli travail, les nationalistes s'enhardirent et le prirent de haut, enjoignant au Cabinet de déposer sur-le-champ un nouveau bill de *Home Rule*. Mr. Birrell n'eût pas demandé mieux, mais Mr. Asquith avait fait, on l'a vu, des déclarations embarrassantes à ce sujet lors des dernières élections : l'heure n'était pas encore venue de traiter l'électeur anglais en quantité négligeable. Il y a pourtant quelques paroles à retenir de ce débat du 30 mars 1908.

Le leader irlandais, Mr. John Redmond, conclut en ces termes : « J'ai honte de citer le seul argument qu'on oppose réellement au *Home Rule*, la crainte du mal que 4 millions d'Irlandais peuvent faire aux 40 millions d'habitants de ce pays... Cet argument est indigne d'une grande nation ».

Au nom des Unionistes, Lord Percy riposte : « On nous dit d'avoir confiance dans le peuple irlandais et que nous en serons récompensés par son loyalisme enthousiaste. Mais en Irlande la séparation

légale est un prélude de divorce, un pas vers la réalisation de l'idée de Parnell, « la rupture du dernier chaînon qui attache l'Irlande à l'Angleterre ». Dans ces conditions, les représentants nationalistes ne peuvent s'étonner si nous préférons encourir les légers inconvénients suscités par l'incompatibilité de tempérament, au lieu des risques que nous courrions certainement en laissant notre compagne se bâtir une maison à elle au seuil de la nôtre, et contracter sans doute une nouvelle alliance avec l'un ou l'autre voisin entreprenant qui convoite précisément nos propres argenteries et nos propres bijoux ». 1916 et l'alliance irlando-boche ont montré qui des deux avait raison.

A noter aussi, comme un élément nouveau du problème, cette phrase de Mr. Balfour : « J'ai toujours envisagé l'autonomie irlandaise comme une partie seulement d'une réforme plus compréhensive, qui dégagera ce Parlement Impérial pour le réserver aux affaires impériales, et dans les questions purement locales nous déchargera de plus en plus sur les organisations locales. » C'est bien là l'orientation actuelle de cette question d'autonomie irlandaise ou coloniale, englobée dorénavant dans ce vaste concept de Fédération Impériale. Une fois de plus c'est du côté des conservateurs anglais que viennent les larges vues de gouvernement et d'administration, pendant que les radicaux

s'embourbent dans la démagogie, les compromissions avec l'émeute et les marchandages électoraux. Cela se voit ailleurs qu'en Grande-Bretagne.

En fait de législation, durant cette période, outre la loi agraire de 1908 dont nous avons vu les piteux effets, l'Irlande obtient une Université catholique officiellement reconnue, puis les pensions de vieillesse dont la charge retombe en majeure partie sur le contribuable anglais.

*
* *

Soudain, en 1909, coup de théâtre. La Chambre des Lords vient de lancer son défi à la coalition radico-socialiste en repoussant le budget révolutionnaire de Lloyd George. Il faut en appeler au pays. L'élection de janvier 1910 donna aux Unionistes 111 sièges de plus qu'en 1906, aux libéraux 98 de moins. Mais le résultat pouvait s'interpréter en deux sens : la majorité de la coalition de gauche, tombée de 334 à 124 voix, restait encore une majorité. Les vrais vainqueurs furent les Irlandais ; pour la troisième fois ils redevenaient les arbitres de la politique britannique. Ils avaient même une arme de plus à leur portée... car le conflit qui faisait rage au sujet des pouvoirs de la Chambre des Lords leur paraissait plein de promesses : n'étaient-ce pas les Lords qui avaient forcé à deux reprises

Gladstone à soumettre ses desseins aux électeurs et à essuyer leur refus ? Mr. Asquith voulait leur enlever ce droit de referendum ? Parfait, se dirent les Nationalistes, nous tenons nos gages, nous sommes les maîtres de Mr. Asquith, nous lui ferons passer la muscade et instaurer le Home Rule, et les Lords ne pourront plus nous renvoyer devant le corps électoral. Mr. Redmond est allé s'en vanter en Amérique à la Convention Irlandaise de Buffalo, en octobre 1910, pendant que Mr. Asquith déclamait sur la dignité des démocraties :

« Je crois que les chefs actuels du parti libéral sont sincères. Mais sincères ou non, nous les ferons — car nous en avons le pouvoir —, nous les ferons marcher au pas ».

Ainsi fut fait, logiquement, froidement, cyniquement. Le « Parliament Act » de 1911 supprime d'abord le veto des Lords ; la brèche est percée, il n'y a plus qu'à passer. Mr. Asquith prétend que les électeurs de 1910 lui ont donné un mandat suffisant, un mandat général, pour saboter tout ce qu'il lui plaira, y compris la sécurité impériale. Entre parenthèses, Mr. Asquith n'avait même pas encore rédigé son projet de loi sur le *Home Rule* et il ne le déposa qu'en avril 1912 ; comment soutenir que les électeurs de 1910 aient approuvé un texte qui n'existait pas ? Non, le corps électoral anglais n'a pas donné le blanc seing qu'on prétend ;

la vraie question n'a pas été posée, elle a été éludée. La vérité est autre et le Premier Ministre eut le courage de le reconnaître : « En présentant un bill de Home Rule, le Gouvernement ne fait que remplir ses engagements[1] », les engagements d'un parti sans majorité propre, qui ne pouvait garder le pouvoir qu'en achetant les 84 voix irlandaises. Et voici comment on va s'y prendre et ce qu'on va voter.

La procédure d'abord. Il est certain que les Lords vont rejeter la loi adoptée par les Communes. Selon le « Parliament Act » celles-ci doivent alors reprendre toute la discussion et procéder à un nouveau vote en trois lectures. Nouveau refus des Lords, et ainsi par trois fois. Après le troisième veto des Lords, on passe outre et la loi entre en vigueur automatiquement.

Les principales dispositions du projet Asquith étaient les suivantes. On établissait à Dublin un pouvoir exécutif, un Sénat et une Chambre des Communes avec droit de légiférer « pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du pays ». Seront exclus de leur compétence les *questions dynastiques, l'armée, la marine, les traités et autres sujets dits d'intérêt impérial.*

On réserve au Parlement de Westminster le

1. Discours à ses électeurs du comté de Fife, 21 octobre 1911.

contrôle des opérations de rachat agraire décrites plus haut, des pensions de vieillesse, de la gendarmerie irlandaise, de la Caisse d'Épargne postale, des emprunts publics antérieurs à la présente loi.

Il sera strictement interdit au Parlement de Dublin de doter ou favoriser, comme de persécuter ou mettre en infériorité, directement ou indirectement, une religion quelconque.

Enfin toute loi est soumise au veto du Vice-Roi et peut toujours en dernier ressort être annulée par le Parlement Impérial. La représentation irlandaise à Westminster est réduite de 102 à 42 membres.

L'organisation financière est évidemment le point le plus important, et là les Anglais prennent encore plus de précautions. L'Échiquier anglais continuera à percevoir tous impôts et recettes, hormis celles du Post Office. Il en repassera aux Irlandais la quote-part nécessaire aux services dont ils ont la charge, quote-part à déterminer par une Commission mixte. Dublin aura le droit d'établir ou abolir l'impôt; s'il lui plaît de l'élever ou réduire, cela ne devra pas modifier la quote-part que prélève Londres pour les « services impériaux ».

Il faut savoir que sous le régime d'Union qu'on veut abroger l'Irlande coûte à l'Échiquier impérial

plus qu'elle ne lui rapporte ; le déficit annuel est d'environ 50 millions et s'accroît tous les ans, par suite des rachats de terres, des lois de bienfaisance, des assurances ouvrières, etc... A en croire les Irlandais, ce déficit est dû à l'administration extravagante des Anglais, et ils refusent d'accepter les dettes de la succession. Mr. Asquith s'incline, et fait même au nouveau gouvernement d'Irlande un don de joyeuse entrée : 12 millions et demi par an pour frais d'établissement.

Telle est la « grande conquête d'autonomie nationale » que les Nationalistes arrachèrent au Cabinet radical. Le lecteur sera sans doute assez surpris de leur modération, disons même de leur humilité. Comment, n'est-ce donc que cela ? avoir tant crié pour si peu de chose ? car cette constitution, à tout prendre, est plus humiliante que l'Union d'antan. Si ce n'est plus la tutelle, c'est quand même une responsabilité étrangement limitée. Aussi y eut-il des colères contre les parlementaires, sourdes en Irlande — (car ils y étaient maîtres de la Ligue, et la Ligue ne permettait pas les critiques) —, violentes en Amérique. Un câblogramme de blâme arriva de la puissante société qui porte aux États-Unis le nom ambitieux de « Clan des Gaels » et signé de six juges des Cours Suprêmes de New-York et New-Jersey, d'un Gouverneur de Rhodes Island, de quatre juges des Cours secon-

daires de New-York, Cours Municipales, etc[1]. Le Clanna-Gael, de tout temps l'âme des complots anglophobes, avait toujours fourni les subsides et il s'estimait dupé.

Mais, à y regarder de plus près, disent les Unionistes, ces bons cousins d'Amérique ont tort de s'émouvoir. Ce qui importe dans une Constitution ce n'est pas l'esprit qui l'a créée, ni même la précision d'un texte, mais l'esprit avec lequel on l'applique ; la politique se résout en applications administratives comme les lois en interprétations de jurisprudence. Et en se souvenant de cela, ce sont plutôt les Unionistes qui ont sujet de craindre !

On trouve si vite mille petits moyens de vexation quand on est saturé de haine ! Rien que par un budget d'allure inoffensive, on peut pressurer l'Ulster avec qui on a de vieux comptes à régler. Il est si facile de fausser l'égalité entre Anglais et Irlandais en cent domaines : marques de fabrique, droits d'auteur, brevets, que sais-je ? Le programme irlandais a de tout temps comporté la protection douanière « contre l'Angleterre » ; pour ne pas effaroucher leurs amis les libéraux libre-échangistes, les Nationalistes n'en parlent plus ; mais qui

1. Il ne faut pas s'étonner de voir de hauts magistrats figurer sur une pareille liste, ces juges américains étant élus comme nos maires ou nos conseillers généraux, dans des districts où l'électeur irlandais fait loi.

se ferait illusion ? L'imagination celte est fertile, elle s'ingéniera à pénaliser les importations anglaises au profit des américaines — ou maintenant, hélas, des allemandes.

Voyez ce qui se passe pendant cette guerre. La question du ravitaillement est vitale, et l'Irlande est l'une des principales nourricières de la Grande-Bretagne surpeuplée. Si elle lui refusait son excédent de pommes de terre, de laitages, viande, lard, quel désastre ! Eh bien, sans avoir le Home Rule, elle essaye de lui jouer ce mauvais tour, les *Sinn Feiners* sont en train d'intimider les fermiers qui veulent exporter leurs porcs, et jurent que s'ils étaient les maîtres ce leur serait une joie suprême d'affamer ces maudits Anglais. Toujours la vieille devise, « England's difficulty, Ireland's opportunity »... Ah ! Guillaume II a là de brillants seconds ! Et je ne parle même pas de toutes ces alliances militaires avec l'ennemi, du règne d'Élisabeth à nos jours ; nous verrons plus loin que Mr. Dillon ne s'en offusque guère.

Mr. Asquith a prévu tout cela dans sa loi de Home Rule, dit-on, il y a mis toutes les garanties et sauvegardes voulues, Londres aura toujours le dernier mot. Est-ce vrai ? En fait, c'est impraticable. Ce veto a été prévu aussi dans toutes les constitutions d'autonomie accordées aux colonies, mais on n'a jamais pu l'appliquer. Les libre-échangistes anglais

se sont humblement résignés à subir des droits de douane au Canada; les ministères conservateurs ont dû laisser l'Australie s'aventurer dans le socialisme. Dans l'état actuel toute réprimande ou intervention du Cabinet impérial amènerait un conflit dont on n'ose courir les risques; et pourtant ces colonies ont bon esprit, elles l'ont montré par le concours aussi splendide que volontaire qu'elles ont offert à la mère-patrie depuis 1914.

Que dire de l'Irlande? Ce serait la guerre civile à coup sûr. Les chefs nous l'ont assez promise, ils ne sont pas d'humeur à tolérer ce genre de surveillance, et nous venons d'en avoir avant la lettre un exemple édifiant. Souvenons-nous de ce que le Bill de 1912, avec l'assentiment exprès de Mr. Redmond, réservait strictement au Parlement Impérial tout ce qui concerne l'armée et la marine. Le 9 avril 1918, après le revers de Saint-Quentin, Mr. Lloyd George, en décidant l'appel des Anglais de 51 ans et au besoin de 56 ans, veut en même temps appliquer la conscription aux jeunes Irlandais de 21 ans, car le contraste est par trop choquant et ne peut plus durer. Aussitôt, effroyable orage sur les bancs nationalistes!

« Vous n'avez pas le droit de faire cela sans le consentement d'un Parlement irlandais ». Que vaut donc la promesse faite à Mr. Asquith touchant les « services réservés » ou services impériaux?

Non, toutes ces imposantes sauvegardes stipulées dans le projet ſont rire de vieux philosophes de la politique comme Mr. Balfour, et sans doute Mr. Asquith lui-même. Les autres, protestants d'Ulster ou patriotes anglais, serrent les poings, trop certains des persécutions et des trahisons à venir.

Les Nationalistes vont être les chefs du nouveau gouvernement de Dublin. Or, que promettent-ils, et peut-on se fier à leurs dires ? En avril 1912, Mr. Dillon, brusquement radouci, se fait bon apôtre : « ... pour ma part, tant que je vivrai, en politique irlandaise j'observerai honorablement mon engagement. Nous voulons user de cette loi, insinue-t-on, comme d'un levier pour tirer encore plus de l'Angleterre ? Je ferai tout mon possible pour dissiper ce soupçon[1]... » En 1911, Mr. Redmond demande un « Parlement Irlandais pour traiter les affaires purement irlandaises, et soumis à la suprématie du Parlement Impérial ». Si les Nationalistes sont de bonne foi, rappelons-leur que Gladstone lui-même s'avouait incapable de délimiter les affaires « impériales ou non impériales ».

Mais les Unionistes ne croient pas à cette bonne foi. Ils se souviennent d'autres déclarations plus brutales, plus franches, échappées quand on n'avait

1. Discours à l'Université de Dublin, avril 1912.

pas à sauver la face, à endormir des soupçons, entre autres celle de Mr. Redmond à Kanturk (17 novembre 1895) : « L'Irlande aux Irlandais, voilà notre devise, et la consommation de tous nos espoirs et aspirations doit être, en un mot, de chasser de notre pays la loi anglaise, tôt ou tard, avec armes et bagages... »

Et aux Communes, en 1893 : « N'espérez pas réussir si vous comptez soumettre les décisions de la Législature irlandaise au Parlement Impérial en guise de Cour d'Appel, directement ou indirectement. »

Ainsi parle le chef, écoutons ses lieutenants. C'est Mr. Kettle, un honnête homme pourtant, l'économiste en titre du parti, plus savant que politicien, rassurant les compères d'Amérique : « Telle est notre tactique — si vous voulez emporter une forteresse saisissez d'abord les ouvrages avancés. » C'est Mr. Devlin, Président de la grande société secrète « l'Ancien Ordre des Hiberniens », et peut-être l'homme le plus puissant d'Irlande, qui s'en va dire à Philadelphie : « Je crois en la séparation totale de l'Irlande et de l'Angleterre, jusqu'à ce que l'Irlande soit aussi libre que l'air que nous respirons[1]. »

Enfin Dillon, l'enfant terrible du parti. Ses amis lui ont souvent reproché de parler trop, et pour

1. « Irish World », 28 nov. 1908.

cause ; des aveux comme ceux-ci sont assurément très embarrassants aujourd'hui :

« Je conseille fermement au peuple irlandais de se munir d'armes, disait-il en pleine Chambre des Communes... Le peuple irlandais n'a pas les moyens voulus pour mener une guerre civile, je souhaiterais qu'il les eût. Autrefois, quand on usait d'une arme plus efficace, on désignait un ou deux landlords, puis on leur envoyait un coup de fusil, et cela rapportait plus que toute votre agitation constitutionnelle. [1] » Dans la même assemblée, en 1898, il met son chef au pied du mur :

« Mr. Redmond a parlé du rappel de l'Union et de la réouverture du Parlement Irlandais comme répondant pleinement à nos exigences nationales... A mon avis, ce n'est pas là tout ce que nous demandons.

— Mr. Redmond : « Vous voulez parler de séparation absolue ?

— Oui. »

Un député lui a rappelé en juin 1912 un autre de ses serments : « Quand nous sortirons de cette lutte, nous nous souviendrons de ceux qui ont été nos amis et nos ennemis, et nous distribuerons aux uns leur récompense et aux autres leur châtiment. » Ce n'est pas très rassurant pour l'Ulster !

1. Compte rendu officiel de Hansard, 3 mars 1918.

Tel est l'homme qui prenait en 1912 des engagements « honorables » et qu'on vient d'élire en 1918 chef du Parti Nationaliste « parlementaire ».

« Ayons l'œil sur « notre sœur l'Angleterre » pendant cette période de transition où elle va mettre au point notre régime de *Home Rule,* écrit l' « Irish Freedom » en juillet 1912. Ayons soin surtout de nous servir de cette loi pour fortifier l'Irlande et affaiblir l'Empire Britannique autant que nous le pourrons... » Hé, ce n'est plus tout à fait de la légitime défense, cela ?

Ce journal de Fenians est dans son rôle. Mais les contradictions de celui qu'on désignait alors comme le futur Premier Ministre irlandais sont plus troublantes. Il a dit à Manchester en octobre 1911 : « Nous ne demandons pas le rappel de l'Union, mais simplement un amendement dans ses clauses. » Soit. Il parle devant des Anglais. Pourquoi donc a-t-il eu l'imprudence de signer ceci dans son « Freeman's Journal », le 16 décembre 1908 : « Aujourd'hui s'offre à nous la meilleure chance que l'Irlande ait jamais eue de pouvoir déchirer et piétiner cet infâme Acte d'Union. » Que faut-il croire ?

On pourrait remplir des volumes de ces citations menaçantes, elles feraient au moins comprendre pourquoi les Unionistes anglais se méfient de ces loups subitement camouflés en agneaux. Et puis il

y a l'histoire, sept siècles de haine ! et ce n'est pas peu de chose. Il y a toute cette rancune morbide que rien ne justifie plus, que l'Anglais ne comprend ni ne partage plus, mais dont il est bien forcé de tenir compte à tous les instants, une perpétuelle insulte, bien pis, des serments de vengeance implacable. Lui reprochera-t-on de se mettre en garde ?

CHAPITRE VI

LE PRIX D'UN MARCHÉ

Dans ce trafic entre radicaux et nationalistes, il y avait une victime. L'Empire? Non, il est assez grand pour qu'on lui rogne un brin de territoire, et pour se défendre au besoin. L'Angleterre? Pas même, l'électeur anglais, bâillonné jusqu'à l'élection suivante, c'est-à-dire jusqu'en 1916, n'avait qu'à s'en prendre à lui-même de n'avoir pas prévu le coup, et à s'incliner en beau joueur. Mais l'Ulster? Là, il ne s'agit plus de jeu des partis, d'adroites combinaisons parlementaires, il s'agit de vie ou de mort, d'une race qu'on veut livrer à des représailles cent fois jurées, asservir à une rivale que non seulement elle exècre, mais qu'elle méprise, et elle vous en donne de très bonnes raisons. Vendu par les démagogues anglais à leurs compères irlandais, l'Ulster eut un cri de détresse et s'arma pour la résistance. Il y a des droits plus sacrés que les lois.

On eut d'abord à partir de juillet 1912 des collisions sanglantes entre ouvriers catholiques et protestants à Belfast, et l'une d'elles, au cours d'une grande réunion de football, laissa 100 blessés sur le pré. Mais le mouvement allait vite dépasser ces rixes locales et prendre d'autres proportions, vraiment nationales — l'Ulster aussi est une nation ! — et impériales, — l'Empire ne peut de sang-froid voir mettre aux enchères ses meilleurs enfants.

Un homme se dressa pour énoncer ces deux avertissements, un des maîtres du barreau anglais, doué à la fois d'une volonté d'acier et d'une des plus claires intelligences du royaume — Sir Edward Carson. Il est devenu le porte-parole de l'Ulster ; dans les chaumières de l'Irlande catholique on le soupçonne d'être l'Antechrist, et l'on n'en parle qu'avec un signe de croix ou un juron. Ses adversaires ne lui ont jamais dénié une parfaite loyauté, mais son inexorable logique les gêne infiniment. Peu de leaders ont été aussi haïs de leurs ennemis ; et nul n'a servi une cause avec plus de fermeté, d'audace et de bon sens.

Carson commence sa campagne par une série de grandes réunions publiques, cortèges monstres avec fanfares et bannières, délégations orangistes, etc... Tous les Unionistes de la région y défilent, gros industriels et simples ouvriers, propriétaires et fermiers. La question d'Ulster est posée.

En quoi consiste-t-elle? Nous avons vu d'où provenait cette population presbytérienne du Nord-Est de l'Irlande, tirée d'Écosse et « implantée » là par Jacques I. J'en ai résumé les principaux conflits et vicissitudes, les haines de race et de religion.

Il importe de ne pas la confondre avec l'autre section des Unionistes irlandais qui, elle, est de descendance anglaise, issue de nobles, de fonctionnaires, des soldats-laboureurs de Cromwell, etc... Cette dernière a gardé de ses origines la religion qui fut longtemps la seule permise aux courtisans, l'Épiscopalisme Anglican : les gens du Roi étaient forcément de l'Église officielle, dénommée selon les trois royaumes Église d'Angleterre, Église d'Écosse, Église d'Irlande. Bien qu'éparpillés dans toute l'île au hasard des conquêtes et des faveurs royales, on les appelle les « Southern Unionists », les Unionistes du Sud, pour les distinguer de l'Ulster. Ils ne sont guère moins importants que lui, politiquement et socialement, car ils comprennent les puissances héréditaires, la majeure partie des grands seigneurs et de l'aristocratie anglo-irlandaise ; mais ils sont moins nombreux et plus dispersés, et certain parti les traite volontiers en quantité négligeable, par mépris systématique de l'hérédité. Leur influence a d'ailleurs considérablement décru depuis qu'ils ont cédé leurs propriétés aux indigènes.

L'Ulster est autrement composé : il forme une

nation complète, comprenant toutes les classes de la société. C'est à peu près la seule région d'Irlande qu'on puisse sérieusement appeler industrielle. Sa capitale, Belfast, la plus grande ville de l'île, a 400 000 habitants, près de 100 000 de plus que Dublin ; ses spécialités célèbres sont l'industrie du lin et la construction navale.

Nous touchons là au nœud actuel de la grande question d'Ulster, à un élément que nous avons jusqu'ici subordonné aux appels de race et de religion, mais dont le XIX[e] siècle a fait comme presque partout ailleurs un élément prépondérant : l'économique. Laissant les Celtes du Sud gémir, hurler avec les tribuns et les orateurs de cabaret, maudire Albion tout en lui mendiant ses secours, taquiner les landlords et invoquer le Dieu-État, l'Ulster a su devenir prospère, plus prospère à lui seul que les trois autres quarts de l'Irlande ; et cela, on ne pourrait trop le répéter, sous le même régime politique, fiscal, douanier, que leurs compatriotes stériles incriminent à tout propos.

L'Ulster est la perle de l'Irlande. Sans lui l'équilibre financier du nouvel État serait impossible : par malheur, à la grande indignation des nationalistes, il ne veut à aucun prix en faire partie ! Il ne veut pas être la vache à lait de politiciens hostiles, dont les méthodes, la tournure d'esprit, le programme, l'incompétence, lui sont également odieux. Il les

connaît de si longue date, et de si près, que ses craintes doivent bien avoir quelque fondement. Il raisonne en homme d'affaires, en banquier pour qui les plus belles promesses ne peuvent remplacer les cautions. Les nationalistes lui promettent toutes les tolérances, toutes les sécurités, rien n'y fait.

« Nous sommes venus en Irlande, disait en 1893 à Gladstone une députation de la Chambre de Commerce de Belfast, et non pas dans la partie la plus riche. Nous avons graduellement établi une industrie et un commerce[1] grâce auxquels nous sommes à même de rivaliser avec les nations les plus progressives du monde. Nous avons remporté nos succès sous un régime et une politique en lesquels nous avons foi. Ceux-ci, en s'abstenant d'intervenir dans nos affaires, ont donné libre jeu à cette « self reliance », cette confiance en soi par où nous nous sommes efforcés d'acquérir les qualités industrielles de la Grande-Bretagne. On propose maintenant de mettre les manufactures et le commerce du pays à la merci d'une majorité qui n'a pas de sympathie réelle pour nos intérêts vitaux et ignore tout à fait la science de gouvernement. La menace seule de ces changements a déprimé à ce point les valeurs mobilières qui représentent l'accumulation de notre entreprise et de notre

1. 60 pour 100 du commerce de l'île entière.

travail passé, que déjà commercialement nous en sommes appauvris ». Et les ouvriers protestants d'Ulster pensent de même ; ils figurent en masse dans toutes les manifestations aux côtés de leurs patrons.

Les Nationalistes convoitent avidement cette belle proie d'où viendrait le plus clair de leurs finances. Ce serait facile à pressurer puisque numériquement ce coin si riche ne serait défendu au Parlement irlandais que par un quart des députés. Mais aussi, c'est précisément pour cela que ces Écossais entêtés ne veulent pas risquer l'aventure ! L'Ulster là-dessus n'a pas le moindre doute, il sait ce qui l'attend. Laissons parler l'un de ses interprètes les plus modérés, Lord Ernest Hamilton, je résume son plaidoyer clair et précis[1].

« Nous ne voulons pas de compromis. Notre idée fondamentale est celle-ci : « ce qui est arrivé une fois peut très bien arriver encore » (il vient de décrire tous les massacres des XVIII[e] et XVII[e] siècles). Pareils incidents visaient invariablement, systématiquement, à débarrasser le pays de l'élément britannique. Le fond de l'âme de l'Irlandais indigène est toujours celui de 1641 et de 1798, il n'a changé en rien... Au fond le seul attrait du *Home Rule* pour l'Irlandais, surtout en Ulster, est l'espoir

1. « The Soul of Ulster », 1917.

d'y trouver une arme pour se défaire des colons anglais et regagner le sol irlandais.

« En Ulster, l'antipathie mutuelle est raciale et non religieuse, — seulement la religion marque la race. « L'Irlande aux Irlandais » a une signification sinistre, l'expulsion des colons protestants, et c'est bien ainsi que l'entendent clairement les deux sections. Il n'y a pas d'illusions sentimentales en Ulster...

« Dans l'Irlande du Sud et de l'Ouest, la masse ignorante a du *Home Rule* un concept nébuleux, espèce d'Arcadie panceltique, où tout le monde sera riche avec un minimum de travail et un maximum de whisky fourni par des millionnaires américains. En Ulster, il en est autrement ; l'indigène voit de beaux champs, les meilleurs et les plus riches, dans les mains d'étrangers. Peu importe qu'ils aient été incultes quand on les leur a donnés, et que les colons les aient fait fructifier par leur labeur. Le cri reste toujours : « à la mer ou à l'enfer, les immondes protestants ». Cette prétention pourrait s'étendre à tout le monde civilisé ; faire expulser les Anglais en faveur des Gallois, reste des anciens Bretons, les blancs en faveur des Peaux Rouges au Canada, des Maoris en Nouvelle-Zélande, des Incas en Amérique Latine !

« Le *Home Rule* ferait-il aboutir ces aspirations ? les colons seraient-ils dépossédés ? *Sans aucun*

doute, on tenterait le coup. On l'a fait chaque fois que l'élément indigène a eu le dessus. Oh ! cela ne se ferait pas par une violence criante, mais :

1° par de mesquines injustices et persécutions, comme de truquer la représentation parlementaire, d'installer des fonctionnaires indigènes exclusivement dans tous les postes exécutifs et rémunérés, etc... ;

2° par des attentats agraires sans frein ;

3° par la méthode de Tammany (corruption politique éhontée, chantage, intimidation, violence), par laquelle les Irlandais ont rendu la Corporation Municipale de New-York tristement célèbre... »

« Telles ont été de temps immémorial les mœurs du pays. Et, fidèles à ces mêmes traditions, les édiles, la police, les juges et les jurys seraient toujours du côté des coupables. »

Voilà l'idée que l'Ulster se fait du *Home Rule* ; le tableau, convenons-en, n'est guère enchanteur. Il est aisé d'en rire et de crier à la fantasmagorie. Mais l'Histoire, et c'est pour cela que j'ai tenu à la rappeler brièvement, Histoire d'autrefois ou d'aujourd'hui, ne leur donne pas tort.

L'Ulster se trouve bien de son Union avec la Grande-Bretagne ; il a les plus graves raisons de craindre la séparation, et le joug qu'on veut lui imposer. Et lui imposer de quel droit ? Il n'y a qu'un prétexte, l' « unité de la nationalité irlan-

daise, l'Ulster fait partie de l'Irlande ». On n'a jamais rien imaginé de plus creux. C'est la logique de plus d'un nationalisme, élucubrations sorties de la cervelle de trois ou quatre professeurs, poètes, ethnologues, géographes, etc... qui finissent par créer dans des masses parfaitement amorphes ou apathiques un « mouvement irrésistible » avec l'aide de prêtres, d'avocats et d'instituteurs. La science et l'intrigue allemandes nous ont donné pas mal de ces brillants échafaudages.

Le cas de l'Ulster en est de loin l'exemple le plus factice et il faut vraiment être un aveugle volontaire pour s'y tromper. Du reste, sur ce sujet les Nationalistes trahissent trop leur embarras, et, hélas ! leur mauvaise foi. Ils n'essayent même pas de raisonner, ils affirment, ils menacent. Comme ils sont les maîtres de la majorité parlementaire à Westminster, ils se contentent de donner des ordres, sans phrases.

« Ce que les protestants d'Ulster ne peuvent supporter, s'écrie Mr. Dillon [1], c'est d'accepter l'égalité avec leurs compatriotes... » ou bien « ...le peuple d'Ulster devra descendre de son piédestal, courber son chef hautain et subir l'égalité avec ses compatriotes [2] ». Cela veut dire en bon français

1. A Carlisle, Juin 1912.
2. A Barnsley, Mai 1912.

qu'il doit accepter d'être étouffé au Parlement de Dublin par trois voix contre une.

L'Irlande ne forme pas une nation, ripostent les Unionistes, mais deux nations nettement divisées par la race, la religion et la politique. Il n'y a pas de raisons justifiant un Parlement nationaliste à Dublin qui ne doivent du même coup justifier un Parlement unioniste à Belfast. L'Ulster ne veut même pas cela, il demande tout simplement à rester uni à la Grande-Bretagne et régi par le Gouvernement de Londres. Pourquoi n'y aurait-il pas droit ?

Que pourrait-on bien répliquer à ces conclusions de feu le duc de Devonshire ? « Le peuple d'Ulster croit à tort ou à raison que sous un gouvernement responsable devant un Parlement Impérial, il jouit à présent de la sécurité la plus complète pour son indépendance personnelle, ses libertés, et la faculté de traiter ses propres affaires à sa guise. Il ne vous est pas permis de lui offrir une sécurité moindre. Et si vous voulez la lui imposer, oseriez-vous dire qu'il n'ait pas le droit de résister par la force, vous, les descendants des Whigs qui ont résisté à Jacques II ?[1] »

C'est ce qu'à son grand regret l'Uster est contraint de faire, et le parti conservateur anglais, vieux défenseur de l'ordre et de la Constitution, lui

1. Holland, « Vie du Duc de Devonshire », p. 250.

donne raison et lui promet son appui. Le 28 septembre 1912, Sir Edward Carson en appelle à tous ses partisans, et 218 000 hommes signent à Belfast un « Covenant » solennel de ne pas reconnaître l'autorité d'un Parlement de Dublin. Un « Covenant » est un serment *religieux*, et non pas une boutade d'affiche électorale. Quiconque connaît la sombre résolution du caractère écossais, sans jactance, sans vaine forfanterie, sait que le serment sera tenu et que l'acier ne pliera pas. Ces forces-là ne s'ébranlent pas vite, mais gare à qui les brave !

Carson commence à lever une armée de volontaires et à importer des armes, fusils de guerre, baïonnettes, munitions ; dans tous les villages de l'Ulster Oriental les ouvriers s'exercent avec entrain au maniement et au tir à la cible. Mr. Asquith et ses radicaux, qui ont d'abord voulu rire, découvrent vite que l'heure des discours et des combinaisons est passée. Un flottement se fait sentir. On essaye l'anesthésie, on veut endormir le malade. Lord Loreburn, Lord Grand Chancelier, propose une conférence de conciliation. Mr. Churchill parle d'amendements possibles, promet la grande Fédération Impériale, le *Home Rule* pour tout le monde, croyant que le mot « impérial » va séduire les patriotes de l'Ulster. Sir Edward Grey suggère « l'autonomie de l'Ulster dans l'autonomie de l'Irlande ».

Tous ces palliatifs viennent trop tard, l'Ulster n'a plus confiance en ces jongleries politiques. Carson refuse une conférence « qui n'aboutirait à rien » (la suite lui a donné raison), et nomme le lieutenant-général Sir George Richardson commandant en chef des Volontaires d'Ulster ; il passe en revue plus de 100 000 hommes aux portes de Belfast.

Enfin, en septembre 1913, le Conseil Unioniste d'Ulster adopte une Constitution de Gouvernement Provisoire distinct pour le jour où le *Home Rule* deviendra loi. Une souscription a donné 25 millions pour indemniser les victimes de cette lutte prochaine, mutilés, veuves et orphelins. En Angleterre un comité a préparé toute une organisation pour recevoir les réfugiés d'Ulster qui vont devoir fuir bientôt les horreurs de la guerre civile, — organisation si sérieuse que Lady Lugard put l'offrir quelques mois plus tard au Gouvernement pour les réfugiés belges, dont elle fut longtemps le principal asile.

Tout est donc prêt pour le choc, à ce point que le 1er mars 1914 l'armée d'Ulster, comprenant 111 000 volontaires, est déclarée au complet et refuse d'en enrôler davantage. L'opinion publique anglaise est profondément émue, et les orateurs libéraux sentent bien que les auditoires ne les approuvent plus. Une mesure de générosité envers l'Irlande nationaliste eût pu se défendre, mais vou-

loir sacrifier à cette rebelle, toujours haineuse, toujours hostile, une autre population parfaitement loyale, et amie, c'était défier le bon sens de John Bull. Aussi Mr. Asquith, tout en refusant de résoudre la question par une élection générale ou un plébiscite, se résigne-t-il à offrir le 8 mars la concession que voici.

Certains comtés d'Ulster, ceux de l'Ouest, n'étant nullement unionistes, il ne serait pas juste de traiter la province entière comme homogène ; cela posé, chacun des comtés d'Ulster pourra, par un vote à majorité absolue, décider s'il veut dépendre de Londres ou de Dublin. Voilà une alléchante proposition qui mettrait tout le monde d'accord... mais on veut n'en faire qu'un beau rêve sans lendemain. Au bout de six ans tout le monde devra rentrer dans le rang, et les comtés réfractaires retomberont de force, automatiquement, sous la loi du Parlement de Dublin. Par le même amendement on reconnaissait donc le droit de l'Ulster protestant de décider de son sort, et on allait le lui retirer à brève échéance !

Au nom de ses concitoyens, Sir Edward Carson repousse « cet arrêt de mort dont l'exécution est retardée de six ans... » et fixe ensuite ses conditions dernières : il accepte la division géographique qu'on propose, — cote mal taillée, puisque en somme il y a beaucoup de protestants dans les

comtés qui vont passer sous la férule nationaliste, et beaucoup de catholiques dans les autres. Mais s'il se résigne aux injustices démocratiques de la moitié plus un, il exige qu'au moins ce minimun d'équité soit durable, définitif, et non pas révocable.

Cette déclaration restera historique, car il est probable que toute solution future de l'imbroglio irlandais devra en tenir compte. Les nationalistes et les libéraux, aigris de voir leurs plans dérangés par cette résistance, gémissent chaque jour : « l'Ulster n'est pas raisonnable », et reprochent à Carson une intransigeance outrée. On oublie qu'il est le maître de la situation et pourrait exiger beaucoup plus au moment où le Gouvernement change de ton, hésite et offre un compromis. Et ne transige-t-il pas en acceptant le verdict stupide de « la moitié plus un » dans des questions d'indépendance, d'existence nationale ? Y a-t-il d'autres Constitutions en Europe qui s'en contenteraient ?

Quoi qu'il en fût, la réponse de Carson fut très mal accueillie. Mr. Redmond et Mr. Churchill, le grand stratège militaire du parti libéral, — ô souvenir d'un illustre ancêtre ! — en appelèrent aux armes, au grand émoi de Mr. Asquith et des vieux Gladstoniens qui n'ont rien de belliqueux. Comptait-on sur une reculade ? Sir Edward Carson, sur-le-champ, releva le gant, et le 19 mars, après un vote des Communes lui refusant le recours suprême

du referendum, il quitta solennellement la Chambre aux acclamations de son parti, en annonçant qu'il allait à Belfast se mettre à la tête de ses amis et attendre les événements.

Les jours qui suivirent furent pleins d'orage. Le lendemain du départ de Sir Edward on reçut au camp de cavalerie du Curragh, près Dublin, l'ordre de se préparer à marcher contre l'Ulster. Le ministre autorisait les officiers à quitter l'armée s'ils ne voulaient pas prendre part à l'expédition : cent d'entre eux démissionnèrent.

Le Gouvernement, violemment interpellé, jura n'avoir voulu prescrire que « de simples précautions » pour protéger les bâtiments publics. Le Ministre de la Guerre ordonna aux officiers démissionnaires de rejoindre leur corps et le général Gough, commandant au Curragh, en rentrant d'avoir été conférer à Londres avec ses chefs, fit savoir qu'il avait promesse écrite de ne pas devoir envoyer la brigade de cavalerie en Ulster. Du coup les radicaux protestent contre la « camarilla militaire » et forcent Mr. Asquith à répudier la promesse donnée par le Ministre de la Guerre, colonel Seely, et contresignée par le Général en Chef, général French, et son chef d'état-major, général Ewart. Bref, contradictions, malentendus, gâchis, démission de Seely, French, Ewart, etc... De son côté, le Ministre de la Marine, M. Churchill, tou-

jours en quête de gloire guerrière, soulève une autre tempête en envoyant une escadre croiser aux abords de Belfast.

Tout cela précipite le revirement de l'opinion publique déjà observé plus haut, et Mr. Asquith, l'orateur le plus subtil d'Angleterre, reprend la note conciliante, proteste que les craintes de l'Ulster sont vaines, qu'avant six ans un vaste système de Fédération s'étendra à l'Empire entier et donnera toutes garanties à l'Ulster, etc... Sir Edward Carson, froidement sceptique, n'est pas convaincu et retourne la proposition :

« Ce n'est pas nous qui demandons à rien changer. Ne nous englobez pas dans le *Home Rule* et laissez les Nationalistes tenter sans nous leurs essais de gouvernement pratique. S'ils font leurs preuves, s'ils dissipent nos craintes et nous rassurent, ils nous gagneront par la persuasion, comme je le souhaite de tout cœur. Quand nous les aurons vus à l'œuvre, s'ils tiennent leurs belles promesses de sagesse, de tolérance, de progrès social et économique, de loyalisme, de bonne entente avec notre mère-patrie, nous serons heureux de coopérer avec eux. Mais pas avant cela... Nous savons trop sur quoi se fondent nos doutes ! »

Mr. Asquith passe outre, talonné par ses créanciers les Nationalistes, et s'en tient à son projet, à son amendement et à la clause des six ans. De son

côté la Chambre des Lords, usant du peu d'initiative qui lui reste, veut, sur une proposition de Lord Lansdowne, exclure l'Ulster entier y compris les comtés de l'Ouest. Ce n'est pas plus justifiable que les prétentions nationalistes sur les comtés unionistes ; d'ailleurs Lord Lansdowne n'a jamais fait preuve de grande sagacité dans les problèmes irlandais.

Ce nouveau conflit des deux Chambres marque le point culminant de la crise, et l'on ne voit plus comment le Gouvernement pourrait éviter de recourir à la force. Mais à quelle force? l'armée régulière lui fait défaut. Restent les « Volontaires Nationalistes » qu'on vient de fonder à Dublin sur le modèle de leurs rivaux de Belfast, et avec l'approbation officielle de Mr. Redmond et de ses lieutenants.

Devant la guerre civile imminente, le roi Georges tente un dernier essai d'apaisement et réunit à Buckingham Palace les huits chefs des partis anglais et irlandais. Malheureusement le 24 juillet 1914 la conférence échoue sur la délimitation des comtés à exclure.

Et c'est alors que d'autres nuages s'amoncellent soudain à l'horizon européen, et que des soucis plus graves viennent faire trêve à cette querelle intestine. La tension diplomatique de fin juillet, l'angoisse croissante, l'épouvante du gigantesque

drame qui va se jouer, enfin l'enthousiasme du 4 août, l'élan unanime de toute la nation britannique vers la défense des faibles et du droit, tout cela fait paraître infiniment mesquins les démêlés irlandais et les manœuvres serviles du Cabinet radical.

A Westminster comme au Palais-Bourbon, l'heure fut poignante, les serments sublimes, on jura l'« union sacrée ». Plus de rancunes, plus d'intrigues, plus d'égoïsmes individuels ou nationaux ! Carson dit aussitôt à ses Volontaires d'aller se battre en Belgique, et Redmond lui-même reconnut noblement que notre cause était juste et devait passer avant la sienne. On fit front devant la brute ennemie, et ce fut très beau.

Hélas, les démocraties ont leurs vices organiques, et la trêve ne fut pas longue : nous allons voir que la politique irlandaise du ministère Asquith eut de tristes épilogues.

CHAPITRE VII

L'IRLANDE PENDANT LA GUERRE

Le Parlement anglais, fidèle à ses résolutions, donnait depuis six semaines de beaux exemples de concorde et de modération, la victoire de la Marne mettait un baume dans les âmes, et tout le monde avait oublié les chicanes politiques, quand tout à coup, à l'improviste, Mr. Asquith se permit une manœuvre inattendue. Croyant ses adversaires distraits par leurs émotions patriotiques et les graves préoccupations du conflit mondial, le Premier Ministre crut bon d'en profiter pour leur escamoter un atout.

Les amendements offerts par Mr. Asquith pour apaiser l'Ulster n'avaient contenté personne, mais à la veille de la guerre la Chambre des Lords les examinait néanmoins et tâchait de les corriger par des contre-propositions. Quoi qu'il advînt des unes et des autres, un fait restait acquis de ce long débat des deux Chambres : le Gouvernement avait re-

connu la nécessité de donner à l'Ulster une certaine mesure de satisfaction. Tant que la dite mesure restait insuffisante ou indéfinie, l'Ulster s'était tenu en garde... jusqu'au 4 août 1914 ; depuis lors au contraire son abnégation patriotique l'avait désarmé.

Le 14 septembre, le Premier Ministre annonce que le Gouvernement va présenter le « Home Rule Act » à la signature royale *sans amendements,* mais ne l'appliquera qu'après la guerre. Quant aux amendements, il promet, sans d'ailleurs les spécifier, de les proposer par une loi distincte au cours de la prochaine session. On devine l'indignation des Unionistes en présence de ce coup de force. En deux mots le *Home Rule* devenait loi, et en fait d'amendements il ne restait plus que des promesses ! Et quelles promesses ? Mr. Asquith commençait par manquer à ses engagements du 9 mars et aux conditions expresses de la trêve des partis conclue à la veille de la guerre [1]. « Une fois de plus, écrivait le *Times,* Mr. Redmond a forcé nos ministres à marcher au pas ».

Sir Edward Carson lança le soir même ce « Manifeste aux loyalistes d'Ulster » :

« Par un acte de trahison sans parallèle, sur l'ordre de ses alliés nationalistes, le Gouvernement radical a annoncé son intention de promulguer, sans

1. Discours de Mr. Bonar Law, 15 septembre 1914.

discuter le Bill d'Amendement qu'il avait lui-même présenté, la détestable loi de Home Rule à laquelle nous avons fait serment de résister à tout prix.

« Il tire parti de la situation créée par la guerre, menaçant l'existence même du Royaume-Uni et de l'Empire, pour nous infliger cette dégradation et cette humiliation. Le Gouvernement a jugé opportun ce moment où un grand nombre des membres du Parlement sont partis servir leur pays, où tant de nos propres citoyens ont noblement répondu à l'appel de Lord Kitchener et où par conséquent nous ne pourrions essayer de résister sans nuire à notre patrie et l'affaiblir, en cherchant un triomphe de parti sans souci des intérêts nationaux. L'infamie d'un tel procédé, je le sais, se gravera profondément dans le cœur de tout homme loyal et patriote, et le stimulera, j'en suis sûr, à mener jusqu'au bout la lutte à laquelle nous nous sommes voués par notre Covenant.

« Je demande à mes partisans d'Ulster de se rappeler que ceci n'est pas la faute d'une nation, mais d'une méprisable faction politique, et notre devoir au moment présent est de servir notre pays et l'Empire. « La patrie avant tout », tel est et a toujours été notre devise. Nous devons donc, malgré cette indignité, poursuivre nos préparatifs pour aider notre pays et tendre tous nos nerfs pour vaincre ses ennemis. Mais vous pouvez garder la certitude

que nous ne relâcherons pas un instant nos efforts pour être prêts, dès que notre patrie sera hors de danger, à faire le nécessaire pour observer notre Covenant jusqu'au bout. Une fois de plus je promets de marcher droit devant moi avec vous dans cette lutte, fort de ma conviction que la Grande-Bretagne ne pardonnera jamais la basse trahison de ce Gouvernement.

« Nous ne voudrons jamais du Home Rule, — jamais ! »

Edward Carson

15 septembre 1914.

Les commentaires paraissent superflus. A défaut de mieux quelques promesses sont à retenir du débat du 15 septembre, et d'abord celle de Mr. Asquith : « Contraindre l'Ulster par la force ? mais ce serait inconcevable. Je le dis en mon nom et au nom de mes collègues, nous n'y consentirons jamais ».

Puis celle de Mr. Bonar Law, chef des Unionistes : « Vous vous êtes dit : « Quoi que nous puissions faire, l'Ulster aidera sûrement sa patrie dans une crise comme celle-ci. Quelque injustice que nous lui infligions, nous pourrons toujours compter sur lui ». Le calcul n'était pas très propre, mais il était juste : vous pouvez compter sur nous ».

Enfin, Mr. Redmond parle au nom de ses Irlan-

dais : « Le moratorium (il veut dire la suspension de la mise en application jusqu'à la fin de la guerre) est raisonnable... Deux choses surtout me tiennent au cœur : d'abord, que le régime d'autonomie accordé à l'Irlande s'étende au pays entier, sans en exclure la moindre motte de notre terre ni un seul citoyen de la nation irlandaise ; ensuite, qu'aucune contrainte ne soit appliquée au moindre comté d'Irlande pour le forcer à se rallier contre son gré au Parlement Irlandais.

« J'ai le ferme espoir qu'en allant se battre et verser leur sang côte à côte, catholiques et protestants atténueront leurs amertumes, leurs haines et leurs malentendus, et qu'en nous mettant ainsi d'accord entre nous, nous pourrons présenter nous-mêmes au Gouvernement un Bill d'Amendement plus satisfaisant pour tout le monde... D'ici là, c'est le devoir le plus sacré de tout nationaliste de cultiver jalousement cet esprit de conciliation, d'étouffer la voix des factions et les haines des sectes, d'unir tous les fils de l'Irlande dans la grande tâche que la guerre impose à notre nation.

« Dans le passé l'Irlande a toujours fourni plus de soldats par 1000 habitants que la Grande-Bretagne. Que sera-ce, maintenant que tout le peuple irlandais est avec nous dans cette guerre ?... Pour la première fois depuis cent ans l'Irlande sent que ses intérêts sont les mêmes que les vôtres. Elle

sent, et sentira, que la démocratie britannique a tenu sa parole envers elle. Elle sait que ceci est une guerre juste. Elle est émue tout particulièrement par le fait que cette guerre est entreprise pour la défense des petites nations et des peuples opprimés. Les hommes d'Irlande bondiront à votre secours. Par cent fois au cours des dernières années, j'ai promis publiquement, non seulement pour moi mais au nom de mon pays, que lorsque les droits de l'Irlande seraient admis par la démocratie d'Angleterre l'Irlande deviendrait le bras le plus fort de la défense de l'Empire. L'épreuve est venue, plus tôt que personne ne l'attendait ; je dis au Premier Ministre que nous la subirons honorablement... C'est le devoir et l'honneur de mes compatriotes de prendre leur place dans la ligne de feu.

« Tout comme Botha et Smuts ont pu dire qu'en concédant des institutions libres à l'Afrique du Sud vous avez changé des hommes, qui il y a à peine plus de dix ans étaient vos ennemis mortels, en loyaux camarades et en concitoyens de l'Empire, ainsi en vérité je puis vous dire que par ce qu'a fait ce pays-ci dans les dernières années, l'Irlande, naguère décrite par George Meredith comme « le bras brisé de l'Empire », s'est changée en l'un des remparts les plus forts de cet Empire ».

Ainsi parle le chef, et voilà qui est bien dit. J'ai

cru bon de citer cela tout au long, car c'est tellement beau qu'on voudrait y voir l'acte de foi d'une nation. Mr. Redmond venait de faire les mêmes promesses au cardinal Mercier de passage à Londres en rentrant du Conclave : « Nous vengerons la Belgique ! » Et j'y ai cru comme les autres, à ce point que, m'étant proposé d'écrire ce livre depuis trois ans, j'ai toujours tardé à le faire, en espérant jusqu'au bout que l'Irlande n'allait pas renier la signature de ses fondés de pouvoir. Pas une voix ne s'éleva des bancs irlandais pour désavouer Mr. Redmond, pas même celle de Mr. Dillon.

Pourtant, dès ce jour-là, une parenthèse de l'orateur eût pu donner l'éveil, et la voici : « L'Irlande nationaliste, dit un article du *Times*, renie encore ses courageux soldats, étale des affiches contre l'enrôlement et prêche la sédition dans ses journaux ! C'est une cruelle calomnie. Ceux qui distribuent des circulaires et publient une fois la semaine de misérables petits chiffons contre l'enrôlement sont un petit groupe d'hommes qui n'ont jamais appartenu au parti nationaliste officiel et ont toujours été nos ennemis acharnés. Vous trouverez là-dedans l'éloge de l'empereur d'Allemagne dans la même phrase qui insulte mes collègues ! »

Ces « frondeurs » n'étaient que des exceptions ? Soit. Comment sont-ils aujourd'hui les favoris de l'opinion irlandaise ? Mr. Redmond vient de mourir,

rongé par la forfaiture de son peuple qui n'a pas tenu l'engagement qu'on avait pris pour lui. Que voyons-nous? Son successeur, Mr. Dillon, jette un masque qui lui pesait et s'allie à « ces misérables petits chiffonniers ».

A la fin de septembre, Mr. Asquith vient se faire acclamer à Dublin en compagnie de Mr. Redmond, et celui-ci répète son appel aux armes : « La démocratie de la Grande-Bretagne a tenu ses promesses envers nous, à nous de tenir les nôtres ». Cette fois Mr. Dillon et Mr. Devlin, du haut de la même plate-forme, proclament clairement leur assentiment. Quelques jours après, Sir Edward Carson et Mr. Bonar Law parlent à leur tour à Belfast : « Nous règlerons nos comptes plus tard; pour l'instant, vouons-nous tous à la défense de l'Empire ».

Le recrutement marche très bien en Ulster. Dans le reste de l'Irlande il y a un peu plus de confusion, et l'on ne pourrait dire au juste ce qui s'est passé. Il paraît ressortir des déclarations de Mr. Redmond qu'il voulait deux choses distinctes : une « Brigade Irlandaise » qui irait se battre sur le Continent, avec des officiers irlandais seulement et peut-être même si possible sous le drapeau vert à la harpe d'or?; et un corps de « Volontaires Irlandais » *pour la défense de l'île,* c'est-à-dire continuer à armer sous ce prétexte les Volontaires Nationalistes qui se préparaient la veille à aller

mater l'Ulster. Avait-on rêvé de se faire donner des armes par les autorités britanniques, pour équiper ce qui n'était en somme qu'un corps de partisans assez suspects ?

Le War Office ne mit aucun empressement à encourager ces deux projets selon les exigences irlandaises. Il acceptait volontiers les recrues d'Irlande aux mêmes conditions que les autres, pour les verser dans les héroïques régiments irlandais existant déjà ; mais non pour leur laisser faire bande à part, choisir à leur gré l'endroit où ils consentiraient à se battre, etc... en un mot surexciter un peu plus le vieil esprit de rivalité séparatiste.

Il n'en fallait pas davantage pour que les chefs nationalistes, ne voyant pas le peuple répondre à leur appel comme ils l'avaient promis, missent leur échec sur le compte du War Office et de la « stupidité anglaise bien connue ». Cette insinuation apparaît pour la première fois dans un discours de Mr. Redmond à Waterford le 11 octobre 1914 : quinze jours de propagande lui avaient suffi pour constater parmi ses compatriotes une indifférence et une hostilité de mauvais augure.

Le 31 octobre, après deux mois de réticence bienveillante, le *Times* se décide à lui prêter la main et à parler franc. Il demande pourquoi un gouvernement béat laisse se multiplier en Irlande

de petites feuilles dangereuses et sournoises distribuées gratuitement, qui conjurent le paysan de ne pas « vendre son âme pour le shilling du Saxon », de ne pas tirer l'Angleterre de son cruel embarras, de s'abstenir d'une « guerre anglaise » tant que l'Allemand ne débarque pas dans l'île... ? Il demande pourquoi M. Birrell, toujours souriant, laisse tant de liberté à ces plumitifs, alors que la censure est si sévère pour les journaux anglais? Il demande d'où vient l'argent pour une campagne aussi coûteuse? Et surtout, il fait observer que les évêques d'Irlande gardent un silence inquiétant et n'ont pas encore approuvé les déclarations de Mr. Redmond... Remarques prophétiques, dont les mois suivants vont révéler la déplorable exactitude. La Grande-Bretagne a beaucoup souffert des erreurs, des camaraderies louches, des tergiversations et des faiblesses de ceux qui la gouvernaient en 1914. Mr. Asquith n'avait-il pas confié la censure de la presse à Sir Stanley Buckmaster, devenu depuis Lord Buckmaster et l'une des lumières de la cabale pacifiste-défaitiste ?

Il y eut bien entendu des fluctuations, quelques beaux mouvements, et certains leaders nationalistes firent de louables efforts pour activer le recrutement. Mais une comparaison me paraît résumer assez bien l'attitude des deux grandes

fractions de l'Irlande : à la mi-novembre, la Municipalité de Dublin avait donné à l'armée 42 de ses employés, celle de Belfast 439.

Vers cette époque les tendances séditieuses se précisent. Il ne s'agit plus d'abstention narquoise, mais de sympathie avouée pour l'ennemi. Une presse envenimée à la tête de laquelle brille l'organe des Volontaires Nationaux, « The Irish Volunteer », prêche l'innocence de l'Allemagne, se réjouit effrontément de nos revers, calomnie odieusement le soldat français, anglais, algérien, et promet à bref délai l'effondrement d'Albion. « Quand cette vieille carcasse putride ne pourra plus ruer, écrit l' « Irish Freedom », il s'élèvera de la nation irlandaise un péan d'exultation qui déchirera les cieux ». « Surtout, n'allez pas vous faire tuer pour les Anglais, renchérit le « Volunteer » ; le seul chemin vers la gloire et le bonheur de l'Irlande, c'est l'écroulement de l'Empire Britannique ». Les doux agneaux ! cela promet... Et tout cela n'inquiète ni Buckmaster ni Birrell, ni le vice-roi Lord Aberdeen. Qu'est-ce donc, grand Dieu, qui pourrait bien troubler leur sérénité ? Mr. Birrell, interpellé, avoue même « qu'il n'y voit pas grand danger et que ces publications font plus de bruit en Angleterre qu'en Irlande... [1] »

1. Chambre des Communes, 25 novembre 1914.

Et c'est alors aussi qu'un groupe dont on a tant parlé depuis prend la direction de toute cette agitation séditieuse, la *Sinn Fein Society*. « Sinn Fein » veut dire en gaélique « nous nous-mêmes » ; c'est en un mot le parti de l'autonomie intégrale, avec un programme très réaliste et très pratique. Avant tout *Sinn Fein* professe grand mépris pour le parti irlandais nationaliste et ses efforts parlementaires : il veut ignorer tout simplement le Parlement Britannique, déclarant que ni Mr. Redmond ni ses 84 députés, ni même les grands chefs du passé, n'ont jamais abouti à rien. Il a une Constitution :

1° Nous sommes une nation distincte ;

2° Nous ne consentirons jamais à discuter avec la Grande-Bretagne tant qu'elle n'aura pas tenu ses engagements de 1783 nous accordant irrévocablement un Parlement séparé — (on oublie que la Rébellion de 1798 a changé les conditions de l'Acte de 1783) ;

3° Nous sommes décidés à faire usage de tout ce qui est ou sera en notre pouvoir pour notre propre avancement et la création d'une nation prospère, virile et indépendante ».

Suivent les moyens à employer :

Protection douanière (contre l'Angleterre, bien entendu) ;

Service consulaire indépendant ;

Marine marchande pour pouvoir se passer des Anglais ;

Révision cadastrale et exploitation des ressources minérales ;

Banque d'État et Bourse nationales ;

Dans l'administration civile, les fonctionnaires seront désignés par un examen-concours *à la discrétion des autorités locales* ;

Enseignement obligatoire de la langue celte, de l'histoire irlandaise, des méthodes « nationales » (!) de manufacture et d'agriculture, etc... et quelques autres progrès à rebours ;

S'abstenir de tous spiritueux soumis aux droits d'accise britanniques ;

Refus de toute participation volontaire aux forces armées britanniques ;

Refus de reconnaître au Parlement Britannique le droit moral ou constitutionnel de donner des lois à l'Irlande. Assemblée annuelle élue à Dublin pour formuler des réformes au profit du peuple.

C'est ambitieux ! Le groupe a débuté modestement, au moment de l'apogée du parti nationaliste dont il allait un jour saper l'hégémonie. En fait de personnel, le fondateur est un journaliste de souche galloise, Mr. Griffith, et les principaux dirigeants sont des professeurs de collège et d'Université, de jeunes poètes, etc... On s'est d'abord moqué d'eux en les traitant d'illuminés, mais il faut avouer que

leur programme est plus pratique qu'utopiste. « Cessez d'aller tout mendier à l'Angleterre, mettons-nous à la tâche nous-mêmes », et ils commencent par ouvrir une banque, fonder un journal et solliciter des mandats municipaux et provinciaux.

Ils se séparent des deux éléments qui jusqu'ici ont mené le pays, le clergé et le parti nationaliste parlémentaire. « Cent ans de beaux discours ne nous ont rien donné. » Évidemment, les faiseurs de beaux discours, politiciens de profession, la trouvent mauvaise et leur rendent ces insultes avec usure. Le clergé, plus prudent, ne se déclare pas, il attend de voir qui l'emportera ; mais les jeunes abbés ne cachent pas leur sympathie pour les rebelles à outrance, assistent aux réunions de *Sinn Fein*, et il arrive souvent que dans une paroisse le vieux curé soit Redmondiste et ses vicaires Sinn Feiners exubérants. Enfin *Sinn Fein* a un autre allié, le groupe des socialistes révolutionnaires de Dublin, mené par un démagogue des plus virulents, Jim Larkin, et enchanté de trouver ce concours pour le grand chambardement de demain.

Qu'y a-t-il de plus clair dans ce mouvement ? Depuis cent ans, depuis O'Connell, les porte-parole officiels de l'Irlande, représentants élus et clergé catholique, ont demandé sous le nom de *Home Rule* une autonomie sujette à la suprématie de la Couronne, promettant d'être sages et de n'en pas

réclamer plus, d'être bien raisonnables et de maintenir entre les deux îles les mêmes avantages mutuels, enfin de ne jamais constituer pour l'Angleterre une menace militaire. En gage de bonne foi il restait toujours bien entendu que les autorités impériales seules gardaient le contrôle des choses militaires et des relations internationales. Et au moment où tout cela est accordé, où, comme le dit solennellement Mr. Redmond, « la démocratie britannique a tenu sa parole, nous devons tenir la nôtre », un nouveau parti se lève pour répondre à Mr. Redmond :

« Vous n'aviez pas le droit de faire cette promesse, nous ne reconnaissons aucun engagement pris envers l'Angleterre. Et nous ne voulons pas non plus de votre transaction constitutionnelle, il nous faut une République indépendante. »

Là-dessus, en deux ou trois ans, toute l'Irlande a lâché Mr. Redmond, répudié ses déclarations, et repris à son compte la formule nouvelle de *Sinn Fein*. Le tour est joué, et c'était à prévoir. Parnell n'avait-il pas juré de rompre le « dernier chaînon » ? On y arrive par étapes, mais on y arrive sûrement. Les beaux gestes ou la phrase émue d'un Redmond ont endormi les idéologues radicaux d'Angleterre, et fait oublier trop d'autres menaces compromettantes. Malheureusement en Irlande il n'y avait que ces dernières qui valaient quelque chose.

On dit aux Unionistes, « ayez confiance en l'Irlande » et ils haussent les épaules... Voyez s'ils ont tort.

En décembre 1914, Mr. Birrell refusant d'intervenir, les autorités militaires lasses de l'inertie ministérielle prirent sur elles de saisir ces petits journaux séditieux. « And so the trouble began... » *Sinn Fein* cria à la persécution, tint quelques meetings tumultueux en défiant publiquement la police. Le succès dépassa tous les espoirs : les « Volontaires Nationaux » tournèrent le dos à Redmond et passèrent en masse aux « Volontaires Irlandais » de *Sinn Fein.*

Sinn Fein commence à parler de « nos braves alliés les Allemands » et adopte une nouvelle devise, « Gott strafe England ! » : décidément l'activisme irlandais se rapproche de plus en plus de Berlin. Le 6 décembre, le Dr. boche Kuno Meyer, naguère professeur de langue celte à l'Université de Dublin, annonce au « Clan Na Gael » de New-York que l'Allemagne est en train de former une brigade irlandaise parmi ses prisonniers. C'est le premier aveu de cette nouvelle intrigue.

Des premiers mois de 1915 il n'y a guère que deux choses à retenir : la grande prospérité de l'Irlande, car tout en se désintéressant de la guerre elle ne refuse pas d'en profiter, — et l'indifférence de l'opinion anglaise pour ce qui se passe dans l'Ile Verte. On ne provoque pas l'Irlande, on n'y pense

même pas, on a d'autres chats à fouetter. Il faudrait inventer d'autres griefs pour excuser l'attitude louche d'Erin.

Le 15 mars Mr. Redmond va se plaindre à Manchester de ce qu'on n'ait pas laissé ses Volontaires seuls défendre le sol irlandais. C'est une assez naïve invitation à retirer la garnison anglaise. L'Ulster y met moins de conditions, et Belfast a donné à la date du 1er mars 19000 engagements, soit près de 5000 par 100000 habitants et plus qu'aucune ville du Royaume-Uni ; les comtés unionistes d'Ulster représentent trente pour cent de la population de l'Irlande, mais ils ont fourni soixante pour cent de ses recrues.

Au mois de mai Dublin, Lord Maire et députés nationalistes en tête, se met à « bouger », au sujet des nouveaux droits sur les bières et alcools, car on ne veut même pas nous aider financièrement. Là-dessus Mr. Redmond pose son ultimatum, soutenu par les vociférations de tout son parti, et le Cabinet Asquith, n'ayant rien à lui refuser, cède aux premières sommations et retire son projet. La leçon ne fut pas perdue et cette petite scène s'est renouvelée chaque fois qu'on a voulu tirer de l'Irlande un concours quelconque.

Quelques jours plus tard, l'Angleterre subit sa première crise grave de politique intérieure depuis la déclaration de guerre. Le ralentissement du

recrutement volontaire, l'insuffisance de munitions, les déceptions militaires de Neuve-Chapelle et de Gallipoli, des tiraillements à l'Amirauté, les revers de Galicie, une manœuvre contre Lord Kitchener qu'on croit hostile à la conscription — bref il y a tout un paquet de linge sale à lessiver, et les journaux de Lord Northcliffe s'en chargent avec leur vigueur bien connue. Il s'agit de bousculer les mesquines combinaisons de couloirs où s'attarde encore le personnel radical, d'en finir avec les atermoiements de Mr. Asquith, d'écarter du pouvoir plusieurs personnages fort tièdes, sinon suspects, d'exiger du sang nouveau, une réorganisation administrative et une unité parfaite de tous les chefs de partis pour la conduite de la guerre. D'où le Ministère de coalition où Mr. Asquith va s'adjoindre les grandes vedettes conservatrices, Lord Lansdowne, Lord Curzon, MM. Balfour, Bonar Law, Walter Long, Chamberlain fils, et le leader trade-unioniste, Mr. Henderson.

Pour compléter cette union des bonnes volontés, il restait à y convier les chefs des deux factions rivales d'Irlande, Redmond et Carson. Ce dernier accepta volontiers un des portefeuilles judiciaires subalternes, l'autre déclina l'offre et préféra rester dans l'observation, en franc-tireur. Il ne refusa, dit-on, que contraint et forcé, pour obéir à son parti ; toujours est-il que cette bouderie marquait

une volte-face et un recul, après les belles promesses d'août 1914.

A vrai dire le parti nationaliste était profondément morfondu de voir disparaître le « *Home Rule Cabinet* » qu'il avait tenu si longtemps en servage, et ne cachait pas son dépit. Le reste lui paraissait tout à fait secondaire. Tout le reste! L'humanité aux abois, le sort indécis des autres petites nations, les crimes impunis, les martyrs à venger... non, l'Irlande n'en a cure! Le nationalisme ne serait-il qu'un égoïsme ethnique?

Sait-on de quoi l'on s'émeut à Dublin, quinze jours après l'infernale affaire du *Lusitania*? Dans la reconstruction de son cabinet, Mr. Asquith voudrait nommer Lord Chancelier d'Irlande un vieil adversaire politique, juriste capable et respecté, mais unioniste convaincu. Aussitôt grand conseil de guerre nationaliste, et Mr. Redmond brandit ses foudres : « C'est une insulte à l'Irlande »! Mr. Campbell retire sa candidature pour apaiser ces patriotes chatouilleux ; mais que doit penser l'Ulster, auquel on a promis la plus honnête impartialité dans les nominations, plus tard, sous le *Home Rule*?

En juillet, autre « insulte à l'Irlande ». La Grande-Bretagne, après avait enrôlé trois millions d'hommes, voit tarir le flot du volontariat et se prépare à appliquer la conscription. Il faut pour cela

mettre à jour le registre de la population, établir les rôles d'où l'on tirera les hommes valides. L'Irlande proteste, et comme le nouveau Cabinet comprend encore Messieurs Asquith et Birrell, Mr. Redmond leur dicte l'expédient traditionnel : le recensement ne s'appliquera pas à l'Irlande... mais à l'Ulster seulement.

Et les promesses ne se réalisent toujours pas, le recrutement traîne en Irlande et reste loin des moyennes normales. Il faut trouver de nouvelles échappatoires pour s'excuser et l'on s'indigne de voir Sir Edward Carson appelé aux honneurs, on insinue que la division d'Ulster ne part pas pour le front et s'attarde dans ses camps avec de sinistres arrière-pensées, etc... On va même jusqu'à soutenir que la présence de Carson dans le Ministère suffit à elle seule à absoudre les jeunes Irlandais récalcitrants.

L'apathie de cette belle jeunesse, il est vrai, n'est que de surface. Le 1er août, on en eut une preuve soudaine, où beaucoup virent un inquiétant présage. On enterrait à Dublin O'Donovan Rossa, vieux dynamitard chargé d'ans et de crimes, gracié par Gladstone et exilé en Amérique, enfin le type parfait du « martyr irlandais ». Les funérailles furent grandioses, et 10 000 Volontaires, aussi bien Redmondistes que Sinn Feiners, y défilèrent en bon ordre. 5 000 au moins étaient armés de fusils

de guerre. La police, sous le régime Birrell, avait toujours défense d'intervenir, et les sergents recruteurs ne purent que suivre cette parade d'un œil d'envie. Et Mr. Redmond, candide, est de plus en plus étonné de ce que le War Office refuse de reconnaître officiellement ses volontaires !

A la fin octobre, ne voulant pas être responsable de notre diplomatie pusillanime dans les Balkans, Sir Edward Carson démissionne, et ses adversaires auront donc ainsi un prétexte de moins pour nous bouder. Le recrutement n'en marche pas mieux pour cela. Mr. Redmond s'en console en montrant l'héroïsme de ceux qui sont partis, et des Irlandais d'Australie et du Canada ; certes nous les admirons tous, mais est-ce d'eux qu'il s'agit ? Je cueille au passage sur le même thème une confidence d'un Irlandais qui n'est pourtant pas méchant : « Notre pays n'est pas rebelle puisque 300 000 hommes de notre race (il compte aussi les coloniaux) se battent pour l'Angleterre et non contre elle »... et un peu plus loin : « Il est assez dur que nos hommes dans les armées britanniques se fassent tuer pour des causes que les meilleures explications ne nous rendront jamais moins étrangères, ni même intelligibles (*sic !*) » Le commentaire gâte tout[1].

Redmond se dit très fier de l'attitude de ses

1. James Stephens, « The Insurrection in Dublin », p. 88. —

compatriotes. « Pour la première fois au cours de son histoire, assure-t-il au Parlement le 2 novembre, toute la race irlandaise sympathise pleinement avec ce pays dans la guerre. » Il est vrai que l'Irlande est tranquille, ou paraît tranquille. Les mois suivants vont nous montrer ce que cela cache.

En décembre 1915, le *Times* jette un nouveau cri d'alarme touchant la propagande de *Sinn Fein* et de gazettes soi-disant petites mais considérablement répandues. Mr. Birrell est contraint d'avouer que « les Volontaires irlandais s'efforcent d'entraver le recrutement et de fomenter la sédition. » Malheureusement il ne se décide pas encore à agir, et le laisser faire reste toujours sa panacée. Les malcontents s'arment et s'exercent de plus belle, l'évêque de Limerick bénit leur cause en écrivant que « cette guerre ne regarde pas l'Irlande », et tous s'accordent sur un nouvel argument : « Nous ne devons rien à l'Angleterre tant qu'elle n'applique pas le *Home Rule* qu'elle a voté. Et Mr. Redmond nous trahit en acceptant cette remise, en ne s'armant pas des circonstances pour forcer la main, se faire donner par Mr. Asquith satisfaction immédiate et intégrale, *y compris la soumission de l'Ulster*. Les Anglais sont dans l'embarras, la guerre leur donne plus de déboires qu'ils ne l'avaient prévu ? tant mieux : « England's

difficulty, Ireland's opportunity! » Allons, profitons-en... »

A ce moment le Gouvernement cherche à faire des économies, à réduire ses dépenses d'administration. Pour celles de l'Irlande où il y a des abus notoires, on propose une Commission d'examen. Mr. Redmond s'y oppose, « no Irish economies », pas d'économies en Irlande. Le Gouvernement cède. Et depuis quarante ans le parti nationaliste vitupère précisément contre les gaspillages, contre les extravagances du budget irlandais ! quelle logique, et quelle bonne foi !

*
* *

Au Nouvel An de 1916, le Cabinet britannique prend une grave résolution, il va proposer la conscription. Cela répugne à l'Angleterre libérale, mais quand on a le cœur bien placé on sait faire taire ses répugnances dans une heure aussi tragique, et pour une cause aussi noble. Le débat fut solennel et les députés de Grande-Bretagne votèrent la loi par une majorité de dix contre un[1]. Mais là encore Mr. Redmond avait posé son veto : la nouvelle loi ne s'étendrait pas à l'Irlande ! Dieu sait quels déboires nous a valus cette clause.

1 403 contre 105, dont 60 Nationalistes irlandais.

Le discours du chef irlandais fut assez terne. Il tenait surtout à proclamer que son pays avait fait son devoir ; mais suffit-il de le crier si haut pour nous le faire croire ? — et il osa risquer une comparaison entre la Grande-Bretagne et l'Irlande. N'est-ce pas une gageure ? Pour en faire justice, voici les chiffres exacts que le Gouvernement dut publier à l'époque.

La Grande-Bretagne avait fourni jusqu'au 23 octobre 1915 près de 3 millions de volontaires (armée régulière et réserve, marine, armée de Kitchener)[1]. Il lui restait 5 millions d'hommes d'âge militaire, dont 2 830 000 vinrent offrir leurs services à Lord Derby du 23 octobre au 15 décembre — sous réserve d'être appelés par groupes, les célibataires d'abord, etc...

Sur les instances de Mr. Redmond, le recrutement par groupes, système Derby, n'avait pas non plus été étendu à l'Irlande. Mr. Birrell répartit comme suit pour les quatre provinces irlandaises les hommes d'âge militaire au 15 août 1915 (I) et les engagements volontaires jusqu'au 15 décembre (II).

	(I)	(II)		
Leinster (Dublin)..	174 597	27 458	ou 15,7	pour 100
Munster.. . . .	136 637	14 190	10,4	—
Connaught.. . .	81 392	3 589	4,4	—
Ulster.	169 489	49 760	29,5	—

1. L'Armée régulière et la marine comprenaient avant la guerre 26 000 Irlandais en service et 30 000 réservistes.

Le lecteur pourra voir si les pourcentages justifient la fierté patriotique de Mr. Redmond pour les trois premières provinces, qui relèvent de son parti. « En voilà assez de ces illusions trompeuses au sujet du recrutement irlandais, s'est écrié Mr. Campbell, député de l'Université de Dublin, dans un des meilleurs discours de ce débat. Soyons honnêtes et sincères. Il y a des tas d'endroits en Irlande où l'on n'oserait tenir un meeting de recrutement. Et combien de ces meetings ont été dispersés par des bandes hostiles en ces derniers mois ? Tenez, nous avons un compatriote qui devrait être un héros national, le brave O'Leary, le premier soldat de la Garde irlandaise décoré de la Victoria Cross pendant cette guerre. Londres l'a fêté, toute l'Angleterre l'a acclamé, le voilà promu lieutenant : il n'y a que dans sa patrie, en Irlande, qu'il se soit fait huer et insulter ! »

Et Mr. Campbell, dans un beau mouvement, reprend et retourne l'odieuse formule, « England's difficulty, Ireland's opportunity, » dans une ardente supplication ; oui, voici venue la chance de l'Irlande, le moment opportun, l'heure des inspirations sacrées ! oui, soyons loyaux envers la cause de justice et de liberté, aidons l'Angleterre dans sa tâche superbe. Alors vraiment nous aurons tout mérité et nous pourrons tout demander. Et nous aurons conquis nos droits autrement que par des rébellions

et des coups de poignard dans le dos... ! Hélas ! comme Mr. Campbell est un vieil unioniste, les Nationalistes écoutent cela en ricanant, et une voix leur souffle le dogme nouveau, la devise de Sinn Fein, « Ourselves alone... nous seulement... »

Sir Edward Carson proteste au nom de l'Ulster, sa province est humiliée par cette faveur insultante, et les vaillants régiments irlandais vont manquer de renforts. Mr. Redmond se fâche, il prend cela sur lui, les régiments irlandais ne seront pas ainsi délaissés, les volontaires ne manqueront pas. Belle promesse assurément, mais qui va la tenir ? Ne s'en est-on pas assez moqué déjà depuis un an ? Non, l'Irlande n'aura pas la conscription, et l'heure approche où elle nous en remerciera à sa manière.

*
* *

Imperceptiblement, nous arrivons au bord du gouffre, les rebelles préparent leur coup dans des conditions inespérées, tout paraît sourire à leurs desseins. On ne pense pas à eux, les yeux se tournent ailleurs ; on a les tragiques émotions de Verdun, et depuis le 1er mars à minuit, la guerre sous-marine à outrance. Pauvre Irlande ! une insulte de plus, la mortification de n'intéresser personne ! Ceux-là mêmes qui devraient s'occuper d'elle, tel le ministre Birrell, ont l'air de n'y pas penser. Les

Sinn Feiners ont le champ libre, ils ne se contentent plus d'exercices en campagne, ils manœuvrent en plein Dublin. Manœuvres de nuit, combats de rues, simulacres de siège du « Castle », la citadelle du Gouvernement, et tout cela avec de bons fusils, impunément, sous les yeux d'une police muselée. Mr. Birrell et ses sous-ordres prétendent trouver cela très comique et très innocent. Le règne de ces inconscients touche à sa fin et nous n'aurons bientôt plus à parler d'eux, mais avant d'oublier leur nom, voici un des cent petits incidents qui résument bien la méthode de ces ineffables administrateurs.

Le budget de 1916 instituait une taxe sur les spectacles et réjouissances publiques, réunions sportives, etc... En Irlande où tout est politique, les sports sont réglementés par la « Gaelic League », sorte de réplique de *Sinn fein*. La Ligue Gaélique a fait du football et du hockey anglais, avec des noms nouveaux et d'insignifiantes modifications, des « jeux nationaux pour développer l'esprit national ». On en veut tout simplement à une des formes de l'influence anglo-saxonne, et on ne s'en cache pas le moins du monde. Du reste les statuts de la Ligue bannissent sans pitié tout Irlandais « assez lâche pour porter l'uniforme anglais », et aucun soldat ne peut pénétrer dans ses enceintes.

Or, cette Ligue demande à ne pas payer les taxes d'entrée pour ses réunions de football, en invoquant

les intérêts supérieurs de l'idéalisme national et autres attrape-nigauds. Et le nigaud fut Mr. Birrell : il s'inclina avec l'habituelle mansuétude. La sédition fait prime, et cela se passe quinze jours avant la guerre civile de Dublin !

Enfin, les tribunaux ne servent à rien. Dès qu'un juge ose être sévère, le gouvernement le réprimande. Les jurys sont complices de tous les délits : pour un discours prêchant la trahison, 1 shilling d'amende, et le public en plein prétoire acclame le kaiser. Aucune suite, la police doit laisser faire.

Les forts de Verdun tombent un à un, nous sommes acculés, la bête enragée nous presse... il ne nous reste qu'à être fusillés dans le dos : *Sinn Fein* s'en charge.

Le 25 avril 1916, mardi de Pâques, paraît un bref communiqué de l'Amirauté. « Du 20 au 21 avril, avec l'appui d'un sous-marin allemand, un bateau déguisé en cargo neutre, mais en réalité un auxiliaire allemand, a tenté de débarquer des armes[1] et des munitions en Irlande. L'auxiliaire a été coulé, et nous avons fait un certain nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouve Sir Roger Casement. »

1. 20 000 fusils capturés en Russie, type 1905.

Et le soir même, on a d'autres surprises, une sortie de croiseurs allemands, un bombardement de la côte Est d'Angleterre, et une révolte armée à Dublin, la Poste Centrale saisie par les émeutiers, etc...

Ces événements décrits par les journaux sont dans la mémoire de tous. Les coïncidences sont décisives : il y a du boche là-dessous, et de l'Irlandais aussi. L'Irlande s'est acoquinée. Et Mr. Birrell devra bien convenir, avant d'aller planter ses choux, après dix ans de faiblesse coupable, qu'on ne gagne pas l'Irlande par la douceur. Puissent d'autres hommes d'État, non moins sincères et non moins bien intentionnés, ne pas retomber dans son erreur !

CHAPITRE VIII

L'INSURRECTION ET SES SUITES

Donc, aux Pâques de 1916, les autorités chargées de gouverner l'Irlande repoussent toute inquiétude et tout soupçon ; l'optimisme est de commande. On permet aux officiers du camp de Curragh d'assister le lendemain aux épreuves d'obstacle de Fairyhouse et le Commandant en chef, général Friend, est parti à Londres en congé. Le château de Dublin est gardé par un poste de 17 hommes. Il n'y a pas plus de 1 000 hommes à Dublin pour tenir toutes casernes, poudrières, etc..., et 2 500 au Curragh.

Plus loin, dans les campagnes de l'Ouest, tout est rumeurs, on se passe mystérieusement des secrets : « Les Allemands viennent délivrer l'Irlande... 30 000 Prussiens ont débarqué en Kerry, autant d'Irlandais américains à Wexford... Verdun est tombé, la France a capitulé et signé la paix, l'Angleterre implore une paix séparée... les côtes d'Irlande sont entourées d'un cordon de sous-

marins, les renforts anglais ne pourront pas arriver... »

Le lundi de Pâques fut une vraie journée de fête au soleil radieux. On avait annoncé une grande parade des Volontaires de *Sinn Fein*, en uniforme vert. Dans les rues de Dublin, beaucoup de soldats en permission, et parmi eux des Canadiens, des Australiens venus revoir des cousins éloignés. On sait que les troupes britanniques ne portent pas d'armes en dehors du service, pas même la baïonnette.

De petites escouades de *Sinn Feiners* passent un peu partout, se rendant à la parade ; on les regarde avec curiosité, mais le spectacle n'est pas nouveau. Tout à coup, à la Poste Centrale, un jeune officier anglais qui vient d'acheter un timbre s'entend dire qu'il est prisonnier, se retourne et se trouve entre deux Volontaires, baïonnette au canon. Au dehors, on entend des coups de feu : *Sinn Fein* abat tous les permissionnaires en kaki et sans armes. Un petit restant de cette férocité atavique dont on reproche tant à l'Ulster de se méfier... Quinze jours plus tard Mr. Dillon dira aux Communes qu'il regrette de voir si mal placée l'ardeur de ses compatriotes, mais qu'il est fier de leur bravoure, car ils se sont battus proprement. Les Irlandais ont de ces euphémismes !

Quelques cavaliers conduits par un sous-lieute-

nant rentraient d'un service d'escorte, la lance au repos et sans autres armes, au pas, le long des quais. Quand le tout jeune officier, un enfant, déboucha au coin de Sackville Street, feu de peloton : il tombe de cheval, tué. Puis son brigadier.

Aux grilles du château stationnait un vieux policeman, bon garçon, populaire et connu de tout Dublin. Voyant arriver une patrouille et croyant à une nouvelle facétie comme il en avait tant vu depuis deux ans, il lève la main et leur dit : « Allons, les gars, éloignez-vous, pas de bêtises… » Un coup de fusil l'abat, tué. La patrouille était menée par une femme, qui se pencha et cracha au visage du cadavre. Cela prit deux secondes, juste assez pour permettre aux sentinelles d'appeler la garde. C'est ainsi que le château de Dublin fut sauvé[1].

Les automobiles, les camions, etc… sont arrêtés et réquisitionnés pour les barricades. Pour tous les civils qui n'obtempèrent pas (car personne ne prend encore cela au sérieux), un coup de revolver, sans phrases. Le pré de Saint-Stephen est saisi par un autre groupe, commandé par la fameuse comtesse Markievicz, très élégante en pourpoint vert, culotte et feutre mou. Fille d'une des meilleures et plus vieilles familles du pays, les Goore-Booth,

1. F. A. Mac Kensie, « The Irish Rebellion ».

esthète, excentrique, jadis mêlée aux rapins de Montparnasse, elle s'était mariée à Paris à un jeune comte polonais, l'avait ramené à Dublin où elle était à la tête du suffragisme, des cuisines socialistes, de l'art futuriste et du théâtre décadent, etc... Un admirateur attribue à cette pittoresque amazone ce pieux souhait : « Puissé-je tuer un seul soldat anglais et je mourrai heureuse[1] ! » Le vœu fut sans doute exaucé, car quelques officiers sortant d'avoir déjeuné au Shelbourne Hôtel, à l'autre bout du square, roulèrent sur le pavé — simples visiteurs de passage, sans armes non plus. Enfin les rebelles s'installent dans plusieurs grandes bâtisses, y percent des meurtrières et fusillent à coup sûr les derniers flâneurs en kaki qui osent passer à leur portée.

Cela commença à midi sonnant. Les troupes régulières du Curragh n'arrivèrent que le soir, les renforts d'Angleterre le mercredi. Dans l'entre-temps on ne tua que des promeneurs sans défense, toute une orgie de « bravoure » chère à Mr. Dillon. *Sinn Fein*, en hissant sur le Post Office son drapeau blanc, vert et orange, proclame la République Irlandaise. « Hommes et femmes d'Irlande, au nom de Dieu et des générations défuntes dont elle tire

1. L. G. Redmond Howard (neveu de John Redmond) : « Six days of Irish Republic ».

ses vieilles traditions de nationalité, l'Irlande, par nous, appelle ses enfants au drapeau... Ayant attendu résolûment le moment de se révéler, elle saisit aujourd'hui cette occasion, soutenue par ses enfants exilés en Amérique et par *nos galants alliés d'Europe...* » Pendant ce temps-là, tandis que les *Sinn Feiners* armés montraient une certaine discipline, la lie des taudis de Dublin pillait les grands magasins des deux principales rues, Sackville Street et Grafton Street, fourreurs, bijoutiers, confiseurs, etc. Le lendemain les manchons de renard blanc se vendaient un shilling ou deux dans les quartiers de misère. Les hommes s'attaquaient de préférence aux dépôts de liqueurs; ivres et furieux, ils s'assommaient les uns les autres à coups de bouteilles, et le soir il y avait dans les hôpitaux de Dublin beaucoup plus de ces blessés-là que de victimes des fusillades.

La nuit tombée, l'état-major de *Sinn Fein* se déclarait enchanté, et le fait est qu'il avait fait montre d'habileté tactique et d'un plan bien concerté. Les bâtiments qu'il occupait dominaient les ponts, les voies d'accès, etc. Il avait commencé la besogne, et pour le reste il annonçait à la population l'arrivée des Allemands qui allaient compléter le travail. Au lieu de Boches, les paquebots d'Angleterre amenèrent des régiments de l'armée de Kitchener, avec artillerie, mitrailleuses, autos

blindées; les soldats de bataillons irlandais ne furent pas les moins acharnés à mettre les rebelles à la raison.

Le mercredi la loi martiale fut proclamée et le général Maxwell arriva avec mission de rétablir l'ordre. Le général venait de défendre le canal de Suez et de repousser les Turcs, et se trouvait en Angleterre pour prendre un commandement plus important; il s'était montré en Égypte administrateur adroit autant que soldat heureux.

Petit à petit les rebelles sont encerclés, mais ils tiennent encore quelques jours. Le vendredi, tout en se sachant perdus, leur état-major lance une dernière bravade: « L'armée anglaise, si fière des Dardanelles et de la Marne, est vaincue par nous! » Puis la glorieuse « guerre de libération » finit comme finit la semaine, toute la bande se rend le samedi. Au bilan de l'aventure, 124 soldats tués, 400 blessés; 216 civils tués, 514 blessés. Les plus belles rues de Dublin étaient détruites et les dégâts s'élevaient à 100 millions. Les pertes des *Sinn Feiners* ne purent jamais être évaluées, beaucoup furent ensevelis et carbonisés sous les décombres des maisons incendiées, et la plupart des blessés furent emportés et cachés par leurs amis. Le plus grand nombre des insurgés n'avait qu'à jeter un fusil et une bandoulière pour poser en spectateurs inoffensifs, et s'il y eut des cas de justice sommaire,

c'est que là vraiment « les civils avaient tiré ». Enfin tous les témoins, journalistes, officiers, magistrats, qui ont vu les caisses de munitions capturées, les cartouchières laissées sur le terrain, conviennent que l'Allemagne avait fourni à ses valets d'Irlande des cartouches explosives ou à balle renversée; cela n'étonnera personne. Aujourd'hui les Irlandais ne veulent plus se souvenir que de quelques cadavres de soi-disant civils, avec les anathèmes assourdissants de leur répertoire de mélodrame.

Les chefs du mouvement ont-ils jamais compté sincèrement sur le succès ? On a peine à le croire. Leurs vrais mobiles tiennent plutôt en deux points. Il avait été convenu textuellement entre Casement et la Wilhelmstrasse que si les rebelles parvenaient à tenir la capitale une semaine pendant l'offensive de Verdun, l'Irlande serait représentée aux négociations de paix à titre de nation indépendante et souveraine. *Sinn Fein* a versé sa part de ce pacte : à nous de veiller à ce qu'il n'en retire pas une récompense pour nous avoir trahis.

L'autre calcul était mieux fondé et ne pouvait échouer. « Notre insurrection sera écrasée, mais l'effet moral sera immense. Il y aura une répression, et ce sera là notre victoire : l'Irlande martyre sera plus belle que jamais ».

Sinn Fein laissait à la merci de Sir John Maxwell

un millier d'insurgés pris les armes à la main, les seuls du moins qui fussent vêtus de l'uniforme vert ou qui n'eussent pu franchir le cordon d'encerclement. Alors commence, selon l'antique formule, le « martyre irlandais ». Les prisonniers furent traduits devant les cours martiales. « Cours sanglantes », hurlent les Irlandais. Ma foi, on ne les institue pas pour décerner des prix de vertu. Tous les signataires de la proclamation furent fusillés. Il y eut en tout 15 exécutions ; 69 autres condamnations à mort, dont celle de la Markievicz, furent commuées par le général Maxwell qui avait pleins pouvoirs de vie ou de mort. Les Irlandais appellent cela une boucherie. Le reste des prisonniers fut déporté en Angleterre vers des camps de concentration.

L'effet moral escompté par *Sinn Fein* ne tarda pas à se faire sentir. Huit jours après la capitulation, le général Maxwell passait dans la légende irlandaise sous le nom de « sinistre brute » et autres épithètes plus ou moins homériques. « La soldatesque noyait l'Irlande dans le sang »..; il est certain que Mr. Birrell s'y serait pris moins sévèrement. On ne parlait plus que d'épisodes touchants, la crânerie de la Markievicz baisant son revolver avant de le remettre au lieutenant anglais, ou le jeune Plunkett, poète de vingt ans, épousant sa fiancée dans sa cellule, à minuit, avant de

marcher au poteau. On faisait un infernal tapage autour de quelques incidents louches, de trois cadavres de « civils » enfouis dans une cave, massacrés sans doute par les Tommies sanguinaires ? ou la mort d'un Mr. Sheehy Skeffington, fusillé sans jugement. Il fut prouvé d'une part que Mr. Skeffington, un des virtuoses de la propagande anti-anglaise, n'avait jamais pris les armes pendant l'insurrection, mais aussi que son bourreau était un officier convalescent, mal guéri de lésions nerveuses contractées en Flandre. La veuve de Skeffington, promue au rang d'héroïne nationale, parcourt maintenant les États-Unis, criant vengeance et présidant des assemblées irlandaises contre les enrôlements[1]. Ainsi se succèdent toujours sans répit les deux méthodes ; après les balles explosives, le pathos et le sentiment. Et tout le reste est vite oublié ! Un an plus tard, l'évêque Fogarty s'inclinera dans la cathédrale de Limerick devant de « braves et héroïques Irlandais fusillés à Dublin avec une impitoyable brutalité[2] ! » Il n'y a plus que de nobles victimes de la barbarie saxonne. Ah ! si les *Sinn Feiners* avaient eu affaire à leurs « galants alliés ! », s'ils avaient pu goûter les dou-

1. Elle vient de débarquer à Liverpool, et soulève une nouvelle agitation parce que les autorités anglaises ne veulent pas la laisser rentrer en Irlande.

2. Panégyrique de Mgr. O'Dwyer, 17 septembre 1917.

ceurs « préventives » d'Aerschot ou de Dinant !

L'histoire se répète en ses contradictions comme en ses analogies. L'homme qui a prescrit dix ans durant au gouvernement anglais l'infaillible remède, « faites confiance à la pauvre Irlande », ne craint pas de se faire accusateur ; John Redmond demande au Premier Ministre le 8 mai 1916, « s'il sait que les exécutions militaires sont en train d'accroître rapidement l'amertume et l'exaspération d'une grande partie de la population qui n'avait pas la moindre sympathie pour l'insurrection, et si, suivant l'exemple du général Botha, il va mettre fin sur-le-champ à ces exécutions ? » Et tous les députés irlandais font chorus, Mr. Asquith s'entend traiter d'assassin. Pauvre Mr. Asquith ! avoir tant coqueté avec ces séditieux pour en arriver là !

Mr. Birrell et le vice-roi Wimborne démissionnent, bien entendu, en pleurnichant et en plaidant la bonne foi. Le parti radical est très mortifié, car il a eu trop d'avertissements pour qu'on l'excuse, mais tous les responsables, Irlandais et libéraux anglais, se mettent vite d'accord sur la réplique à faire : « Tout ça, c'est la faute à Carson ! » Le bon billet ! Carson, qui depuis deux ans n'a pas dit un mot, n'a pas proféré une plainte ni une provocation et n'a prêché en Irlande que l'apaisement, Carson qui ne pense plus qu'à la grande guerre et n'est plus voué qu'à la grande croisade !

Mr. Redmond et ses amis ont à maintes reprises déclaré que « le peuple irlandais » n'était pas en cause, et n'avait montré aucune sympathie pour la rébellion. Il faut s'entendre. Les rebelles armés n'étaient, il est vrai, que quelques milliers. Mais si le reste de la nation se contentait d'insulter et de maudire Albion, peut-on dire qu'il n'était pas leur complice ? Je crois que le témoignage de Mr. Birrell devant la Commission d'enquête est concluant, car on ne peut accuser l'ancien ministre de prévention contre l'Irlande. « Je n'ai pas pu enrayer la propagande de *Sinn Fein* parce qu'il ne s'est jamais trouvé un seul jury pour condamner les coupables, même dans les cas les plus criants, même pour les flagrants délits, pour des crimes avoués dont on se vantait effrontément devant le tribunal : saisies d'explosifs prohibés, etc... L'acquittement était d'avance assuré[1] ». Cela a été confirmé par tous les témoins de l'enquête.

Devant cette même Commission, un des chefs de de la police, le major Price, déposa en ces termes : « Nos efforts ont été malheureusement contrecarrés par l'attitude du parti nationaliste officiel et de sa presse. Chaque fois que le général Friend tentait un acte énergique pour étouffer le mouvement séditieux ou déporter les organisateurs, on l'atta-

1. 19 mai 1916.

quait aussitôt, on trouvait cela monstrueux, etc... »

C'est le vieux cri de toutes les émeutes et de toutes les séditions : les mesures préventives sont odieuses, les répressions et les réactions sont criminelles !

*
* *

Après la rébellion, le parti nationaliste, contraint depuis deux ans par son chef à une grave dignité et à une réserve inaccoutumée, est tout heureux de redevenir frondeur, de pouvoir enfin cracher sa bile accumulée. Et il s'en donne à cœur joie, on n'entend plus guère que lui à Westminster, les questions et les imprécations se multiplient. Le Gouvernement va-t-il mettre fin aux arrestations ? aux perquisitions ? rétablir la suprématie civile ? ne plus faire défiler des troupes sur les grand'routes d'Irlande ? traiter les prisonniers convenablement ? les traiter en prisonniers de guerre selon les conventions internationales !!! etc., etc... J'ai dû relire tout ce fatras et n'y ai vu que mesquinerie et inconscience surprenantes. Pas une lueur de régénération, par une pierre pour rebâtir les ruines... rien que négation, haine, rage et dépit.

Pas une lueur ? si, mais elle vient d'Angleterre. Le 25 mai Mr. Asquith et son Cabinet de coalition proposent aux partis irlandais de reprendre les

pourparlers qu'avait tentés le roi Georges en juillet 1914, et de trouver entre eux un modus vivendi. L'idée est juste : la querelle n'est plus — si elle le fut jamais — entre Irlande et Angleterre, mais entre deux Irlandes ennemies. On commencera par examiner le terrain et rechercher les points de contact possibles. Il faut un trait d'union, un président d'enquête, un critique ou un conseil impartial, ce sera Mr. Lloyd George, alors Ministre des munitions. Il est Celte Gallois, sa fougue et son imagination doivent plaire aux Irlandais, et il n'a pas de « passé irlandais », il n'est compromis par aucune intransigeance sur la question, il a les mains libres. Et l'on espère que dans l'heure grave, lourde de remords et d'angoisses, dans la honte qui doit faire rougir les patriotes irlandais, après un réveil sanglant chassant des rêves trop fous, tout le monde saura se montrer souple et généreux dans la transaction.

On se berça de cette illusion pendant quelques semaines. Selon les échos des coulisses parlementaires, Mr. Lloyd George conférait avec les protagonistes, se montrait souriant et confiant, l'atmosphère restait bonne et promettait une entente entre tous les rivaux : on allait résoudre enfin la sempiternelle question irlandaise... Mirage !

Il n'y a encore aucun communiqué officiel sur le résultat des pourparlers, mais bientôt les rumeurs

se précisent : Sir Edward Carson aurait renouvelé la proposition soumise en 1914 à la Conférence de Buckingham Palace, c'est-à-dire de se désintéresser du *Home Rule* si on en exclut les comtés protestants de l'Ulster, — et Lloyd George serait en train de négocier sur cette base.

C'en est assez pour chasser le mirage : les nationalistes s'agitent et menacent : « Tout ou rien, l'Irlande est indivisible, vous n'avez pas le droit de la démembrer ! » Redmond céderait peut-être, mais on a soin de lui rappeler qu'il n'a plus d'autorité, qu'il ne représente plus personne. Le clergé se déclare nettement hostile, les évêques lancent une proclamation contre la proposition Lloyd George. Les Unionistes du Sud ne sont pas contents non plus, car accorder ainsi le *Home Rule* au lendemain d'une rébellion n'est pas pour rassurer les hommes d'ordre. Et *Sinn Fein* exulte déjà publiquement, disant que ses méthodes ont jeté la panique en Angleterre et mis les ministres en mouvement. Du coup, Redmond est bien effrayé d'avoir accepté l'exclusion des comtés d'Ulster, et il ne lui reste plus qu'à tenter la reculade, à récriminer, à ergoter sur l'exclusion temporaire ou définitive, à s'embrouiller dans les subtilités, voulant ménager chèvre et chou, promettre à la fois à ses partisans que l'Ulster devra « adhérer automatiquement » à l'Irlande du *Home Rule* après un certain temps, et

à l'Ulster qu'il ne sera jamais question de le contraindre par la force.

Bref, on ne se met pas d'accord. De toute cette controverse stérile, il ne faut guère cueillir que deux ou trois faits, et ce serait un assez bon résumé de la question irlandaise.

1) Mr. Asquith, Premier Ministre, et Mr. Devlin, chef des nationalistes catholiques de l'Ulster, ont tous deux admis expressément le principe de l'exclusion de l'Ulster.

2) Tout le reste de l'Irlande s'y est au contraire opposé violemment.

3) Le désir d'arriver à un compromis n'existe qu'à Londres. Plusieurs lettres de Sir Horace Plunkett rappellent aux Anglais qu'en Irlande personne ne cherche ni ne désire de compromis. Et si Mr. Redmond prend des engagements au nom de l'Irlande, tous, peuple, presse et clergé, unanimement, l'ont renié d'avance ; une fois de plus il parlera dans le désert.

4) Le seul qui dans tout ce débat ait parlé en homme d'État et recueilli les félicitations de tous, amis et adversaires, est encore Sir Edward Carson, dans le discours le plus noble peut-être de toute sa carrière. « En septembre 1914, en faisant promulguer sa loi de *Home Rule*, le Premier Ministre a déclaré n'avoir jamais eu l'intention de contraindre l'Ulster. Après cette déclaration je ne me suis plus

préoccupé de politique irlandaise. Je n'ai plus pensé qu'à la guerre, qui englobe tout... Ne cherchez donc plus à contraindre l'Ulster, ayez le bon sens de le laisser nettement en dehors de vos projets, sans arrière-pensée... Après cela vous pourrez gagner l'Ulster si vous lui montrez dans le reste de l'Irlande de saines méthodes de gouvernement... Pour moi j'aurais horreur de reprendre nos vieilles querelles après la guerre, car une chose est certaine, nous en aurons eu assez de nous battre[1]... »

Mais comme toute l'Irlande nationaliste est d'un autre avis, Lloyd George et ses négociateurs ne recueillent que huées et sifflets, et l'Angleterre quelques calomnies de plus.

Et l'Irlande retourne à sa routine, à sa bouderie, à ses coups d'épingle et à ses accès de rage. On lui nomme un nouveau secrétaire d'État, Mr. Duke, l'homme le mieux intentionné du monde, qui se promet bien d'arriver à des résultats superbes par la douceur et le doigté, — oublierait-il si vite les avatars de son prédécesseur ?

L'Irlande rentre dans la pénombre, car l'autre conflit continue, et autrement terrible, et pendant tout ce temps-là il faut encore penser à des choses plus urgentes que l'imbroglio irlandais, les batailles de la Somme et du Jutland, l'offensive de Brus-

1. Ch. des Communes, 24 juillet 1916.

siloff, le martyre (authentique, celui-là) de Miss Cavell, du capitaine Fryatt, de tous nos prisonniers torturés.

Ceux qui ont visité l'Irlande à l'automne de 1916 ont constaté avec surprise une évolution dont les journaux de Londres avaient peu parlé : c'est que *Sinn Fein* est en train de gagner toutes les sympathies, et que sa propagande a fait de rudes progrès. Son drapeau flotte partout, sa rosette est aux boutonnières, ses publications traînent en tous lieux, ses chants s'entendent dans toutes les réunions du bourg ou du village. Les portraits des rebelles du Lundi de Pâques sont aux vitrines des boutiques, et les rustres se découvrent au passage. C'en est fait, le calcul des insurgés se réalise, la rébellion a donné la « victoire morale » escomptée : c'est bien conforme à tout le passé de l'Ile Éplorée.

Un député nationaliste, membre de ce parti qui prétend désapprouver *Sinn Fein*, s'épanche avec candeur dans sa circonscription : « Nous avons vu pendant cette semaine de Pâques des exécutions abominables, le meurtre brutal des meilleurs hommes que l'Irlande ait jamais produits (*sic*) » [1]. On ose même reprocher au Gouvernement anglais d'avoir laissé exécuter Casement ! Une pétition signée par le cardinal Logue et plusieurs prélats

1. Kilkenny, 14 octobre 1916.

catholiques avait demandé sa grâce. D'ailleurs, dans un grand discours aux Communes, le 18 octobre 1916, Mr. Redmond lui-même a repris la trame à peine interrompue de la légende nationale. Il ne voit plus que stupidité anglaise depuis deux ans ; il oublie qu'on n'a rien fait sans ses conseils ou ses ordres. Selon lui, si les régiments irlandais restent à court d'hommes, la faute en est à un War Office sourd et têtu, qui n'a pas suivi ses recommandations, adopté certain drapeau, certains emblèmes, confié des grades d'officier à ces bons nationalistes inoffensifs, caserné les troupes ou fait défiler les régiments aux lieux, jours et heures que souhaitait Mr. Redmond, etc... en un mot n'a pas voulu se plier aux fantaisies de ces braves gens dont on a bien tort de se méfier. La rébellion ? peuh !... fort peu de chose en somme ; n'est-elle point presque justifiée par les horreurs de la répression ? On trouve beaucoup de ces a posteriori en polémique irlandaise. Et voilà comme on écrit l'histoire d'un peuple martyr : on voudrait en sourire, si l'on ne savait que dans vingt ans des gens très sérieux prendront ces fables, débitées gravement, pour des faits véridiques.

En demandant ainsi avec persistance la grâce des traîtres et l'indulgence pour les rebelles, Mr. Redmond et ses acolytes n'ont pas l'air de se douter qu'ils se compromettent. Ils ne vont pas tarder à

s'en apercevoir : contrairement à leur attente ce n'est pas eux qui regagnent un prestige perdu, ce sont les rebelles qui redoublent d'audace et font reluire un peu plus leur auréole, car leur influence grandit singulièrement en 1917.

Mr. Lloyd George ayant remplacé Mr. Asquith à la tête du cabinet, le chef nationaliste croit bon de lui présenter une nouvelle mise en demeure. « Le Gouvernement va-t-il appliquer immédiatement la loi du *Home Rule* votée en 1914, et contraindre l'Ulster à se soumettre à la majorité irlandaise ? » Voilà qui est parler franc ! enfin, on nous avoue où l'on veut en venir. Mr. Redmond, pour calmer les inquiétudes, avait laissé Mr. Asquith suspendre jusqu'après la guerre l'application d'une mesure aussi discutée ; il avait de plus promis à l'Ulster divers délais pour se rallier de plein gré, garanti d'amples sauvegardes, etc... Tout cela ne compte plus ; puisque le malade ne veut pas se laisser endormir, on va le ligoter et le charcuter à vif. Décidément, l' « indépendance » irlandaise débute mal.

La réponse du Premier Ministre fut nette et, espérons-le, définitive. « Il y a là-dedans deux questions. D'abord, ce pays-ci est-il prêt à déférer l'autonomie à ces parties de l'Irlande qui la réclament sans équivoque ? Je réponds au nom du Cabinet[1]

1. Ce Ministère « de coalition » comprenait plus de conserva-

que le gouvernement partage fermement cette opinion, convaincu que tel est aussi l'avis de la très grande majorité des habitants de ce pays.

« L'autre point est : ce pays est-il prêt à forcer la population du coin Nord-Est de l'Irlande à se laisser dominer par une population pour laquelle il n'a aucune sympathie ? A mon jugement — et ici je parle au nom du Gouvernement — il n'y a qu'une réponse à cela : non[1]. »

Mr. Redmond se lève, suivi de tout son parti, quitte la Chambre et claque les portes. Le lendemain il câble aux Présidents des États-Unis et des cabinets coloniaux une proclamation accusant le Gouvernement Britannique de trahison et de déloyauté. En Irlande même, grand tapage, concert de protestations, nouveau manifeste des évêques contre le « partage de la nation ». Le *Times* fait demander l'avis d'Américains éminents, hommes d'État, professeurs, cardinaux, Roosevelt, Taft, Mgr Gibbons, Mgr Ireland ; tous sont opposés au partage et décident, le cœur léger, que l'Ulster n'a qu'à céder. C'est tôt dit. Et *Sinn Fein* gagne toujours du terrain, emporte haut la main tous les sièges vacants dans les élections partielles ; les

teurs unionistes que de libéraux, entre autres MM. Bonar Law, Balfour, Walter Long, Carson.

1. Ch. des Communes, 7 Mars 1917

nationalistes officiels qui font profession d'épouser la cause des Alliés restent sur le carreau.

En un mot nous tombons dans une impasse dont nous ne sommes pas près de nous tirer. On offre le *Home Rule* à l'Irlande, elle n'en veut plus, il lui faut l'Ulster sous prétexte d'unité nationale. La prétention est folle, l'Angleterre ne peut vraiment pas faire jouer ses baïonnettes pour forcer l'Ulster à se détacher d'elle. La seule conclusion possible et que les critiques étrangers ne paraissent pas encore comprendre, c'est que l'Angleterre n'a plus grand chose à voir là-dedans. C'est une simple querelle entre deux groupes irlandais, et les deux propositions adverses sont irréductibles; toute solution imaginée à Londres mécontente l'un ou l'autre; à eux à se mettre d'accord.

Il y a des précédents; le plus récent et le mieux connu est celui de la Constitution Sud-Africaine, élaborée sur place par les intéressés: que l'Irlande fasse de même et soumette son projet. Jusqu'ici elle n'a jamais voulu prendre l'initiative et se contente de critiquer tout ce que la Grande-Bretagne lui suggère. Elle a en cela un trait commun avec beaucoup de nationalités soi-disant opprimées, sa politique est d'essence négative, obstructionniste, destructive.

Or, Lloyd George est l'opposé de tout cela. Tout Celte qu'il soit lui-même — et Dieu sait s'il en est

fier! — il fait mentir le mot célèbre de Mommsen, il a le sens de la politique « constructive ». De plus, avec les défauts de sa race et sa dangereuse impulsivité, il en possède aussi l'imagination et l'enthousiasme, tout ce que l'Irlandais dénie au « méprisable Saxon». Voyant cette malheureuse nation partir encore à la dérive, plus désemparée que jamais, il lui répète ce que les Anglais lui ont dit cent fois :

« Mes bons amis, vos imprécations sont très éloquentes, votre répertoire d'injures ne manque pas de pittoresque, votre histoire tragique, votre passé douloureux, votre âme sentimentale vous rendent très sympathiques. Mais tout cela est bien stérile; ne consentiriez-vous pas à penser un peu à autre chose — (interruptions, protestations du patriotisme outragé...) — à imiter les moyens qui ont donné ailleurs les résultats dont vous êtes jaloux, à vous plaindre moins, à travailler davantage ?

« Et tenez, l'occasion s'offre. Vous nous accusez de toutes vos infortunes, vous vous dites asservis. Eh bien, je vais vous laisser maîtres de vos destinées. Je vais réunir l'élite de votre peuple, vos cent hommes les plus éminents par les titres, le savoir et l'expérience ; nous y mettrons tous les corps responsables de l'État, hommes de loi, administrateurs, financiers, évêques, politiciens, économistes théoriques et pratiques, tous Irlandais. Mais comme vos griefs se basent sur l'autonomie des

minorités de nationalité distincte, nous ferons la part large à ces dernières, même à celles qui vous déplaisent. J'invite vos plus farouches énergumènes, ces *Sinn Feiners* qui viennent de nous attaquer à main armée. Ils refusent? Je le regrette, ils eussent été les bienvenus, nous tenions tant à connaître leurs arguments.

« A part cela ce Sénat en usera à sa guise, je vous promets de ne pas m'en mêler. Il sera maître absolu du choix de son président, de ses méthodes de travail, du secret de ses délibérations. J'espère qu'il y mettra toute la sagesse, toute la dignité, la conciliation, la largeur de vues, la prévoyance attendues d'une aussi auguste assemblée. Il s'efforcera d'élaborer votre Constitution, d'organiser cette liberté tant demandée, et qui vous permettra enfin (sourire de l'orateur), j'en suis sûr, de retrouver vos anciennes splendeurs (l'orateur garde son sérieux).

« Et quand il aura accompli cette noble tâche, je vous promets encore de ratifier ses décisions et d'obtenir l'assentiment de mon Parlement et de mon souverain. A une condition bien entendu : ces projets devront être adoptés, au sein de votre Commission, par des majorités sérieuses, exprimant par conséquent des concessions et des compromis. Si vous vous entêtez à voter en bloc, par races, par religions, par factions, rien n'est fait, je n'ai cure

de ces promesses de guerre civile. Et maintenant, à l'ouvrage... »

Le Parlement entier applaudit et tous les chefs de parti acceptent de tenter l'expérience. Mais, — il y a toujours un « mais » pour embrouiller à plaisir l'histoire de l'Irlande ! — on entend déjà des murmures ; l'abstention de *Sinn Fein,* le parti le plus populaire, est significative, et les petites gazettes invectivent ces ministres anglais qui veulent éluder leurs responsabilités.

Sans aucun doute néanmoins, Lloyd George, par cette inspiration très simple et très claire, vient de remporter une victoire beaucoup plus décisive que les Irlandais ne le croient, victoire morale dont l'effet se fera sentir surtout à l'étranger, en Europe et outre-mer : à son tour de mettre les plaignants en demeure et de leur passer le fardeau de la preuve.

La Convention siège à huis clos, et pour éviter les polémiques et les nervosités malfaisantes il est interdit aux journaux de publier quoi que ce soit sur les délibérations, à part les communiqués officiels. Dans la séance d'ouverture, Sir Horace Plunkett est élu Président à l'unanimité, et tous les gens sérieux acclament le choix d'un tel homme.

Pour que la Convention débute dans une atmosphère impeccable, le Gouvernement croit bon d'accorder une amnistie générale et de relâcher les

derniers insurgés de 1916 internés en Angleterre. Excellente intention, certes, et résultat décevant comme toujours : à l'heure même où les prisonniers libérés débarquent en Irlande, des émeutes très graves éclatent à Cork, la foule attaque la prison et le bureau de recrutement, jette au ruisseau les drapeaux des Alliés et hisse celui de *Sinn Fein*. Partourt la rentrée des prisonniers est triomphale ; la ville de Kilkenny vote le droit de cité à la comtesse Markievicz.

Le siège du major Redmond, qui vient d'être tué à Messines, est aussitôt conquis à une énorme majorité par le *Sinn Feiner* de Valera[1], jadis commandant de section pendant la rébellion, condamné à mort et gracié. L'incident fut très mortifiant pour les nationalistes qui avaient déjà profité de la noble fin de William Redmond pour se poser tous en héros méconnus.

Les jeunes prêtres figurent de plus en plus dans les meetings et les cortèges de *Sinn Fein*. Le 5 août on fête l'anniversaire de l'exécution de Casement et des milliers de paysans se rendent en pèlerinage sur la plage d'Ardfert où le traître a été capturé.

On a donc tout fait du côté anglais pour obtenir

1. De Valera est d'origine sud-américaine. On trouve souvent à la tête des mouvements nationalistes, en tous pays, des protagonistes étrangers ou de descendance mixte.

l'union et le bon vouloir des Irlandais : c'est ce peuple lui-même qui s'y refuse, et comme il renie par avance de cent façons les chefs nationalistes qui prétendent le représenter à la Convention, que voulez-vous qu'il advienne de celle-ci ? une fois de plus les promesses ne vaudront rien. Tout cela est de très mauvais augure.

Alors on assiste pendant de longs mois à ce contraste déroutant : d'une part une Convention d'apaisement que les initiés disent en très bonne voie de réussir, travaillant à huis clos — tous les membres que l'on interroge entre les séances déclarent que la tournure est excellente, tous les symptômes sont encourageants et donnent l'espoir d'aboutir. De l'autre, la nation qui persiste à s'agiter, à se compromettre, à se damner au moment même où l'on essaye de la sauver. Les « Volontaires de Sinn Fein » sont maintenant 200 000 selon Mr. Duke[1], 500 000 au dire de de Valera, et toute l'île se livre à une nouvelle furie de terrorisme comme il y a dix ans : assassinats de policemen, boycottages au village, rafles de bestiaux, etc... enfin toutes ces aménités dont les campagnards irlandais, occupés depuis la guerre à amasser de beaux écus, avaient presque perdu l'habitude.

Savourez ce petit exemple. En novembre 1917 une

1. Chambre des Communes, 24 octobre 1917.

humble maîtresse d'école de village, Mrs. Ryan, est expulsée par une troupe de *Sinn Feiners*. Son crime? « avoir joué la marche funèbre de Saül sur le piano de l'école et devant ses élèves en apprenant la mort de Lord Kitchener... » en 1916! C'est précis. *Sinn Fein* décrète que l'école sera fermée, et y poste des sentinelles en attendant l'arrivée d'une autre institutrice.

Les porte-parole de *Sinn Fein* avouent très franchement que leur plus vif désir est de voir échouer, de faire échouer la Convention. Et du même coup, au sein de la dite Convention, tous les délégués unionistes et d'Ulster qu'on voudrait précisément convertir à l' « unité irlandaise » ont pour s'en méfier cent bonnes raisons de plus.

Arrive 1918, et comme l'on sent que la Convention touche à sa fin la nervosité s'accroît. La rumeur murmure que l'unité de vues ou l'esprit de conciliation, si miraculeusement préservés jusque-là sur les questions accessoires, sont très compromis depuis qu'on a abordé le vrai problème essentiel, c'est-à-dire le statut national et les rapports exacts avec la Grande-Bretagne. A ce moment Sir Edward Carson quitte le Cabinet « pour laisser à ses collègues une plus entière liberté en prévision des décisions positives qu'ils vont devoir prendre bientôt au sujet de la politique irlandaise ». Tout le monde l'en félicite.

Le lendemain, 23 janvier, un gros pavé vient tomber dans la mare et raviver des aigreurs endormies depuis l'ouverture de la Convention, grâce au silence forcé. Le correspondant du *Times* à Washington[1] envoie à son journal des avertissements comminatoires sur ce que les États-Unis et le Président Wilson attendent, à l'en croire, de la Convention et du Gouvernement Britannique.

Il commence par se porter garant des sentiments intimes du Président touchant les revendications irlandaises en rappelant qu'il a accepté récemment une statuette commémorative du rebelle Emmett (v. page 39, chap. II) et vient de donner audience avec un chaleureux empressement à la veuve de Sheehy Skeffington. Il assure que le Président a fait à plusieurs reprises une vive pression sur Lord Bryce, et sur Mr. Balfour pendant sa tournée aux États, en faveur des Nationalistes. Il prévient que si l'on aboutissait à une nouvelle déception l'intérêt et le concours de l'Amérique dans cette guerre en seraient fort réduits (*sic*) ; que de nombreux congressistes s'apprêtent à interpeller sur le mauvais vouloir anglais, et que les prochaines élections rou-

1. C'est ce même correspondant qui durant l'interminable échange de notes entre Washington et les Alliés au sujet du droit de blocus, de visite, etc... nous mettait toujours en garde, avec un parti pris très remarqué, contre les arguments de notre diplomatie et nous conseillait invariablement de céder au point de vue américain.

lant là-dessus pour gagner les votes irlandais, cette surenchère des Républicains et des Démocrates donnera au prochain Congrès une forte majorité anti-anglaise...

Espérons que le correspondant exagère, et que ces élus et ces gouvernants, malgré l'enthousiasme impétueux des pays jeunes, ont assez de tact et de clairvoyance pour savoir jusqu'à quel point l'on peut se mêler des affaires d'autrui. Ce petit danger paraît d'ailleurs écarté aujourd'hui, et depuis janvier plusieurs faits sont déjà venus éclairer nos amis d'outre-mer et leur Président si loyalement acquis à notre cause. Mrs. Skeffington en quittant la Maison Blanche s'est mise à dénoncer notre Alliance dans tout le pays en reprenant les calomnies de feu l'évêque O'Dwyer, et en suppliant les Américains de ne pas venir à notre secours. Les États apprennent peu à peu tous les outrages faits au drapeau étoilé par les *Sinn Feiners* en délire, toutes les insultes que MM. de Valera et consorts prodiguent au Président et à ses ministres. Enfin l'attitude de l'Irlande au sujet de la conscription, et les récentes révélations officielles sur les rapports directs entre *Sinn Fein* et Berlin ont changé en froideur beaucoup de sympathies.

La conclusion câblée par le correspondant de Washington est très simple : l'Ulster doit céder, une minorité ne peut braver les volontés de la

majorité du peuple irlandais. Il n'a pas l'air de se douter que l'Ulster n'est nullement une « minorité du peuple irlandais », mais un peuple distinct.

Toujours est-il que dans notre vieux monde l'effet de cette brutale sommation fut désastreux, les polémiques reprirent, la fierté britannique se cabra, l'Ulster frémit de colère et le succès de la Convention fut un peu plus compromis !

Le mois de mars 1918 apporte à l'Irlande une double calamité : la mort de Mr. Redmond et le choix déplorable de son successeur.

John Redmond n'était plus de son temps, à peine pouvait-il encore se faire comprendre de ses compatriotes. Attaché à la grande manière parlementaire des deux plus illustres serviteurs de l'Irlande nationaliste, peut-être des deux seuls et véritables hommes d'État qu'elle ait jamais produits, Grattan et O'Connell, soucieux comme eux des formes constitutionnelles, du respect de l'ordre, sachant s'incliner comme eux devant des impératifs mondiaux plus élevés qu'un simple égoïsme national, il était devenu presque un anachronisme parmi son peuple. Il marquait une réaction sur son prédécesseur immédiat, sur les violences de Parnell. Il put tenir les rênes quelque temps grâce à une grande habileté tactique et aux résultats substantiels qu'il savait si bien obtenir des ministres anglais. Mais sa méthode n'eut jamais pour sa race le même attrait

que celle de Parnell : l'Irlande a fini par le trouver trop prudent et faire fi de ses conseils. Elle veut du picrate, « de la poudre et des balles », et Redmond ne tenait plus ces articles-là. Il eut la fin douloureuse des leaders abandonnés et des apôtres reniés.

Nous ne pourrons jamais oublier qu'il a compris et embrassé notre grande cause spontanément, courageusement, persévéramment, et qu'en somme il a risqué et perdu toute sa popularité au service de nos droits.

Le 12 mars 1918, le parti nationaliste lui élut comme successeur l'homme qui fut emprisonné avec Parnell en 1881, Mr. John Dillon. On ne pouvait mieux avouer quelles sont les tendances actuelles de l'Irlande, comme la politique de Redmond a fait faillite, et à quelles compromissions il faut retourner pour y regagner les faveurs populaires.

Mr. John Dillon est un homme très franc. Il s'est fait gloire de n'avoir jamais pris part à aucun meeting de recrutement. Il a fait en plein Parlement, nous l'avons vu, au lendemain de la rébellion de Dublin, le panégyrique des émeutiers et crié bien haut qu'il était fier de ces « braves ». Redmond avait au moins fait à l'Ulster des promesses de sauvegardes, d'exclusion temporaire, etc. ; avec Dillon, nous ne courons plus ce danger de nous faire illusion. J'ai cité plus haut assez de ses décla-

rations, point n'est besoin de reprendre ici tous ses discours et de lui donner plus d'importance qu'il n'en mérite.

Depuis son élection il est en train, comme il fallait s'y attendre, de chercher plus ou moins honteusement des rapprochements avec *Sinn Fein*. Patientons tant soit peu, et nous le verrons bientôt jeter le masque et se dépouiller du peu de vergogne qui lui reste.

Il n'en fallait pas tant pour consommer l'échec définitif de la très laborieuse Convention. A quoi bon promettre encore la tolérance politique et l'équité fiscale au nom d'un peuple qui semble n'avoir d'autre idéal que le terrorisme ?

*
* *

En présentant le Rapport final, Sir Horace Plunkett a dit dans sa lettre-préface : « Les difficultés de la Convention irlandaise peuvent être résumées en deux mots — Ulster et douanes. »

Nous savons quelle résistance l'Ulster se préparait à opposer au projet Asquith de 1914. En consentant maintenant à délibérer avec le parti nationaliste pour trouver un accommodement qui pût préserver l'unité irlandaise, il comptait bien sur des propositions plus rassurantes que celles de 1914. Il fut déçu successivement par les clauses

suivantes, où au lieu de concessions on lui offrait de nouvelles intransigeances.

L'ancien texte avait exclu de la compétence du Parlement irlandais, entre autres domaines, l'armée et la marine, les traités, le rachat agraire, la gendarmerie, le service des emprunts antérieurs. Aujourd'hui les interprètes de l'Irlande réclament tout cela. La conscription ne pourrait plus être appliquée sans leur assentiment, autant dire jamais ; ils veulent lever une armée territoriale à leur solde et à leurs ordres, — c'est bien louche ! ; à eux d'arbitrer dorénavant sans appel, au sujet des expropriations agraires, entre les paysans, leurs électeurs, et les propriétaires, Anglais pour la plupart ; à eux la gestion de tous ces milliards prêtés par des Anglais sur la foi de la caution impériale ; à eux tous les pouvoirs de police — autant dire l'impunité pour leurs turbulents amis. Premiers soupçons, premiers nuages...

Mais les délégués unionistes allaient avoir d'autres stupeurs. Sous prétexte que l'île a payé trop d'impôts dans le passé (les nationalistes prennent cela pour une vérité d'évidence), elle sera exonérée de toute participation à la Dette nationale britannique, y compris la dette de la guerre actuelle qui a pourtant protégé l'Irlande comme le reste de l'Empire. Voilà de la finance lumineusement simplifiée, les Bolcheviks font école !

Enfin la pierre de touche de toute la Convention fut la prétention, catégoriquement et unanimement énoncée par les nationalistes, d'élever les barrières douanières et négocier les traités commerciaux qu'il leur plairait : « Là-dessus notre dignité nationale ne peut transiger ! » Le patriotisme impérialiste de l'Ulster non plus. A partir de cet aveu les négociations étaient superflues et les plus aveugles pouvaient lire les arrière-pensées les mieux voilées.

Il serait trop long de présenter ici tous les arguments des deux partis. L'Irlande prétend que ses intérêts agricoles ne seraient jamais préservés par le système douanier d'une Grande-Bretagne industrielle. Faut-il donc rappeler que pour le moment l'Angleterre est encore libre-échangiste, que l'Irlande est très prospère sous le régime actuel ? Ses produits font prime et ses fermiers n'ont jamais manié tant de banknotes. L'Ulster répond que lui de son côté est industriel et que les douanes d'une Irlande aux trois quarts agricole n'hésiteront guère à le sacrifier. Les pseudo-séparatistes n'avaient jamais osé en 1914 élever une exigence aussi suspecte. Si l'on veut au contraire ces droits protectionnistes pour reconstituer l'industrie irlandaise, l'exemple de l'Ulster prouve assez qu'ils sont tout à fait inutiles.

Ces pauvres gens s'imaginent ingénument qu'il

leur suffira de faire leurs lois à Dublin pour voir pousser partout de superbes usines, et les Américains leur auraient promis, paraît-il, des combinaisons éblouissantes. Ils feront bien de commencer par inspirer confiance à l'indispensable capitaliste, cette bête noire des « amis du peuple » ; or le capital veut de l'ordre, de la sécurité, et c'est mal débuter que de rejeter toute Dette nationale par une plaisanterie historique.

La Convention a discuté les mérites intrinsèques d'un tas d'amendements. Etait-ce bien nécessaire ? Elle a pris pour thème les précédents coloniaux et réclamé le statut des Dominions avec pleine autonomie fiscale. Eh oui, cela a pu se faire *ailleurs*. Pourquoi repousse-t-on l'analogie ? Parce que, comme le dit le rapport des délégués de l'Ulster, il y a une question préalable : « Nous ne pouvons l'oublier, le pouvoir dominant aujourd'hui dans un tel Parlement serait le parti républicain de *Sinn Fein*, ouvertement et agressivement hostile à la Grande-Bretagne et à l'Empire... Pendant les derniers mois, dans bien des régions d'Irlande en dehors de l'Ulster, il y a eu grande recrudescence de crimes frisant l'anarchie... »

Cela a été dit et redit, au risque de lasser le lecteur en voulant trop prouver, mais au fond tout est là, les faits bousculent les théories. Voyant le péril du conflit de principes sur la question fiscale,

Sir Horace écrivait au sous-comité d'études le 6 novembre 1917 : « Si nous voulons réussir nous devons présumer et nos amis d'Ulster, j'en suis sûr, consentiront à présumer, que dans sa politique économique le Parlement irlandais sera guidé par le sens commun. » Le rapport des délégués nationalistes demande à peu près la même chose : « Tous arrangements fondés sur une méfiance envers l'Irlande manqueront leur but. »

C'est bien probable. Mais quand on veut obtenir la confiance des gens, on doit se garder de les effaroucher aussi maladroitement que l'ont fait les Nationalistes au cours de cette Convention.

Tout d'abord on tâche de donner à ses engagements un peu de consistance et de continuité. Le 17 avril 1918, le Conseil municipal de Cork demandait « une mesure de *Home Rule* qui donnât satisfaction à la race irlandaise ». Voilà le hic ! L'histoire du XIXe siècle a prouvé que la race irlandaise n'est pas facile à satisfaire. Après avoir fait mine d'accepter certaine constitution en 1914 et juré qu'on s'en contenterait, on ne vient pas trois ans plus tard la déclarer ridicule, insultante pour la dignité nationale, inacceptable pour un peuple libre, etc... Demain *Sinn Fein*, qui n'a pas voulu mettre la main au nouvel échafaudage de 1917, s'empressera de le démolir avec les mêmes arguments, et c'est d'autant plus certain qu'il le déclare déjà.

Et puis, on n'accumule pas dans un projet de concordat les menaces de friction et cent moyens de nuire à son créancier dès qu'il aura renoncé à ses gages. Enfin on ne se porte pas garant de la bonne volonté d'un peuple qui refuse de souscrire aux engagements et qui est en train de vous démentir par des actes flagrants.

Quelles cautions reste-t-il ? des espérances et des souhaits. On supplie l'Ulster de « présumer » la bonne foi irlandaise, mais peut-on demander à un peuple de risquer son sort sur une présomption ? On ne lui a jamais rien offert de plus substantiel que des garanties temporaires à reviser après cinq ou dix ans. Tant pis pour l'unité irlandaise, mais il n'en veut pas à ce prix-là ; il est parfaitement heureux d'appartenir à l'Union Britannique, et ce n'est pas lui qui demande à changer de maîtres.

CHAPITRE IX

CONCLUSIONS ET PRÉVISIONS

Il y a dans cette malheureuse querelle un contraste curieux. Les Irlandais, d'esprit dogmatique, ne veulent pas sincèrement une solution conciliante; les Anglais n'ont jamais l'air de s'en douter, et se font encore des illusions qui seraient dangereuses si l'Ulster ne les rappelait à la réalité.

Parlez de l'Irlande dans un salon de Londres, même aux heures où Paddy se permet les pires révoltes et trahisons, vous n'entendrez pas de paroles de haine, mais une indulgence qui étonne. John Bull se frappe même la poitrine et reconnaît humblement qu'il n'a jamais pu gouverner ce peuple à proprement parler. Mais la vraie mentalité irlandaise lui est si étrangère qu'il rêve encore de tout accommoder par la logique et le bons sens. Il vous dit souvent, et il le croit : « Tout va s'arranger, les Irlandais ne peuvent vraiment pas être si peu raisonnables qu'on le dit. »

Les Anglais font parfois des concessions extrêmes pour arriver au compromis, mais ne faut-il pas être deux pour conclure une transaction ? Lisez les articles de fond des grands journaux, les discours des chefs de partis, les livres des meilleurs critiques, et vous les verrez toujours clore le sujet sur une note optimiste. Cette confiance en l'avenir quand même paraît un peu forcée lorsqu'on vient de parcourir la longue et pénible histoire des entêtements et des paradoxes irlandais. Comme l'Ulster, je ne la partage pas.

Sir Horace Plunkett, en présentant son rapport au Premier Ministre, termine sa lettre par ces mots : « La Convention a posé des fondements de concorde entre Irlandais sans précédents dans l'histoire... Malgré les difficultés dont nous étions entourés, nous nous sommes presque mis d'accord sur le principe et les détails de l'autonomie irlandaise dans une mesure qu'on n'avait encore jamais atteinte. »

C'est très trompeur. On comprend que Sir Horace ait l'ambition de n'avoir pas travaillé en vain, mais malgré tout le respect dû à ses intentions et à sa loyauté, il faut bien dire que son propre compte rendu ne justifie pas de pareilles conclusions. La Convention n'avait plus à obtenir l'assentiment de l'Angleterre au *Home Rule*, car il était acquis sous réserve de certaines garanties et de l'exclusion de l'Ulster. Elle avait par contre à convertir l'Ulster

au nouveau dogme de l'Unité Irlandaise : or elle l'a rendu plus méfiant et plus hostile que jamais en justifiant tous ses soupçons. Peut-on dire dans ce cas qu'on soit plus près de s'entendre ?

Voici l'analyse succincte du vote final de la Convention. Il restait le 5 avril 1918 90 délégués ; 44 ont voté le Rapport, c'est donc moins de la moitié. Tous les évêques catholiques présents ont voté contre, ainsi que Mr. Devlin, député, et Mr. W. Murphy, dont l'influence est considérable. Parmi les 44 figuraient 11 Unionistes du Sud ; en leur nom, Lord Midleton s'est récusé depuis, déclarant que vu le mauvais esprit régnant actuellement en Irlande aucun unioniste ne voudrait plus tenter l'expérience du *Home Rule.* Les 44 comprenaient aussi certains présidents de conseils de comté nationalistes ; or leur propre presse les traite aujourd'hui de « défaitistes » pour avoir fait mine d'accorder des concessions, et *Sinn Fein* se charge de les punir en leur faisant perdre leur siège. Sept d'entre eux ont déjà été éliminés ainsi depuis deux mois. Un huitième n'a pu garder sa place que par une voix de majorité — la sienne... Retranchons donc 11 unionistes et 7 délégués désapprouvés et réduits au silence : reste 26 signataires du Rapport contre 29 opposants. Pouvons-nous appeler cela un accord substantiel et en tenir compte dans la législation à venir ?

D'ailleurs, qu'importent ces palabres de légistes et de théoriciens, qu'importe qu'ils se mettent d'accord si leurs mandants ne ratifient jamais leur signature ? Ceux-ci sont des irresponsables, dira-t-on, ce n'est pas l'Irlande. John Redmond était « responsable », quel cas a-t-on fait de ses directives, comme dirait notre ineffable Caillaux ? Qui donc est « l'Irlande ? » Cela me rappelle un correspondant du *Times* qui voulait être indulgent pour la nation et ne pas la juger d'après telle ou telle classe[1] ; selon lui il ne fallait pas tenir compte de pauvres égarés « ne représentant pas la véritable Irlande » : artisans prétentieux et à demi éduqués, jeunes gens oisifs et querelleurs, demoiselles de magasin portées à la sédition par sentimentalisme, enthousiastes sincères... Si l'on veut, les enthousiastes sincères, cela peut être un peuple entier. Ajoutez-y les politiciens de toute envergure, de ville et de village, les prêtres, les instituteurs, les cabaretiers, etc... Qu'est-ce qui reste ?

*
* *

Qu'avons-nous à voir dans ces choses-là, et nous regardent-elles ?

L'Irlandais a été l'un des premiers à présenter

1. 8 janvier 1918.

ses revendications comme une question internationale ; il nous donne donc le droit de le juger. Il a fait grand cas et tiré grand parti des sympathies étrangères, et serait mal venu de se plaindre si nous demandons à vérifier ses titres et références.

Par-dessus tout, en fait de sympathies étrangères, Paddy est très fier d'être soutenu par son oncle Sam et ses cousins coloniaux. Au fond le fait que des Irlandais d'Australie ou d'Amérique épousent la querelle de leur ancienne patrie est trop naturel et n'aurait pas grande importance morale, si tout cela n'alimentait de plus belle les légendes et les mystifications. Ainsi quand des cardinaux américains font appel à notre pitié pour une « misère irlandaise[1] » qui n'existe plus, il est bon de mettre nos gens en garde.

En rentrant hier d'une tournée parmi ses compatriotes d'outremer, l'un des députés nationalistes, Mr. T. P. O'Connor, jetait ce cri d'alarme :

« Je n'ai jamais constaté parmi les hommes de race irlandaise en Amérique une hostilité aussi amère, je dirai presque aussi féroce...[2] ». Il se peut, mais rien ne la justifie ; c'est de l'hallucination pure, ou de la haine aveugle, et si cela devait se perpétuer, ce serait à désespérer non seu-

1. Juillet 1916.
2. Chambre des Communes, 7 août 1918.

lement de la fameuse Ligue des Nations, mais du bon sens humain.

Mais si nombreux et si influents qu'ils soient, il n'y a pas que des Irlandais aux États-Unis. Disons même que tous les Irlandais n'y sont pas aussi fous.

Sentiment à part, on entend souvent là-bas sur ces choses d'Irlande des jugements très mal fondés. L'Américain dont Erin invoque à tout bout de champ le témoignage croit de bonne foi, ou croyait, toutes les fables sur l'Irlande opprimée, pressurée, asservie, etc... Il se trompe tout autant sur les remèdes à appliquer, comme le *Times* nous l'a prouvé par sa grande enquête d'avril 1917. Les réponses des personnalités interviewées ont toutes le même refrain : il *faut* régler la question irlandaise ! Elles ne disent pas comment, ou bien, ce qui ne vaut pas mieux, elles s'imaginent écarter par quelque formule magique des obstacles séculaires et infranchissables. Les unes ignorent tout simplement l'Ulster, les autres prescrivent de gaîté de cœur qu'il doit se soumettre. Beaucoup s'inspirent d'analogies prises dans leur propre histoire et leur propre Constitution américaine, comme celles-ci.

« Pourquoi l'Angleterre hésite-t-elle à satisfaire l'Irlande ? Notre Union s'est-elle mal trouvée de laisser à chaque État sa législature propre ? »

Alors le fédéralisme ? On parle beaucoup de fédéralisme en Angleterre aussi, dans une certaine

école qui croit trouver là la panacée d'un organisme pléthorique. Le mot est très en vogue, mais la chose est mal définie ; les journaux sont remplis de lettres de personnages zélés, réclamant d'urgence cette réforme aussi vague qu'indispensable, à les entendre, qui va tout apaiser, à commencer par l'Irlande. A quoi bon se bercer de cette chimère ? C'est se méprendre assez naïvement sur les exigences de l'Irlande nationaliste. Ce que veut *Sinn Fein,* et même Dillon, ce n'est pas cela, c'est le séparatisme intégral, la sécession dont les États-Unis ont gardé un si cuisant souvenir.

« Nous ne pouvons admettre la séparation de l'Ulster et de l'Irlande comme nous n'avons pas consenti à détacher de notre Union la Caroline du Sud. »

Hé, mais pourquoi donc vouloir détacher l'Irlande de son Union actuelle ? Il y aurait un autre rapprochement beaucoup plus exact, l'exemple de la Virginie. Cet État ayant décidé par son vote du 23 mai 1861 de se séparer de l'Union, les comtés situés à l'Ouest des monts Alleghanys repoussèrent cette scission et demandèrent à former un nouvel État distinct, la Virginie occidentale, laquelle fut officiellement admise à l'Union en juin 1863. L'Ulster n'a-t-il pas là le précédent le plus redoutable ?

« L'Ulster a des craintes d'hystérique, craintes ridicules. Chez nous aussi les Sudistes craignaient

d'être opprimés par le Nord, et voyez leur erreur... »

Autant vaudrait comparer un Dillon à Lincoln ! à ce Lincoln dont les démocraties vénèrent aujourd'hui la mémoire.

Les conciliateurs à outrance disent précisément tous la même chose à l'Ulster : « Vous avez tort d'avoir si peur, de regarder trop en arrière, de couver jalousement une rancune, etc... » C'est mot pour mot ce que nous avons reproché à l'Irlande nationaliste, mais avec cette différence : les griefs de l'Irlande sont passés, les torts réparés, les dettes soldées ; ceux de l'Ulster ne sont hélas ! que trop présents et à venir. Si les gens de Belfast voulaient oublier l'Histoire, ils auraient tous les jours pour la leur rappeler les paroles et les actes des Irlandais de 1914, de 1916, de 1918. Les blâmerons-nous d'y voir plus de menaces que de promesses ?

Du reste les Américains, depuis qu'ils sont nos alliés et ont à pâtir comme nous des mauvaises plaisanteries de Paddy, commencent à y voir plus clair. Il s'est produit en Irlande depuis un an pas mal de petits incidents malsonnants, insultes au Président Wilson, le drapeau étoilé traîné dans la boue, etc... Sam ne s'attendait pas à tout cela, et il se demande enfin si l'Angleterre est la vraie coupable, ou si l'Irlande est tout simplement démente et ingouvernable ? Je crois bien qu'il n'est

plus loin de la vérité, et que l'Ile Martyre comptera bientôt une dupe de moins.

Quand il y sera passé un peu plus de Yanks, quand il y aura eu là des campements de troupes, quand les boys venus de New-Jersey auront revu de près cette pauvre héroïne de contes tragiques, soyons certains d'une chose : ils changeront vite d'avis sur les racontars de leurs cardinaux ou des agents électoraux de Tammany. Ils verront l'Irlande cossue et repue, exemptée un peu sottement par l'Angleterre de toutes les charges de la guerre, même des menues restrictions alimentaires et autres que doivent s'imposer tous les Alliés. La petite « colleen » à châle rouge et cotillon vert est devenue l'enfant gâtée de sa marâtre : pas de conscription, pas d'augmentation des tarifs de chemin de fer[1], pas de suppression de courses de chevaux, d'essence d'automobile, etc. Pendant que leurs mamans se rationnent volontairement à Boston ou à Chicago pour nous aider de leur mieux à tenir ils verront *Sinn Fein* interdire aux fermiers d'envoyer des porcs ou du beurre en Angleterre. En un mot ils verront qu'on leur a menti en leur disant que l'Irlande était à plaindre.

Et comme Paddy essayera quand même de le leur

1. En Irlande on vient à peine de les augmenter de 50 pour 100 en mai 1918. Cela s'est fait depuis 2 ans en Grande-Bretagne.

faire croire encore, ils se demanderont comme nous : que faut-il donc pour satisfaire un pareil peuple ? Ni l'Angleterre ni personne ne satisfera jamais l'Irlande. La récrimination est devenue sa seconde nature et elle joue les martyrs avec un art consommé, sans se douter que nous avons déjà vu la pièce et que les attitudes nous émeuvent moins. « Le meilleur moyen de vaincre la douleur, a dit certain Père de l'Église, c'est de ne pas l'aimer. » Allez donc dire cela à l'Irlande, lui enlever son auréole et la priver du profit qu'elle en retire ! Erin est en détresse par définition.

Le doux poète Edmund Spenser le lui disait il y a trois cents ans dans ces lignes prophétiques : « Morbleu ! on a déjà inventé diverses bonnes combinaisons et proposé de sages conseils pour la réformation de ce royaume ; mais c'est le destin fatal de ce pays, dit-on, qu'aucun dessein quelconque imaginé pour son bien ne puisse réussir et faire bon effet. »

On reproche souvent à l'Anglais, si heureux et si habile dans ses autres colonisations, d'avoir échoué dans celle-ci. Mais le fait même qu'il ait réussi partout ailleurs ne montre-t-il pas qu'il n'est pas le plus responsable du gâchis irlandais ? Matthew Arnold se plaignait de ce travers britannique, selon lui le plus sérieux obstacle à la bonne entente entre les deux îles : l'habitude d'adopter un point

de vue conventionnel, de s'en contenter et supposer aussitôt que les autres doivent s'en contenter aussi. Soit ; mais pourquoi ne pas appliquer cela à l'Irlande ? pourquoi sacrifier des principes et des pratiques de gouvernement qui ont fait leurs preuves dans un Empire immense aux races les plus diverses, dans la plus grande expérience administrative qu'on ait jamais tentée, pourquoi sacrifier la maturité politique de quarante millions d'Anglo-Saxons et d'Écossais aux paradoxes de trois millions et demi d'Irlandais ? Quant à savoir s'il y a paradoxe et où est le bon sens, au lecteur d'en juger après ce qu'il vient de lire.

L. G. R. Howard [1] se plaît à citer une confidence de W. T. Stead, le célèbre publiciste noyé depuis dans la catastrophe du *Titanic* : « Comme race régnante, nous avons commis toutes les erreurs possibles en Irlande. Nous ne garderons jamais notre Empire comme cela par la force. » Certes, l'Empire Britannique ne repose pas sur des affûts de canon, et c'est bien pour cela que le Boche, psychologue myope, n'en a jamais pu comprendre la solidité. Stead eût pu s'épargner la peine de donner ce conseil-là à l'Angleterre, puisqu'elle l'observe sagement depuis plus d'un siècle, depuis sa mésaventure d'Amérique et les dures leçons de

1. « Six days of Irish Republic. »

George Washington. Pourquoi faut-il donc encore périodiquement mater l'Irlande? parce que les autres moyens — n'a-t-on pas tout essayé? — n'aboutissent à rien, parce qu'on n'assouvit pas des enragés.

Souvenons-nous d'un précédent entre mille. Il y a dix ans les Irlandais gémissaient de ne pas avoir une Université catholique reconnue. Il la leur fallait à la fois libre dans son enseignement, et soutenue par les subventions de cette ennemie dont les écus seuls ne leur déplaisent pas. On leur a donné satisfaction. Les conséquences avaient été prédites par des gens qu'on taxait alors d'intolérance religieuse ou politique, mais dont les prévisions se sont aussitôt réalisées : l'Université Nationale est le foyer le plus dangereux des conspirations, des insurrections, de toute la propagande séditieuse. Plusieurs des professeurs sont chefs des sections de *Sinn Fein*; le professeur Mac Neill partage son temps entre le cours de langue celte et des manuels de tactique, fortification, etc. à l'usage des insurgés. Les étudiants sortis de la Nationale deviennent des semeurs de révolte, et l'instruction du peuple entier leur étant confiée, la moisson sera riche : on n'enseigne dans les écoles « nationales » d'Irlande, grandes et petites, primaires ou supérieures, que la haine, encore la haine, toujours la haine.

Mr. Redmond avait éloquemment décrit les bien-

faits d'un enseignement supérieur qui, en respectant les scrupules religieux, créerait des classes dirigeantes plus éclairées et plus policées. Cassandre avait haussé les épaules en ricanant... et Cassandre avait raison.

Avant d'accepter le Secrétariat d'Irlande, Mr. Duke disait à ses électeurs d'Exeter[1] : « Il n'y a que deux voies possibles dans nos rapports avec l'Irlande, ou la coercition, ou l'arrangement à l'amiable ». Et malgré les déboires de son prédécesseur immédiat Mr. Birrell, il a voulu se risquer à de nouvelles douceurs, relâcher des prisonniers, modérer les rigueurs policières, fermer les yeux sur les nervosités de Paddy. Cela a duré deux ans, un dernier répit pour calmer les fièvres nationalistes... et nous sommes en plein délire, plus que jamais. Mr. Duke a dû céder la place au Field Maréchal French, et la loi martiale va rentrer en vigueur.

*
* *

Nous voilà loin du *Home Rule* ! Tout d'abord l'état d'esprit dans lequel on devrait l'appliquer maintenant, même avec les meilleures intentions, en rend l'échec certain. « L'élection d'un Parlement de *Home Rule* — vient d'écrire en juin 1918 le « *Daily News* », de tout temps complice de la sédition

1. 15 juillet 1916.

irlandaise — est à présent pratiquement impossible au point de vue de la haute politique britannique, parce que cette élection créerait un parlement avec une majorité écrasante de séparatistes. Un tel parlement devrait être dissous dès la première séance. »

Et puis, si les hommes d'État et l'opinion britanniques ont été très indulgents et très généreux pour l'Irlande depuis cinquante ans, la façon dont on les en a remerciés nous amène une fois de plus à l'inévitable et périodique réaction. On n'a jamais cherché à concilier l'Angleterre, mais à l'exaspérer, et malgré cela son abnégation, l'élevant au-dessus des contingences mesquines, lui a fait adopter des solutions objectives, sacrifier beaucoup de ses intérêts pour apaiser la névrose celte. Il fallait si peu de chose pour obtenir des Anglais le *Home Rule* en Irlande comme ailleurs, puisqu'ils l'ont accordé si raisonnablement à leurs jeunes Dominions — pas même de la reconnaissance, un peu de tact et de bon sens. On ne leur a jamais donné que de la haine.

On refuse une concession, on veut une victoire ; la haine irlandaise exige qu'il y ait un vaincu, et elle a follement rêvé de saper les colonnes du superbe édifice impérial. Or le moyen le plus sûr et le plus direct aujourd'hui de blesser Albion, c'est de s'allier à l'odieuse engeance dont elle barre la route et maîtrise le rut immonde. L'Irlande n'a pas

hésité, elle s'est jetée dans ces bras sanglants avec le même empressement que le gâteux de Stamboul ou ce répugnant Ferdinand de Bulgarie. Libre à elle d'y voir son idéal, mais à nous de veiller au nôtre, qui est celui du Droit et de la Justice, avec d'ineffaçables majuscules. A nous de voir ce que signifierait demain cette victoire irlandaise si nos sympathies devaient y aider : après les aveux que voici, nous serions trop sots de nous y tromper.

Il s'est fondé à Berlin depuis la guerre, sous le haut patronage du Chancelier von Bethmann-Hollweg, une « Société Germano-Irlandaise » dont on devine le but et le désintéressement. Elle a trois présidents, entre autres le Ministre de l'Agriculture de Prusse von Schorlemer, et l'ancien professeur de l'Université de Dublin, Dr Kuno Meyer, qui l'initie aux arcanes de la Kultur celte et aux beautés ténébreuses du folklore gaélique. C'est fort innocent. Mais comme les fonds secrets de l' « Auswärtiges Amt » ne se gaspillent pas en naïvetés, la Société s'intéresse à des applications plus fructueuses de « Weltpolitik ». Selon la *Gazette de Cologne,* elle vient de lancer en mars 1918 quelques télégrammes édifiants.

Au surhomme Hindenburg : « Convaincus qu'une Irlande libre, indépendante de l'Angleterre, garantira la liberté des mers et par là libérera le monde de la tyrannie maritime anglaise, nous espé-

rons une paix allemande qui seule créera des garanties réelles pour l'Allemagne et pour l'Irlande. » Et au dévot comte Hertling : « ...l'indépendance de l'Irlande est la garantie réelle voulue pour libérer les mers du joug anglo-saxon, libération désirée unanimement non seulement par tout le peuple allemand mais par tous les peuples. »

Quelques jours plus tard, à la Saint-Patrick, la Société donne un banquet à l'Hôtel Adlon et la Wilhelmstrasse y délègue certain Herr von Stumm, qui débite un long discours-programme sur le thème des télégrammes ci-dessus. En entrant en fonctions après la retraite précipitée de Kühlmann, l'amiral von Hintze vient de promettre les mêmes « libérations » dans ses fameuses confidences à l'ex-khédive : l'Allemagne chevaleresque ne se bat plus que pour sauver de la griffe anglaise ces deux sœurs asservies, l'Égypte et l'Irlande !

Après ces consécrations officielles, nous saurons dorénavant à quoi nous en tenir sur ce que l'Allemagne entend par l'indépendance de l'Irlande. C'est plus qu'il n'en faut pour justifier l'argument suprême des unionistes anglo-irlandais, l'argument stratégique. Il n'est plus très à la mode, je le sais ; on lui préfère l'idéalisme d'estrade, la candeur bolcheviste ou la formule angélique du Reichstag, « plus d'annexions, plus d'indemnité ». On n'admet plus que des peuples soient maintenus sous une

férule qu'ils réprouvent. D'accord. Mais il existe un droit de légitime défense pour les nations comme pour les individus, et pour les grandes comme pour les petites.

Supposons que l'Angleterre renonce à des droits historiques, à des titres de prescription ou de souveraineté légitime. Supposons l'Irlande consentant par impossible à se mettre en ménage sans l'Ulster. Elle ne se contenterait pas longtemps d'une autonomie sous la suprématie impériale, elle exigerait aussitôt la séparation absolue : nous le savons, elle nous l'a assez dit et prouvé en répudiant ceux qui lui apportaient enfin le *Home Rule*.

Cette séparation absolue est inadmissible, et pourquoi ? parce que l'Irlande resterait pour l'île voisine une intolérable menace. Menace économique : nous avons vu ses dernières prétentions douanières. Menace militaire : l'Allemagne et *Sinn Fein* s'en chargent.

A la clôture du congrès des « Amis de la liberté irlandaise » à New-York, l'un de ces « héros » ou « martyrs » auxquels les conseils municipaux d'Irlande adressent tous les ans des hommages émus, John Devoy, ancien dynamitard et repris de justice, s'écriait : « L'Irlande continuera à menacer l'Empire Britannique aussi longtemps qu'il y aura un Empire Britannique, et ce ne sera plus long ». Cela date d'hier : 19 mai 1918.

Quand un peuple a pour interprètes de pareils forcenés et se refuse à les démentir, loin de là, les comble d'honneurs, quand un Empire s'entend promettre de pareils lendemains, faut-il s'étonner des mesures de rigueur ? Tant pis pour le principe des nationalités ! Si vous allez à Dublin vous lirez au pied du monument de Parnell :

« Aucun homme n'a le droit de poser une limite à la marche d'une nation... Aucun homme n'a le droit de dire à son pays : tu iras jusque-là, et pas plus loin. Nous n'avons jamais tenté de fixer le nec plus ultra à la marche en avant de la nationalité irlandaise, et nous ne le ferons jamais. » Treitschke, Bernhardi, Guillaume II, n'auraient pas trouvé mieux.

Pas de limite ? Mais si, mon pauvre Paddy, le droit des voisins, le droit de l'Ulster, la sécurité de la Grande-Bretagne et de cet Empire que vous mettez votre point d'honneur à menacer. Votre formule est un mensonge, — « ourselves alone, nous et nous seuls... » — il faudra changer cela, il n'y a pas que vous en ce monde, et les grands Empires ont droit parfois aux mêmes sauvegardes qu'une petite nation trop rageuse et trop agressive.

*
* *

Tout le nationalisme irlandais est vicié par ces

deux miasmes : une rancune haineuse qui ne sera jamais satisfaite sans une humiliation de l'Angleterre, et un égoïsme forcené.

Ah ! cet égoïsme ! par son titre même *Sinn Fein* s'en fait gloire. Il a deux corollaires : une vanité déconcertante, et une ignorance crasse sur les choses du dehors. De même qu'elle a imaginé au v[e] siècle le régime monastique, ainsi l'Irlande se complaît encore dans une claustration morale ; la discipline catholique, toujours préoccupée d'éviter le moindre contact avec l'hérésie sous toutes ses formes, hommes, idées ou institutions, a dû favoriser à plaisir cet isolement. Dans son panégyrique du trop fameux O'Dwyer, Mgr Fogarty, évêque de Killaloe, disait en croyant rendre l'hommage suprême à son vindicatif confrère :

« Pour lui il n'y avait qu'un seul pays au monde, et c'était l'Irlande — pas de lacs, pas de montagnes, pas de peuple si grandioses que les siens. Il n'alla jamais passer ses vacances hors de ses rives ; il ne porta jamais un habit qui n'eût été fait en Irlande, et si possible à Limerick... » Ma foi, cela explique des vues un peu étroites sur les événements mondiaux ! C'est cet homme-là qui se mêlait de juger la diplomatie de Downing Street.

Erin vit trop à l'écart, géographiquement et moralement, « on the edge of beyond..., sur l'extrême frontière de l'au-delà. » Elle se repaît trop de ses

souvenirs aigris, de ses hallucinations nationales, de son histoire faussée par le fanatisme et l'intolérance. Elle ne contrôle pas ses auto-suggestions, les points de comparaison lui manquent : comme l'évêque de Limerick, elle préfère ignorer l'autre monde, le nôtre. Mais pour comble de folie, et voici le côté vanité, elle croit que tout ce monde a les yeux tournés vers elle, l'admire, la plaint, l'applaudit. Que voulez-vous, tous ses orateurs le lui disent.

Vanité ! On raconte que vers la fin de l'insurrection de 1916, dans un village des environs de Dublin, à Swords, 200 *Sinn Feiners* barricadés dans un vieil hospice voulaient se rendre. Malheureusement on s'était aperçu si peu jusque-là de leur héroïsme qu'il ne se trouva pour recevoir leur soumission que... les deux gardes champêtres du cru. Tout penauds de traverser le village sous cette escorte, nos guerriers téléphonèrent eux-mêmes à la caserne la plus voisine pour réclamer un peloton respectable, et deux heures plus tard, les 200 purent défiler entre deux douzaines de baïonnettes authentiques : la fierté nationale était sauve.

L'Irlande aujourd'hui flatte encore sa vanité d'une dernière boutade : elle se croit le chancre qui ronge la « vieille carcasse » britannique. Cela la console pleinement, paraît-il, de perdre tant d'amitiés dont elle tirait orgueil. On met ses joies où l'on peut, mais la pauvre se trompe une fois de plus. Ne voit-

elle pas John Bull bien en forme, bien en couleur, plus vigoureux que jamais ? une tumeur maligne ? allons donc ! une verrue, tout au plus.

*
* *

Que va-t-il se passer maintenant ? Méfions-nous des orateurs officiels dont les péroraisons sont toujours si doucereuses. En voici un spécimen de choix ; c'est Mr. Shortt qui parle, le nouveau secrétaire d'État pour l'Irlande[1] : « Tout cela sont des complots allemands, l'Irlande n'en est pas responsable. Par l'Irlande j'entends le grand, le vrai cœur du peuple irlandais. Il n'est pas responsable de ce que font les Allemands, et en Irlande, deux ou trois cents extrémistes. L'Irlande, je le crois, a le fond sain aujourd'hui, etc... »

On ne se douterait pas en lisant cela que l'interprète le plus autorisé et le représentant le plus effectif de ce peuple, le clergé national, évêques en tête, vient, il y a un mois à peine, d'interdire la conscription aux fidèles du haut de toutes les chaires ; offrant pour cette jolie « intention » une messe aussi solennelle que blasphématoire dans toutes ses églises le 21 avril 1918, messe suivie d'un grand serment collectif en présence du Saint

1. Chambre des Communes, 25 juin 1918.

Sacrement exposé ; quêtant chaque dimanche pour le fonds de résistance, et menaçant leurs ouailles terrorisées de la damnation éternelle si elles osent se soumettre à la loi ou y prêter un concours quelconque[1].

1. Déclaration officielle de Lord Curzon au nom du Gouvernement, Ch. des Lords, 20 juin 1918. En voici quelques citations à l'appui :

21 avril. — Après la messe à Castletownbere, le curé Brennan ordonne aux paroissiens de résister à la conscription, de s'approcher des sacrements et être prêts à mourir dans la résistance — mourant ainsi avec la pleine bénédiction de Dieu et de son Église... Si la police recourt à la force, le peuple devra tuer les gendarmes comme il tuerait quiconque attenterait à sa vie... Si les soldats viennent prêter main-forte il faudra les traiter comme la police. Policiers et soldats mourant pour appliquer cette loi mourront les ennemis de Dieu, tandis que le peuple en résistant mourra en paix avec Dieu, sous sa bénédiction et celle de son Église...

Le curé Lynch, dans l'église de Ryehill : « Résistez à la conscription par tous les moyens en votre pouvoir ; tout valet du Gouvernement anglais qui tire sur vous, surtout s'il est catholique, commet un péché mortel, et Dieu criera vengeance... »

Le curé Murphy, à la chapelle de Kilgarvan : « Tout Irlandais aidant à appliquer la conscription en Irlande est non seulement traître à son pays, mais commet un péché mortel contre la loi de Dieu. »

Le Rev. James Mac Inerney, à la messe à Scariff : « Aucun Irlandais catholique, quelle que soit sa position, ne peut aider à appliquer la conscription dans ce pays sans renier sa foi. »

Le Rev. P. Donnelly Murrough : « Ceux qui servent d'instruments pour appliquer cette loi sont coupables de péché mortel... »

28 avril. — Le curé O'Callaghan, après la messe à Killycogher : « Si on recourt à la force, tout policier y coopérant n'importe comment est coupable de meurtre et ne pourra jamais avoir l'absolution. »

Le R. P. Murphy, à la messe à Killenena : « Dimanche dernier

Damné, par exemple, le policier ou le gendarme qui viendrait arrêter un récalcitrant ou dresser un rôle de recrutement. Ne riez pas, 95 pour 100 des gendarmes irlandais sont catholiques et doivent le respect à ces prêtres-là.

Sir Edward Carson a répondu à Mr. Shortt: « Mon honorable ami a grand espoir de régler à l'amiable le sort de l'Irlande sous son régime. Je lui souhaite très sérieusement de réussir. Ça a été l'aspiration d'innombrables secrétaires d'État qui sont oubliés depuis longtemps... (rires). » Optimisme de commande... autant en emporte le vent. Ne nous grisons donc plus de rhétorique ministérielle.

j'ai demandé aux policiers de jeter leur casaque, moralement parlant, car ils sont nationalistes et Irlandais avec le même sang irlandais dans les veines, mais aujourd'hui je leur demande de le faire en m'inspirant du point de vue spirituel, parce que tous Irlandais sont priés par notre Hiérarchie irlandaise de ne rien faire pour faciliter la conscription ; tout policier qui serait tué dans une pareille tâche serait damné en enfer, même s'il était en état de grâce le matin. »

Le curé Gerald Dennehy, après avoir donné la communion à 300 hommes dans l'église d'Eyries, Co. Cork : « Tout catholique qui comme gendarme ou agent du Gouvernement aiderait à appliquer la conscription serait excommunié et maudit par l'Église catholique romaine. La malédiction de Dieu le suivrait en tous pays. Vous pouvez les tuer à première vue, vous serez bénis de Dieu, et ce serait le sacrifice le plus acceptable que vous puissiez offrir. »

Quoi d'étonnant à voir le *Times* demander si c'est bien là la mission du clergé catholique ?

Tenez, creusez-vous la tête pour résoudre ce casse-tête-ci, et dites-moi comment vous oseriez compter sur l'apaisement de l'Irlande? Devant l'impossibilité physique d'appliquer la conscription, le Gouvernement vient de faire promettre par Lord French, nouveau vice-roi, à tout volontaire irlandais une allocation de terre dès son retour au foyer. Or la terre d'Irlande est déjà réclamée par les fermiers et tenanciers. On sait l'idée que se font les ruraux sur leur droit à l'occupation, le « mauvais gré », etc..., ils n'admettent pas d'être supplantés et remplacés par un concurrent, la location « leur revient ». On a vu chez nous le villageois le plus patelin se faire féroce dans des cas pareils. En Irlande où l'on est violent par nature, il faut ajouter à cette prétention de tous pays l'effet d'un siècle entier d'agitation agraire, d'attentats organisés dont nous avons assez parlé plus haut. S'il y a une question sur laquelle Pat ne plaisante pas, c'est bien celle-là.

Et précisément ce sont les fils de fermiers qui ne veulent pas se battre, ce sont les fermiers qui ne veulent à aucun prix se voir enlever leurs fils, car ils les couvent jalousement en héritiers présomptifs du sol d'Irlande, en train de bénéficier du rachat national, touchant presque aux fruits alléchants de la Terre Promise. Et l'on voudrait leur arracher ceux-ci pour les donner à qui? A ceux que toute

l'opinion nationale voue à l'exécration et à la vengeance, à ces odieux renégats, « traîtres à l'Irlande », qui sont allés servir la cause de l'enfer, à ces valets en kaki qu'on tuait comme des chiens, sans remords, avec mépris et dégoût, dans les rues de Dublin le lundi de Pâques 1916...

Il vous paraît juste, étrangers, de récompenser des volontaires de guerre ? Ah ! vous ne comprenez pas la logique irlandaise... Seriez-vous aussi stupides que les Saxons « qui ne comprennent jamais l'Irlande » ?

Mais patience, vous apprendrez vite à la connaître. Qu'ils viennent donc toucher leur prix du sang, ces innommables, nouveaux-voleurs de terre à l'instar des soudards de Cromwell — et Pat leur fera bien voir de quel bois il se chauffe. Les toits de chaume flamberont comme par enchantement, (les enchantements jouent grand rôle dans la superstition celte), la vache du petit métayer s'enlisera mystérieusement dans la tourbière par un beau clair de lune. Cela durera cinquante ans s'il le faut, mais il ne sera pas dit qu'un mutilé de la grande guerre aura impunément « volé leur bien à nos honnêtes fils de fermiers. »

La paix en Irlande ? souhaitons-là... mais n'ayons pas la fatuité d'y trop compter. Attendons-nous même à des réactions fatales, parce que naturelles. On dépassera peut-être la mesure ? c'est possible,

et après ce que nous venons de lire, il faudra bien excuser un peu l'Anglais de perdre son sang-froid. Nous savons qu'il ne s'en départit jamais sans d'excessives provocations, mais quel effet cela nous ferait-il d'entendre ricaner derrière nous à chacun de nos revers, pendant que nous pleurons nos chers morts? Nous verrions rouge... et John Bull a un cœur comme nous.

L'Ulster s'entêtera de plus en plus dans l'intolérance religieuse envers ses voisins catholiques? C'est regrettable, mais ne lui en donne-t-on pas les meilleures raisons? Il n'a jamais vu autour de lui ce qu'il y a de meilleur dans la hiérarchie romaine, les prêtres et les évêques qu'il connaît et entend sont des séditieux sans vergogne, compromettant chaque jour leur mission spirituelle pour servir des passions aveugles ou des intérêts de clocher.

Et quant aux solutions politiques proprement dites, que d' « innombrables Secrétaires d'État » poursuivent avec une si touchante constance, selon les exigences de leur fonction, je n'y compte pas davantage. Conclusion négative, obstructive, stérile? Eh! je le sais bien, mais il faut parfois savoir nier à bon escient. Je ne crois plus à une solution amiable du problème irlandais, j'ai dit et redit pourquoi. On veut réparation d'actes de colonisation accomplis jadis sur une race alors abrutie et inférieure, mais

développée depuis ; réparation veut dire abolition des fruits acquis et expulsion des colons, ou, ce qui serait pis, leur soumission aux indigènes. C'est remettre en question la légitimité de la colonisation dans le monde entier. C'est impossible, ne cherchons plus l'impossible.

La question irlandaise n'en sera pas moins actuelle pour cela. Elle restera certainement l'un des atouts favoris des partis politiques anglais, et dans cent ans quelqu'un redira sans doute encore le mot de Lord Roseberry : « La question irlandaise n'est jamais entrée dans l'histoire, car elle n'est jamais sortie de la politique[1]. »

Les Gouvernements anglais essayeront encore de contenter l'Irlande par une forme ou l'autre du *Home Rule*, dont personne ne sera satisfait. La combinaison ne sera pas viable, surtout si l'on veut en faire le mélange explosif dont l'Ulster a flairé les dangers. Un jour peut-être, à une époque de détente nerveuse et de passions endormies, si Dieu permet jamais cela en Irlande, on arrivera à se faire mutuellement illusion, à berner l'Ulster ou à arracher aux Nationalistes des garanties plus sérieuses. Combien de temps voulez-vous que cela dure ? Avec des tempéraments semblables il n'y a qu'une issue, la guerre civile, inévitable.

1 « Pitt », XI.

Ou bien il se peut qu'on tire des faits acquis en ces dix dernières années le modus vivendi suivant :

Donner le *Home Rule* à l'Irlande catholique ;

En exclure le Nord-Est de l'Ulster ;

Préciser avec fermeté les sauvegardes militaires, économiques, politiques, dont l'Empire ne peut se passer sans courir à sa perte.

L'Irlande sera mécontente de ce régime, cela va de soi. Il n'y aura plus qu'à la laisser crier. Elle voudra se remettre à bouger,., et il faudra peut-être la rappeler à la raison plus ou moins sévèrement, plus ou moins brutalement. Elle criera de plus belle.

Alors, nous nous souviendrons de ce que nous venons de lire, nous saurons où doivent aller nos sympathies, nous nous méfierons de les mal placer et de les prostituer une fois de plus.

S'il est vrai que la politique de la Grande-Bretagne en Irlande soit incohérente, c'est en partie notre faute. Si les gouvernants anglais hésitent tant à manier la férule ou ne s'y résignent que trop tard, c'est qu'ils ont trop tourné les yeux vers nous, trop soucieux du qu'en dira-t-on, trop inquiets de nos critiques. Ils n'ont pas tous la puissance et la belle assurance morale d'un Pitt ; et puis les radicaux anglais, s'étant beaucoup occupés des affaires d'autrui au XIXe siècle, doivent aujourd'hui en subir ce contrecoup. Ils n'ont plus les mains libres, ils craignent de révolter notre opinion mal informée et de se

mettre à dos les Irlandais d'outremer — 1 million en Australie, 1 million au Canada, 16 millions aux États-Unis, — très influents dans ces jeunes républiques dont la vieille Angleterre tient tant, et à bon droit, à ménager les susceptibilités. Comme le disait Wu Ting Fang, ancien ambassadeur de Chine à Washington, « les deux seuls pays du monde où j'aimerais vivre sont la Chine et l'Irlande : ce sont les deux seuls pays que les Irlandais ne gouvernent pas ». Les ministres anglais ont été contraints d'en tenir compte, et leur politique irlandaise en a été trop souvent faussée.

Éclairons donc notre jugement et ne nous laissons plus tromper à l'avenir. Albion va devoir un jour, bien contre son gré, appeler les licteurs et rétablir l'ordre : Pax Britannica ! N'aidons plus à la troubler en encourageant de notre pitié ces faux mendiants qui ne la méritent pas.

L'occasion va peut-être s'offrir sans tarder, si l'on décide d'entendre à la Conférence de la Paix le plaidoyer de l'Irlande après les cris de détresse des autres petites nationalités. Nous commencerons par lui rappeler le mot de Casement à ses compatriotes : « Que vous importe la Belgique ? qu'est-elle de plus pour vous que les îles Fiji ? » Cela peut se retourner.

De quel côté du tapis vert Erin prendra-t-elle

place ? Sa nouvelle devise, traduite en bon gaélique par Kuno Meyer, paraît le dire :

« A Dhia saor Eirinnagus Almain ! Que Dieu sauve l'Irlande et l'Allemagne ! »

Quel Dieu ? le « vieux » de Guillaume II ? Grand bien leur fasse. Laissons ces compères dénouer leur intrigue et ne nous chargeons pas de la besogne. Les Irlandais se réservent de lutter pour leur idéal national. Mais un idéal qui comprend l'alliance avec le Boche et reste sourd à tous les grands altruismes de notre cause ne nous semble pas très recommandable.

Ce bavard de Meyer, dans un discours prononcé à Cologne en avril dernier, a promis « la gratitude de l'Allemagne à l'Irlande pour son hostilité envers l'Angleterre pendant la guerre, immobilisant ainsi une armée, partie en Irlande, partie en Angleterre, en vue des soulèvements irlandais. » Le professeur boche a dit vrai, et nous n'avons ni à nous en réjouir, ni à en remercier l'Irlande : elle a essayé de nous « poignarder dans le dos » — le mot est de John Redmond — et il serait intolérable qu'elle en tirât profit.

TABLE DES MATIÈRES

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.